

Juin
2011

8

STRATÉGIE Internationale

Revue de théorie et politique marxiste révolutionnaire



**Printemps des peuples arabes, "Automne français",
révoltes en Grèce et dans l'Etat Espagnol...**

**VERS UNE NOUVELLE ÉTAPE
DE LA LUTTE DES CLASSES ?**

Printemps des peuples arabes, "Automne français", révoltes en Grèce et dans l'Etat Espagnol...

VERS UNE NOUVELLE ÉTAPE DE LA LUTTE DES CLASSES ?

SOMMAIRE

Stratégie Internationale est une revue publiée par les militant(e)s en France de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FTQI). La FT-QI est constituée par Classe contre Classe (CcC, Chili), Classe contre Classe (CcC, Etat espagnol), la Ligue Stratégie Révolutionnaire-Quatrième Internationaliste (LER-QI, Brésil), la Ligue Ouvrière Révolutionnaire-Quatrième Internationaliste (LOR-CI, Bolivie), la Ligue de la Révolution Socialiste (LRS, Costa Rica), la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme (LTS, Venezuela), la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme-A Contre Courant (LTS-CC, Mexique), le Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS, Argentine) et des militants de la FT-QI dans le CCR-P4 du NPA en France.



EDITO	p.4
De l'actualité de l'héritage de Léon Trotsky et de la IV internationale LES LIMITES DE LA « RESTAURATION BOURGEOISE » <i>Matías Maiello et Emilio Albamonte</i>	p.5
LEÇONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES DE L'AUTOMNE FRANÇAIS <i>Juan Chingo</i>	p.24
UN NOUVEAU "PRINTEMPS DES PEUPLES" <i>Claudia Cinatti</i>	p.42
DOSSIER : RÉVOLTES DANS L'ÉTAT ESPAGNOL	
L'irruption de la jeunesse provoque les premières fissures dans le Régime issu du franquisme <i>Santiago Lupe</i>	p.46
Mai 68/Mai 2011 : une comparaison historique pour penser une stratégie gagnante <i>Santiago Lupe</i>	p.49
Pour un programme contre le Régime de 1978 et pour que les capitalistes paient leur crise <i>Sara Povo</i>	p.51
La "vague bleue" du 22 Mai, les tendances vers la droite se renforcent aussi <i>Guillermo Ferrari</i>	p.52
Deux stratégies pour le mouvement <i>Santiago Lupe</i>	p.53
ACTIONS DE SOLIDARITÉ ENTRE LES JEUNES "INDIGNÉS" ET LA CLASSE OUVRIÈRE :	
Saragosse : soutien aux chauffeurs de bus en grève et ralliement des ouvriers de CAF au campement. « Cacerolada » contre la bureaucratie syndicale <i>Asier Ubico</i>	p.53
Barcelone : « expéditions » de la jeunesse à Alstom, Derbi, Seat et aux hôpitaux en lutte <i>Salvador Lou</i>	p.54
Terrassa : importante participation étudiante et ouvrière <i>Faouzi Hilba</i>	p.55
Interviews d'Hector (participant aux expéditions de Barcelone) et de Fernando (délégué syndical à Derbi)	p.55

Printemps des peuples arabes, "Automne français", révoltes en Grèce et dans l'Etat Espagnol...

VERS UNE NOUVELLE ÉTAPE DE LA LUTTE DES CLASSES ?

La première partie de cette revue est dédiée à analyser la période d'offensive capitaliste sur toute la ligne qui a suivi à la montée révolutionnaire des années 1968-1981, que nous définissons comme « restauration bourgeoise ». Ce processus s'est renforcé avec la restauration capitaliste dans les Etats ouvriers déformés et dégénérés d'Europe de l'Est, dans l'ex URSS et en Chine. Approfondir l'analyse des causes qui ont permis ce recul, de l'attitude de l'extrême gauche devant celui-ci et les effets qu'il a eu sur la subjectivité de la classe ouvrière et des forces qui se revendiquent du marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire le trotskysme, c'est essentiel pour comprendre, d'après nous, la situation actuelle des travailleurs et du mouvement des masses. Et cela dans un moment où la crise capitaliste remet en cause plusieurs des caractéristiques centrales de ces dernières décennies.

Effectivement, l'ampleur et le caractère historique de la crise et les premiers grands combats des travailleurs et des classes populaires semblent indiquer que cette situation négative pour les opprimés soit en train de changer. En effet, les processus révolutionnaires en cours dans le Nord de l'Afrique et au Moyen-Orient, la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs de l'Etat Espagnol et de la Grèce, ainsi que la lutte contre la réforme des retraites de Sarkozy en France, marquent sans doute les limites de la « Restauration bourgeoise » et possiblement le début d'une nouvelle période de la lutte de classes au niveau international. C'est dans ce sens que l'autre partie de cette revue est dédiée à analyser le caractère concret de ces processus, leurs potentialités et

leurs limites. En même temps, on analyse les questions programmatiques, stratégiques et tactiques que ces processus posent comme un défi pour les révolutionnaires.

De cette manière, nous considérons qu'avec Stratégie Internationale nous contribuons à doter les nouveaux activistes ouvriers et populaires d'éléments centraux pour la réflexion politique qui aident à la formation d'une nouvelle génération de révolutionnaires, ce qui est centrale pour passer à une nouvelle phase d'offensive de la lutte de classes.

Enfin, nous vous présentons dans ce numéro un article d'Emilio Albamonte et de Matías Maiello (« Les limites de la restauration bourgeoise », p. 5) qui analyse justement les conditions, les conséquences et les limites de la Restauration bourgeoise ainsi que l'évolution et les caractéristiques du « trotskysme de Yalta ». Ensuite nous présentons trois des luttes des masses les plus importantes de cette dernière année contre les effets de la crise économique et les attaques des capitalistes dans l'article de Claudia Cinnatti (« Un nouveau "printemps des peuples" », p. 42) sur les processus révolutionnaires dans les pays arabes ; dans celui de Juan Chingo (« Leçons politiques et stratégiques de l'automne français », p. 24) sur le dernier mouvement contre la réforme des retraites en France ; et enfin dans le dossier spécial sur les mobilisations de la jeunesse et des travailleurs dans l'Etat Espagnol (p. 46).

8 juin 2011



De l'actualité de l'héritage de Léon Trotsky et de la IV internationale **LES LIMITES DE LA « RESTAURATION BOURGEOISE »**

Matías Maiello et Emilio Albamonte'

La seconde phase de la crise mondiale, avec son épicerie européen, ses « guerres des devises » et ses plans de sauvetage faramineux de plus en plus impuissants à aménager une sortie de crise montrent les limites du capitalisme à garantir sa reproduction en tant que système. Parallèlement l'impérialisme américain a accentué son recul historique sans qu'une puissance capable de le remplacer n'ait surgi. C'est dans ce cadre qu'il doit faire face aux tensions géopolitiques de plus en plus importantes provoquées par la crise.

Sur le terrain de la lutte des classes nous ne commençons à voir que les premières conséquences de la crise mondiale. Après la Grèce la classe ouvrière a puissamment fait irruption en France sur le devant de la scène dans le cadre d'une Europe en crise. Elle vient de faire une première démonstration de force qui, malgré le vote de la loi sur la réforme des retraites au Parlement, pose les bases d'une nouvelle étape avec des caractéristiques pré-révolutionnaires en France. En même temps les tentatives de faire payer intégralement la crise aux travailleurs ouvrent des perspectives de nouveaux affrontements dans plusieurs pays d'Europe. Alors que nous écrivons cet article le processus initié par le soulèvement tunisien se répand dans tout le Nord de l'Afrique et dans d'autres pays arabes et trouve aujourd'hui son point le plus le plus aigu dans le processus révolutionnaire égyptien.

Ces premières batailles se développent après des années de recomposition sociale et de refonte des revendications du prolétariat. Cependant cette recomposition est combinée à un retard politique du mouvement ouvrier sans précédent. Le prolétariat est traversé par une grave crise de subjectivité qui est le fruit de l'offensive néolibérale, de la restauration capitaliste dans les états ouvriers bureaucratisés et de la démoralisation produite par l'identification du stalinisme au « socialisme réel ».

Cette contradiction entre la réactualisation des prémisses objectives pour la révolution prolétarienne et la crise de subjectivité que traverse le mouvement ouvrier est le point de départ obligé pour toute compréhension profonde des tâches actuelles des révolutionnaires. L'actualité du marxisme réside dans la persistance des conditions qui lui ont donné naissance et, dans le cas du marxisme classique du XXe siècle, par la continuité des conditions de l'époque impérialiste de déclin du capitalisme. L'héritage de Trotsky en tant que fondateur

de l'Opposition de Gauche et de la IV Internationale doit être entendu comme point de départ fondamental afin de comprendre la contradiction que nous vivons, entre les conditions objectives et subjectives, afin de clarifier les causes et les conséquences de cette contradiction et réfléchir aux tâches des révolutionnaires dans une situation historique où, au fur et à mesure que la crise s'aggrave, de nouvelles conditions pour avancer vers la reconstruction du marxisme révolutionnaire se font jour, toutes liées au développement des grands événements de la lutte des classes.

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉTAPE DE LA « RESTAURATION BOURGEOISE »

Le XX siècle a donné naissance à l'époque impérialiste avec une première période traversée par deux guerres mondiales, la victoire de la Révolution russe, la crise des années 1930 et la montée du fascisme ; une seconde marquée par l'ordre de Yalta auquel nous nous référerons plus en avant ; 1989 étant la date emblématique d'une troisième période d'une époque de crises, guerres et révolutions dont nous pourrions synthétiser les principales caractéristiques par deux mots, « restauration bourgeoise ». Aujourd'hui la crise mondiale et ses profondes conséquences historiques nous placent face à une quatrième période marquée par la réactualisation des conditions classiques de l'époque impérialiste. Mais l'histoire ne se répète jamais. La compréhension des contradictions accumulées au cours de la période de « restauration bourgeoise » constituent un nouveau point de départ afin d'analyser les caractéristiques du théâtre des opérations et des batailles de classe qui seront à livrer au cours des prochaines années.

Restauration absolutiste et « restauration bourgeoise », une comparaison

Ce n'est pas un hasard si dans les rangs bolchevicks, vers 1926, on avait cherché des références dans le processus de la révolution bourgeoise française de 1789 pour expliquer le phénomène de la bureaucratisation du premier Etat ouvrier de l'histoire. La Révolution française avait connu différentes étapes qui permettaient de jeter un jour nouveau sur le processus en URSS. Si la discussion sur le « jacobinisme » animée par Lénine avait rempli des pages de polémiques au début du XXe siècle au cours de la montée du stalinisme le débat sur « thermidor » était

[1] M. Maiello et E. Albamonte, « Sobre la actualidad del legado de León Trotsky y la IV Internacional. En los límites de la 'Restauración burguesa' », *Estrategia Internacional* n°27, Buenos Aires, mars 2011, p.57-89.

au centre des discussions. L'analogie faisait référence au coup d'État de 1794 et à l'instauration de la Constitution de 1795. Dans les polémiques de 1926 on identifiait le « thermidor » à la contre-révolution elle-même. C'est la raison pour laquelle Trotsky va polémiquer contre cette comparaison avec le groupe « centralisme démocratique ». Toutefois, neuf ans plus tard, il va revenir sur le débat pour spécifier que le « thermidor » dans la Révolution française n'avait pas représenté la contre-révolution, mais, plus précisément, « la réaction sur les bases de la révolution », et dans ces termes, il va reprendre et faire sien l'analogie historique.

On pourrait continuer cette analogie, quant au processus, avec la restauration bourbonnienne de 1814-1815 qui donna lieu à l'implantation d'un néo-absolutisme et à la formation de la Sainte-Alliance. En étendant l'analogie on pourrait appeler « restauration bourgeoise » la contre-offensive que l'impérialisme a entamée dans toute la planète après la poussée révolutionnaire du cycle 1968-1981 et à laquelle il met un terme par une combinaison de défaites physiques et de déviations.

Cette progression réactionnaire qui a porté le nom de « néo-libéralisme » s'est exprimée dans un premier temps dans les pays impérialistes à partir de l'arrivée de Reagan au pouvoir aux États-Unis et de Thatcher en Grande-Bretagne, à travers la mise en œuvre de toute une série de « contre-réformes » économiques, sociales et politiques ayant pour objectif de détruire les acquis arrachés par le mouvement ouvrier pendant les années du « boom » d'après-guerre (la sécurité sociale, les services publics, les conditions de vie et de travail), et ce au nom du marché, afin de garantir les profits capitalistes. Ceci a ensuite été étendu aux pays semi-coloniaux à travers le « Consensus de Washington », son expression dans les États ouvriers bureaucratisés ayant été la restauration du capitalisme avec, comme nous le verrons, des conséquences différentes en URSS et en Chine.

Le processus d'ensemble a constitué une véritable « contre-révolution-restauration » qui a modifié le rapport entre les classes en renforçant l'impérialisme. Ce processus a pu être mené à bien par des méthodes essentiellement pacifiques sur la base de l'extension de la démocratie libérale à de vastes zones du monde. L'extension de ces démocraties a coïncidé avec leur mutation par rapport à celles qu'avaient connues les pays impérialistes à d'autres moments du XXe siècle et qui se basaient sur la spoliation des colonies et des semi-colonies. Plus étendues géographiquement elles ont été constituées comme des démocraties dégradées en ayant comme base fondamentale les classes moyennes urbaines et même certains secteurs privilégiés de la classe ouvrière (notamment dans les pays centraux) qui ont eu un plus fort accès à la consommation. La désidéologisation du discours politique sous la combinaison de l'exaltation de l'individu et de sa réalisation dans la consommation ont été les bases de ce « nouvel accord », beaucoup plus élitiste que celui de l'après-guerre, qui a coexisté avec l'augmentation

de l'exploitation et de la dégradation sociale de larges couches de la classe ouvrière, accompagné de forts taux de chômage et de la prolifération exponentielle de la pauvreté et des « slums » (bidonvilles) qui se sont multipliés à travers le monde en faisant du clientélisme la marque politique fondamentale du néo-libéralisme en direction de ces secteurs.

Ce « nouvel ordre » a été imposé sur la base de la défaite de la montée ouvrière précédente et dans un certain nombre de cas directement, à partir de dictatures. C'est ce que nous appelons des « démocraties post-contrerévolutionnaires »²³. Mais la base principale demeure une atomisation sans précédent du prolétariat. En plus de la division traditionnelle imposée par le capital entre la classe ouvrière des pays impérialistes et celles des semi-colonies et des colonies, on en a ajouté d'autres qui ont donné lieu, parallèlement, à la prolifération de chômeurs permanents, à l'apparition de travailleurs « de seconde zone » (CDD, intérimaires, travailleurs sans contrat légal, « sans-papiers », travailleurs exclus des conventions collectives, etc.) qui forment presque la moitié du prolétariat mondial⁴⁵, ce qui contraste avec le secteur de la classe ouvrière « déclaré », syndicalisé, avec des salaires et des conditions de travail nettement supérieurs à la moyenne.

La restauration dans la restauration

La restauration capitaliste à proprement dite dans les États ouvriers bureaucratisés a été au centre de la configuration de ce schéma. Avec l'offensive néolibérale contre les acquis obtenus par la classe ouvrière pendant le « boom » d'après-guerre le gouvernement de Reagan va redoubler la confrontation avec l'URSS comme nouvelle orientation suite à la défaite au Vietnam. Cette politique agressive, qui a eu pour axe principal la course aux armements, va accélérer le déclin économique et le processus de désorganisation de l'économie en URSS incarnés par la Pérestroïka de Gorbatchev qui a eu des conséquences

[2] Voir à ce propos L. Lif et J. Chingo, « Transitions à la démocratie », *Estrategia Internacional* n°16, Buenos Aires, 2000.

[3] Selon l'OIT vers la fin 2009 45.6% des travailleurs du monde vivent dans la pauvreté avec moins de 2 dollars par jour. Près de la moitié des travailleurs du monde dispose d'un emploi précaire (« vulnerable employment»). Voir ILO, « Global employment trends », Genève, janvier 2010.

[4] Voir C. Cinatti « La actualidad del análisis de Trotsky frente a las nuevas (y viejas) controversias sobre la transición al socialismo », *Estrategia Internacional* n° 22, Buenos Aires, novembre 2005.

[5] Ces processus contre les régimes staliniens, avec des mobilisations de masses pour la plupart pacifiques, à l'exception de la Roumanie qui a fini avec des milliers de morts et l'exécution de Ceaucescu, se sont développés contre les attaques contre les conditions de vie des masses et les plans du FMI mis en œuvre par la bureaucratie. Mais en l'absence d'une direction révolutionnaire elles ont terminé dirigées par de secteurs restauracionnistes ce qui a fait qu'elles débouchent non seulement sur une restauration capitaliste mais se traduisent de surcroît par de nouvelles pénuries pour les masses et un fort recul des conditions de vie.

terribles pour les conditions de vie des masses. Dans ce cadre les mobilisations des années 1989-91 ont conduit à la chute des régimes staliniens mais avec un niveau très bas de subjectivité, fruit des défaites précédentes des processus de révolution politique⁶. Ainsi ces mobilisations ont pu être canalisées par des directions pro-capitalistes aboutissant à la restauration du capitalisme en URSS et en Europe de l'Est et à la réunification capitaliste de l'Allemagne⁷.

Les résultats obtenus par l'impérialisme ont dépassé largement les objectifs initiaux. De cette manière la réaction impérialiste, initiée au début des années 1980, est devenue une contre-révolution. Cet élément marquerait la caractéristique définitive de l'étape de la « restauration bourgeoise » dans son ensemble. En reprenant la comparaison avec la Restauration absolutiste cette marque distinctive de la « restauration bourgeoise » est déterminée par le fait que la relation entre le capitalisme et le socialisme est fondamentalement différent de celle entre le féodalisme et le capitalisme. Le socialisme n'a aucune forme déterminée d'existence historique en tant que mode de production en dehors de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Les relations capitalistes elles se reproduisent pour ainsi dire « automatiquement », et ce jusqu'à l'explosion des crises qui lui sont inhérentes.

Trotsky remarquait cet élément dans sa comparaison avec le « thermidor » bourgeois lorsqu'il soulignait combien « Le renversement de Napoléon n'est assurément pas passé sans laisser de traces sur les rapports entre les classes; mais au fond la pyramide sociale de la France conserva son caractère bourgeois. L'effondrement inévitable du bonapartisme staliniste met maintenant même un point d'interrogation sur le maintien du caractère d'État ouvrier de l'U.R.S.S. L'économie socialiste ne peut s'édifier sans pouvoir socialiste. Le sort de l'U.R.S.S., en tant qu'État *socialiste*, dépend du régime *politique*, qui viendra remplacer le bonapartisme staliniste⁸ ».

En ce même sens par rapport à la restauration bourbonnienne, bien que celle-ci ait rapidement reconfiguré la carte de l'Europe et réinstallé des versions renouvelées de l'absolutisme, en ce qui concerne l'aspect économique-social, elle a été incapable de restaurer le féodalisme. Les rapports capitalistes ont continué à se développer sous les nouveaux régimes, l'illusion du « retour au passé » n'a été en cela qu'une illusion. Contrairement à la restauration bourbonnienne donc « la restauration capitaliste » a impliqué non seulement la chute de la bureaucratie en tant que dictature « sur le prolétariat » mais également la destruction des acquis qui

restaient encore de la révolution dans les Etats ouvriers bureaucratisés (secteurs de l'économie soustraits aux lois du capital et nouvelles relations de propriété sur les moyens de production). C'est ce qu'ont montré l'évolution plus « ordonnée » vers le capitalisme de la bureaucratie du PC chinois, l'application dans la plupart des cas de plans d'ajustement du FMI, le recul des droits sociaux ainsi que la régression sociale exprimée, dans le cas de l'ex-URSS, par la chute abrupte de l'espérance de vie de la population.

Les conséquences de la restauration : plus de Trotsky et moins de Smith

Un élément fondamental pour comprendre la restauration est l'évolution différente de la restauration capitaliste en Occident et en Russie par rapport à la restauration en Orient, notamment en Chine. La restauration a signifié pour la Russie, qui était la seconde puissance mondiale, le démantèlement de son importante industrie et de sa transformation en un pays hautement dépendant de l'exportation de gaz et pétrole. Pour une Chine où au début des réformes de Deng Xiaoping en 1979 80% de la population était rurale, cela a signifié un développement industriel sans précédent qui fait d'elle aujourd'hui la seconde économie du monde en termes de PIB.

Cette montée vertigineuse a amené par exemple Giovanni Arrighi à soutenir que l'évolution actuelle de la Chine rendrait « plus probable que jamais deux siècles et demi après la publication de La richesse des nations [d'Adam Smith] la matérialisation de la prévision de Smith d'une société de marché à l'échelle mondiale basée sur une plus grande égalité entre les civilisations du monde⁹ ».

Toutefois si nous comparons la Chine avec ses pays voisins comme le Japon, la Corée du Sud et Taiwan la réalité semble bien différente. Comme l'indique Perry Anderson¹⁰, bien que l'extension du cycle de grande croissance en Chine ait dépassé en dix années celui de ses voisins à différents moments après la Deuxième Guerre Mondiale la dépendance de la Chine vis-à-vis de l'exportation depuis les années 1990 a été nettement supérieure ; la part de la consommation du PIB est beaucoup plus réduite ; la dépendance vis-à-vis du capital étranger est plus grande ; la brèche des revenus et des investissements entre la ville et la campagne est, en Chine, très importante; le poids du secteur étatique de l'économie est encore plus important. Un autre élément qu'Anderson oublie c'est que la Chine, même si elle possède la multinationale pétrolière Sinopec, la banque Industrielle et Commerciale Bank of China ou bien l'entreprise étatique d'énergie State Grid qui se trouvent parmi les entreprises les plus grandes au

[6] L. Trotsky, « L'Etat ouvrier, Thermidor et le Bonapartisme », février 1935, www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bcs/bcs08.htm

[7] Voir G. Arrighi, *Adam Smith à Pékin. Les promesses de la voie chinoise*. Max Millo, Paris, 2009.

[8] Voir P. Anderson, « Two revolutions », *New Left Review* n°61, Londres, Janvier-Février 2010.

[9] Voir J. Chingo, « Mitos y realidad de la China actual », *Estrategia Internacional* n° 21, Buenos Aires, septembre 2004.

[10] Celles-ci constituent 80% des recettes des paysans. Voir R. Poch-de-Feliu, *La actualidad de China*, Ed. Crítica, Barcelone, 2009, p. 109.

[11] Idem, p. 94.

monde, elle ne possède aucune multinationale de la taille de Toyota, Honda ou Hitachi, présentes par dizaines au Japon, ni même des dimensions de Samsung ou Hyundai en Corée du Sud ou de la Hon Hai Précision Industry de Taiwan.

Ce qui est certain c'est que la réalité de la Chine est loin de confirmer les thèses d'Arrighi. Le PIB par habitants de la Chine dépasse à peine celui du Congo et de l'Angola, avec 135 millions d'habitants qui vivent avec moins d'un dollar par jour et 400 millions qui le font avec moins de deux dollars par jour. Parallèlement la destruction de l'environnement et le gaspillage d'énergie, si l'on tient compte des standards internationaux, avancent vertigineusement et la « comodification » de la production manufacturière est maintenue par les pressions exercées par le modèle exportateur ainsi que le retard technologique existant par rapport aux puissances impérialistes et la domination persistante des entreprises impérialistes sur le marché chinois dans les produits de technologie¹².

Ce n'est pas l'hypothèse d'Adam Smith sur la plus grande égalité entre les nations qui nous permet d'expliquer tout ceci mais plutôt les catégories utilisées par Trotsky. En nous appuyant sur celles-ci nous pouvons affirmer qu'il y a un énorme processus de développement inégal et combiné en Chine où les contradictions entre la campagne et la ville s'accroissent : la Chine comprend 23% de la population mondiale et ne dispose que de 6% de la terre cultivable de la planète ; elle possède, d'une part, des villes comprenant des millions d'habitants et de bâtiments modernes, avec de grandes concentrations ouvrières où l'on travaille sans limite établie (jusqu'à 16 ou à 18h et dans certains cas davantage), et, d'autre part, une campagne livrée à elle-même depuis des années avec une productivité très basse, avec une infrastructure démolie et des services sociaux inexistantes et où une grande partie la population survit grâce à l'argent envoyé par leurs enfants, depuis les villes¹³.

C'est dans ce contexte que s'est produite en mars et mai 2002 la plus grande mobilisation ouvrière en Chine après les événements de la Place Tiananmen. Dans trois villes du Dongbei (Liaoyang, Daqing et Fushun), des dizaines de milliers d'ouvriers avec des arriérés de salaires, des retraités et des chômeurs de la métallurgie, de l'industrie minière et des hauts fourneaux sont sortis dans les rues et ont organisé des manifestations et des mobilisations pendant plusieurs semaines¹⁴. Toutefois la nouveauté est que pendant les dernières années, dans un contexte où

les syndicats indépendants et le droit de grève continuent à être interdits, la nouvelle classe ouvrière chinoise a commencé à se mobiliser de plus en plus dans des luttes salariales et revendicatives, contre le non-paiement des salaires et pour les droits démocratiques dans la mesure où dans de nombreux cas ceux qui émigrent depuis la campagne sont considérés illégaux dans les villes¹⁵. Il s'agit d'une nouvelle classe ouvrière qui compte entre 100 et 200 millions de travailleurs qui ont migré des campagnes vers les villes au cours des deux dernières décennies.

A la mi-2010 on a assisté à une vague de luttes qui ont eu comme emblème la lutte des ouvriers de Honda dans la province de Guangdong. Après que ceux-ci ont maintenu l'usine à l'arrêt pendant deux semaines la vague de luttes s'est répandue dans d'autres régions comme on a pu le voir par exemple avec les affrontements des travailleurs de KOK Machinery avec la police dans la banlieue de Shanghai.

Comme le remarque Richard Walker dans sa critique d'Arrighi les réserves de ce dernier pour rendre compte du développement vertigineux d'une telle classe ouvrière (terminologie qui n'est utilisée qu'au chapitre XII de son ouvrage) et du surgissement d'une classe proprement capitaliste (Arrighi restant trop centré sur les mécanismes « d'accumulation par dépossession »¹⁶) sont d'importants obstacles pour une analyse qui prétend rendre compte de la Chine actuelle¹⁷.

En partant donc de la théorie du développement inégal et combiné de Trotsky nous pouvons affirmer que le processus de restauration a signifié, sur la base de l'unité nationale conquise par la révolution de 1949, un développement industriel sans précédent, motorisé essentiellement par l'importante pénétration du capital financier international, directement ou par le biais de l'État, et qui, en même temps, a exponentiellement développé les rangs de la classe ouvrière (aujourd'hui 400 millions de travailleurs urbains) et cela sans donner lieu au surgissement analogue d'une bourgeoisie de cette ampleur. La Chine a donc connu un développement où le capital financier et l'État ont eu un rôle prépondérant en donnant pour résultat un prolétariat très fort (le plus nombreux de la planète dans un seul pays) et une bourgeoisie comparativement plus faible.

En paraphrasant Arrighi, plutôt que de confirmer la prévision de Smith dans *La richesse des nations*, nous devrions dire que l'évolution actuelle de la Chine rend aujourd'hui beaucoup plus probable la prévision de Trotsky faite dans son livre *La Révolution Permanente*, il y a déjà plus de soixante-dix ans, en ce qui concerne le prolétariat chinois et son potentiel révolutionnaire en tant que classe hégémonique de l'ensemble des classes

[12] Voir J. Chingo, « El capitalismo mundial en una crisis histórica », *Estrategia Internacional* n° 25, Buenos Aires, décembre 2008-janvier 2009.

[13] Concept développé par David Harvey qui tend à l'opposer aux mécanismes d'accumulation à travers l'exploitation capitaliste proprement dite. Voir Martin Noda « Países imperialistas e imperialismo capitalista » *Lucha de Clases* n° 4, Buenos Aires, novembre 2004.

[14] Voir R. Walker, « Karl Marx between two worlds: the antinomies of Giovanni Arrighi's Adam Smith in Beijing », *Historical Materialism* n°18, 2010.

[15] Voir Martin Noda, *art. cit.*

[16] Voir D. Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press, Oxford, 2007.

[17] Voir D. Harvey, "El neoliberalismo como destrucción creativa", www.rebellion.org.

populaires et des secteurs opprimés de la société.

La restauration bourgeoise comme étape de l'époque impérialiste

Dans son ensemble la crise capitaliste actuelle se produit malgré toute une série de transformations enregistrées depuis les années 1980 en faveur du capital. On songera à la restauration capitaliste dans les ex États ouvriers bureaucratisés en Russie, Europe de l'Est et en Asie qui a signifié la reconquête de nouveaux espaces pour la valorisation du capital ; à la libéralisation extrême du système financier (après l'élimination des barrières entre les banques d'investissements, commerciales et d'assurance) ; à la nouvelle division mondiale du travail qui a intégré à la production manufacturière internationale des pays de la périphérie capitaliste se servant de l'exploitation intensive de la force de travail ; aux avancés dans l'intégration d'un marché du travail mondial qui a augmenté la concurrence entre les travailleurs et a été la base pour augmenter la plus-value absolue extraite par le capital ; mais aussi au développement de niches d'accumulation (comme les NTIC, ce que l'on a appelé la « nouvelle économie », et la bulle immobilière qui a éclaté en 2008) ; mais aussi au cas spécifique de la Chine. Tout ceci permis de maintenir un taux de profit allant de pair cependant avec une faible accumulation de capital au cours des dernières décennies.

L'un des interprètes de cette étape en tant que restauration a été David Harvey dont nous avons critiqué la vision dans d'autres articles¹⁸. Dans *A Brief History of Neoliberalism*¹⁹ il reprend les élaborations de Gérard Duménil et Dominique Lévy qui définissent le néolibéralisme comme un projet de « restauration du pouvoir de classe ». Harvey analyse l'histoire du néolibéralisme comme « un ruse politique qui vise à rétablir les conditions pour l'accumulation du capital et la restauration du pouvoir de classe »²⁰. C'est-à-dire que si d'une part il parle de restauration il estime de l'autre que celle-ci se limite essentiellement à une politique, à une « ruse politique ». Cet élément n'est pas un élément mineur dans sa réflexion. C'est d'ailleurs ce qui lui permet d'envisager dans *Le Nouvel impérialisme*²¹ la possible réversibilité du processus. Harvey écrit dans ce livre que « les USA pourraient adoucir, sinon abandonner, leur trajectoire impérialiste, entamant une redistribution massive de la richesse à l'intérieur de leur propres frontières et une réorientation du flux de capitaux vers la production et le renouvellement d'infrastructures (...) Le minimum requis serait un nouveau « New Deal », mais ce n'est pas du tout sûr que cela marche réellement face à

l'incroyable excès de capacité du système global²² ». Par la suite il se voit obligé tout de même de préciser qu'« il convient de se rappeler des leçons des années 1930 : le New Deal de Roosevelt n'a pas réellement résolu le problème de la grande Dépression. Il a fallu la guerre entre les principaux États capitalistes pour faire reculer les stratégies territoriales et reconduire l'économie vers une voie stable d'accumulation de capital continue et généralisée »²³.

C'est justement pour cela que le succès du « New Deal » proposé par Harvey n'est pas seulement « peu garanti » mais est tout simplement impossible dans les conditions actuelles. En effet, la Deuxième Guerre Mondiale et la destruction massive de forces productives qu'elle a provoquée n'est pas un élément parmi d'autres mais la clé pour expliquer les conditions de possibilité du boom de l'après-guerre.

La reprise économique qui a commencé au début des années 1980 a signifié la dépression des salaires au niveau international et a été accompagnée de plusieurs défaites pour le mouvement des masses. En même temps les crises successives ont effectué un « nettoyage » partiel du capital excédent. Cependant, cette reprise n'a pas eu comme base une destruction de forces productives comparable à celle de la Deuxième Guerre Mondiale sur laquelle s'est bâti le boom d'après-guerre. C'est pour cela et non pas par une « ruse politique » qu'aucune des transformations que l'on mentionnait plus haut n'a pu empêcher la crise historique que nous vivons actuellement. Au contraire, ce sont ces mêmes transformations qui ont multiplié les contradictions d'un capitalisme de plus en plus incapable de maintenir les conditions de sa propre reproduction²⁴.

Dans ce cadre le keynésianisme d'après-guerre, au contraire de ce que Harvey suppose, n'a pas signifié l'érosion du pouvoir de classe de la bourgeoisie mais a représenté une forme de régénération du pouvoir de classe dans les conditions imposées par le résultat de la Deuxième Guerre Mondiale. Ce qui est certain c'est que la « restauration bourgeoise » avec les caractéristiques que l'on signalait ainsi que le boom de l'après-guerre après la destruction massive de forces productives correspondent

[22] A. Badiou, *D'un Désastre osbcur. Sur la fin de la vérité d'Etat*. Editions de l'Aube, Paris, 1991.

[23] D. Bensaïd, Daniel, *La discordance des temps*, Editions de la Passion, Paris, 1995.

[24] Par la suite il n'y eu que des « révolutions passives », comme a indiqué Gramsci, elles se sont produites de manière très différente. Comme dit Perry Anderson : « Les dernières révolutions capitalistes en Allemagne, en Italie et en Japon révèlent un modèle de réalisation très particulier particulière. Dans ce modèle on peut aussi inclure les événements de la Révolution américaine, si nous voulons appeler ainsi la Guerre civile entre le Nord et les États du Sud. Ce n'est pas que la violence diminue. Bien au contraire, la violence a été, plus que jamais, présente dans ces processus historiques. Mais la violence n'était maintenant ni spontanée ni sociale, mais tendait plutôt à être dirigée et à être contrôlée d'en haut. Maintenant c'était la violence des grandes armées régulières de la fin du siècle XIX, exercée avec des moyens de guerre industrialisés. »

[18] D. Harvey, *Le Nouvel impérialisme*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2010.

[19] *Ibid.*

[20] *Ibid.*

[21] Voir J. Chingo, « Crisis y contradicciones del 'capitalismo del siglo XXI' », *Estrategia Internacional* n° 24, Buenos Aires, décembre 2007-janvier 2008.

à deux étapes différentes d'une même époque : l'époque impérialiste de déclin du capitalisme.

Si l'on revient maintenant à la comparaison avec la Restauration bourbonnienne on peut dire qu'aujourd'hui l'intervention des États, d'une magnitude inouïe, pour sauver les capitalistes, montre le caractère décadent du capitalisme, où le dynamisme (et automatisme) dont jouissaient les rapports de production capitaliste au début du XIXe siècle sous la Restauration, malgré la forme des États, était infiniment supérieur à celui du capitalisme actuel.

Dans ce sens si vers la fin des années 1820 on pouvait dire que même si l'absolutisme avait réussi à se garantir une « survie » après la défaite de Napoléon, cela n'a pas signifié la régénération des conditions qui lui ont donné naissance. Aujourd'hui nous pouvons dire quelque chose de très semblable du capitalisme : même si la défaite de la montée ouvrière de 1968-81 (où on a vu des révolutions dans le centre impérialiste, dans sa périphérie et dans les États ouvriers bureaucratisés) a ouvert la voie de la restauration en offrant une bouffée d'oxygène au capitalisme, ce dernier a été incapable de renverser les conditions historiques de son déclin en tant que système social.

L'époque de la révolution bourgeoise et l'époque de la révolution prolétarienne

Une autre interprétation de l'étape en termes de restauration est celle de Daniel Bensaïd qui dans *La discordance des temps*, en partant de la comparaison avec la Restauration bourbonnienne réalisée Alain Badiou²⁵, définissait le processus comme « 'le contraire d'une révolution'. Il résulte d'une asymétrie entre les forces conservatrices et les forces de transformation. Ici se trouve le secret de ces effondrements sans geste inaugural, sans nouveauté ni promesse, où le sens se réduit à une restauration. Non à une restauration purement économique des « lois du marché ». Mais à la restauration sur toute la ligne²⁶ ».

[25] Comme l'a souligné Trotsky, « L'année 1848 diffère déjà énormément de 1789. Comparées à la grande Révolution, les révolutions prussienne et autrichienne surprennent par leur insignifiance. En un sens, elles ont eu lieu trop tôt, et, en un sens, trop tard. Il faut, à la société bourgeoise, une gigantesque tension de forces pour régler radicalement ses comptes avec les seigneurs du passé; cela n'est possible que par la *puissance de la nation unanime*, se dressant contre le despotisme féodal, ou par un ample *développement de la lutte des classes* au sein de la nation en lutte pour son émancipation. Dans le premier cas, qui s'est réalisé en 1789-1793, l'énergie nationale, comprimée par la terrible résistance de l'ordre ancien, se dépensa entièrement dans la lutte contre la réaction; dans le second cas, qui ne s'est encore jamais produit dans l'histoire, et que, en ce moment, nous considérons seulement comme une possibilité, c'est une guerre de classe *« intestine »*, au sein de la nation bourgeoise, qui produit l'énergie effectivement nécessaire pour triompher des forces obscures de l'histoire ».

[26] R. Freeman, « China, India and the doubling of the global

L'analogie de Bensaïd par rapport à une « Restauration sur toute la ligne » ne respectait ni la réalité des limitations qu'a eu à l'époque la Restauration bourbonnienne, ni les limites de la comparaison historique elle-même, s'adaptant ainsi à l'ambiance idéologique dominante des années 1990. Ce qui est certain cependant c'est que la défaite de Napoléon marque marqué la fin de la dernière révolution bourgeoise²⁷²⁸ et avec elle la fin de l'époque des révolutions bourgeoises, un cycle avait compris quatre révolutions en trois siècles, celle des Pays-Bas au XVIIe siècle, la Guerre civile anglaise au XVIIIe siècle, la Guerre d'Indépendance américaine et la Révolution française au XVIIIe siècle.

La question fondamentale c'est que la fin du cycle des révolutions bourgeoises n'est pas une conséquence du défi des forces féodales mais du développement du capitalisme lui-même et, en premier lieu, du surgissement du prolétariat comme nouvel acteur indépendant à partir de 1848²⁹.

De ce point de vue il serait aussi stupide de considérer terminée l'époque de la révolution prolétarienne après deux décennies de restauration capitaliste que de considérer comme forclosée l'époque des révolutions bourgeoises en 1680 parce que la Grande-Bretagne avait vécu vingt années de Restauration sous la houlette des Stuart. Bensaïd a eu tendance à oublier cet élément fondamental dans son analogie, laissant le champ libre à cette ambiguïté qui a nourri l'idéologie de la restauration. Ce n'est pas par hasard si dans les débats postérieurs au sein de la LCR on a considéré finie « l'ère de la Révolution d'Octobre » afin de trouver de nouveaux sujets révolutionnaires.

Aujourd'hui cependant les rapports d'exploitation capitaliste se sont étendus comme jamais auparavant dans l'histoire, atteignant les activités humaines les plus variées; la population salariée étant de presque 3 milliards de personnes au niveau mondial. Pour la première fois dans l'histoire les travailleurs salariés, avec les semi-prolétaires, constituent la majorité de la population mondiale, avec une démographie qui pour la première fois implique que la population urbaine ait dépassé la population rurale. Loin de constituer un processus homogène le capitalisme a été incapable de prolétarianiser l'ensemble des grandes masses qui ont afflué dans les villes en produisant simultanément d'énormes armées de chômeurs, de vastes processus de décomposition sociale et conjointement ce que Mike Davis a appelé « la planète des slums », en référence aux bidonvilles ou favelas où s'entassaient plus d'un milliard de personnes dans le monde,

labor force: who pays the price of globalization? », *The Globalist*, 03/06/2005.

[27] Voir E. Molina, « ¿A dónde va América Latina? », *Estrategia Internacional* n° 22, Buenos Aires, novembre 2005.

[28] D. Bensaïd, Daniel, *op.cit.*

[29] L. Trotsky, « Une révolution qui traîne en longueur », 17/04/1919 www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1919/04/lt1919041.htm

soit un sixième de la population mondiale. La période que nous vivons a entraîné un vaste processus de semi-prolétarianisation, de ruine des anciennes classes moyennes, d'intenses exodes ruraux et de lumpenprolétarianisation. Durant les années 1990 avec la restauration capitaliste la Chine, la Russie, les États de l'Europe de l'Est (et l'Inde) ont apporté 1,47 milliards de nouveaux travailleurs au marché mondial, ce qui a doublé la force de travail dont disposait le capital qui, en excluant ces pays, disposait de 1,46³⁰ milliards de travailleurs³¹. Ces nouveaux travailleurs intégrés au marché mondial incluent non seulement les travailleurs qui existaient préalablement et qui sont entrés dans l'orbite du capitalisme mais aussi une nouvelle classe ouvrière provenant des campagnes ce qui a engendré en Chine une armée de 100 à 200 millions de nouveaux travailleurs urbains qui ont fait leur apparition en un peu plus de deux décennies. On peut signaler un phénomène parallèle en Inde, mais alors qu'en Inde une grande partie de cette nouvelle classe ouvrière se concentre dans le secteur des services (avec 14% de travailleurs dans l'industrie et 34% dans les services en 2003) en Chine c'est dans le secteur industriel qu'elle se développe (27% pour l'industrie en 2009 contre 33% dans les services). En fait, au cours des deux dernières décennies de restauration, tandis que fleurissait la publicité impérialiste sur « la fin de la classe ouvrière » non seulement se développait en « Occident » un vaste processus de « salarisation » de nouveaux secteurs dans la reconfiguration de la classe laborieuse et le développement des services mais dans des pays comme la Chine ou l'Inde émergeait une immense nouvelle classe ouvrière de centaines de millions de personnes non seulement dans le secteur des services mais aussi, comme dans le cas de la Chine, avec un grand poids de l'industrie.

D'une part l'effet de l'intégration de ces 1,47 milliards de travailleurs au marché capitaliste a été une pression énorme sur le salaire et les conditions de travail permettant une augmentation exponentielle de la plus-value absolue, fruit de la perte de pouvoir de négociation dans le cadre de la concurrence sur un marché mondial du travail beaucoup plus intégré. D'autre part une partie importante de ces 1,47 milliards de travailleurs consiste en des centaines de millions de nouveaux travailleurs qui sont venus gonfler les files de la classe ouvrière internationale. Toute analogie doit partir du fait que loin de considérer terminée l'époque des révolutions prolétariennes, comme cela a été le cas lors de l'époque des révolutions bourgeoises avec le surgissement du prolétariat comme nouvelle classe révolutionnaire, la restauration bourgeoise a fait que le prolétariat soit aujourd'hui, en termes objectifs, plus fort que jamais dans l'histoire.

On peut distinguer, dans le cadre plus général de la période

[30] V. Lénine, « La lutte contre les sociaux démocrates d'esprit cadet et la discipline du parti », 23/11/1906, www.marxists.org/archive/lenin/works/1906/nov/23d.htm

[31] P. Anderson, *Sur le marxisme occidental*, La Découverte, Paris, 1988.

de la « restauration bourgeoise » trois sous-périodes. La première, dont nous avons signalé les caractéristiques dans des paragraphes précédents, a d'abord été marquée par le triomphalisme capitaliste qui, tout en décrétant la fin de l'histoire, proclamait également la fin du travail, des États nationaux, des grands récits et du marxisme.

La deuxième période a été caractérisée par une série de crises qui n'ont pas disloqué le marché mondial (crise asiatique, défaut de paiement russe en 1998 avec la poussée antérieure et la chute de ce qui a été appelé « nouvelle économie » entre 1998-2001), par des guerres régionales et des agressions impérialistes qui n'ont pas ouvertement brisé l'ordre mondial (au Moyen Orient, dans le Golfe Persique, dans les Balkans et dans les pays d'Afrique), et pour ce qui est de la lutte des classes, comme nous verrons plus tard, par le réveil politique de millions de jeunes (de Seattle jusqu'à ce qui sera ensuite le mouvement contre la guerre de l'Iraq) ainsi que le passage à l'action directe de secteurs de masses en Amérique latine à travers des processus sociaux qui ne se sont pas transformés en révolutions.

À partir de 2002 commence une troisième sous-période marquée par un cycle de croissance de l'économie mondiale (basée entre autres sur la « bulle immobilière », sur l'expansion sans précédent des actifs financiers et sur « un nouveau boom » exportateur de la Chine qui donnera lieu à un saut dans le processus de surinvestissement), traversée par des tensions géopolitiques plus fortes sous le signe de la guerre en Iraq. Le mouvement « anti-globalisation » puis anti-guerre à cette période est canalisé par des directions réformistes qui sont des variantes des directions classiques et les processus sociaux en Amérique latine cèdent la place à une série de gouvernements « post-néolibéraux » et nationalistes³²³³. Pendant ce temps la classe ouvrière avance dans le processus de recomposition objective que nous mentionnions auparavant.

Aujourd'hui, la crise mondiale ouvre une nouvelle situation où les contradictions accumulées qui font le caractère historique de la crise posent les conditions pour un changement dans le rapport de forces à l'issue encore indéfinie mais souligne avec plus de force encore la validité de la définition selon laquelle l'ère que nous vivons est celle de l'impérialisme, une époque de crises, de guerres, de révolutions.

La bourgeoisie et le prolétariat après la restauration

Bien que les conditions objectives qui marquent l'époque des révolutions prolétariennes n'ont pas disparu mais se retrouvent plutôt renforcées la propagande impérialiste a réussi à imposer non seulement l'idée de « la fin des

[32] Voir I. Deutscher, *Le prophète hors-la-loi*, UGE, Paris, 1980.

[33] Voir N. Machiavel, « Des nouveaux États qu'un prince acquiert par sa valeur et ses propres armes » (chapitre VI), *Le Prince* (1513).

révolutions prolétariennes », mais aussi de la fin de la « révolution sociale » en général. La forme prise par le processus restaurationniste a contribué à cet objectif. Contrairement à la défaite historique qu'a subi le prolétariat lors de la Commune de Paris de 1871, lorsque les communards ont lutté avec courage jusqu'à la mort contre l'armée française soutenue par l'armée prussienne, ce qui a servi d'exemple et d'inspiration pour les révolutionnaires du XXe siècle (et ce bien que la défaite de la Commune a annulé toute perspective révolutionnaire pendant plus de trente ans), les travailleurs ont vu comment, pendant l'offensive néolibérale, c'étaient leurs propres organisations qui se retournaient contre eux.

Bensaïd disait que « face à l'effondrement des dictatures bureaucratiques, nous sommes menacés par la même stupeur qui a affecté Hegel lorsque Napoléon a été défait par l'Europe unie. Il savait bien, selon sa propre philosophie, que le tyran devait disparaître une fois son œuvre consommée (...) Mais 'quand cela est arrivé', 'il est devenu aveugle face à la réalisation de ses propres mots'. (...) Car il avait conçu la destruction de l'ordre impérial de l'intérieur, par l'Esprit, et voilà que cela se réalisait 'sous le poids de la médiocrité et de sa chape de plomb' »³⁴. Encore une fois cependant l'analogie a ses limites. La Restauration bourgeoise n'a pas été accompagnée d'une défaite militaire de type Waterloo. Elle est effectivement venue « de l'intérieur », mais dans un sens contre-révolutionnaire. C'est-là son trait distinctif.

On devrait plutôt comparer la restauration bourgeoise sur ce point avec la banqueroute de la social-démocratie allemande après 1914. Sur ce fait Trotsky disait que « l'histoire s'est déroulée de telle sorte qu'à l'époque de la guerre impérialiste la social-démocrate allemande s'est avérée – et l'on peut maintenant l'affirmer avec une objectivité parfaite – être le facteur le plus contre-révolutionnaire dans l'histoire mondiale. Mais la social-démocratie allemande n'est pas un accident ; elle n'est pas tombée du ciel, elle est le produit des efforts de la classe ouvrière allemande, au cours de décades de construction ininterrompue et d'adaptation aux conditions qui dominaient sous le régime des capitalistes et des junkers. (...) Lorsque la guerre éclata, et que vint l'heure de la plus grande épreuve historique, il se révéla que l'organisation officielle de la classe ouvrière agissait et réagissait non pas en tant qu'organisation de combat du prolétariat contre l'état bourgeois, mais comme un organe auxiliaire de l'état bourgeois, destiné à discipliner le prolétariat. La classe ouvrière, ayant à supporter, non seulement tout le poids du militarisme capitaliste, mais aussi celui de l'appareil de son propre parti, fut paralysée³⁵³⁶ ».

[34] A. Gramsci « Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne », 7: « Le parti politique », 1932-1933, Cahiers 13, 14 et 15, in Antonio Gramsci. *Textes*, Paris, Éditions sociales, Paris, 1983.

[35] Ibid.

[36] L. Trotsky, « 90 ans de Manifeste communiste », 30/10/1937, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/10/371030.html

Cette dialectique des conquêtes partielles du prolétariat qui se retournent contre lui a été le signe distinctif de l'époque de la restauration³⁷. Non seulement les bureaucraties des Etats ouvriers dégénérés ont été mises à la tête de la restauration et se sont transformées en capitalistes mais, en plus, dans bien des cas elles ont appliqué les plans du FMI. Dans les états capitalistes la social-démocratie, qui à partir de l'éclatement de la Première Guerre mondiale avait démontré à de nombreuses occasions son caractère politiquement contre-révolutionnaire mais qui avait maintenu un rôle réformiste dans la sphère sociale s'est transformée en agent direct de l'offensive du patronat en appliquant les contre-réformes néolibérales. Les PC ont suivi un parcours semblable en faisant partie à plusieurs occasions de gouvernements « sociaux libéraux » en alliance avec les PS.

Ce serait une grande erreur que de sous-estimer cet élément lorsque l'on fait une comparaison entre la situation de la bourgeoisie après la Restauration absolutiste et la situation du prolétariat après la « restauration bourgeoise ». Dans le premier cas il s'agit d'un affrontement entre deux classes³⁸ exploiteuses. Dans le second, ce n'est pas le cas. Si la bourgeoisie, sous la domination de la Sainte-Alliance, a conforté ses intérêts à travers la continuité de l'accumulation de richesses matérielles le prolétariat ne peut pas garantir la maturation de ses intérêts historiques à travers sa simple reproduction spontanée comme sujet d'exploitation.

Comme le disait Lénine, « la force de la classe ouvrière réside dans son organisation. Sans organisation des masses, le prolétariat n'est rien. Organisé, il est tout »³⁹⁴⁰. Dans ce sens il est extrêmement important pour la classe ouvrière que, dans le cadre de son recul général, les syndicats continuent d'exister comme organisations de masses, les plus larges de la classe ouvrière, et ce malgré toutes les limites imposées par la bureaucratie comme l'exclusion des sans-emplois, la non-représentation des travailleurs au noir et des secteurs précaires, etc. qui font que les syndicats ne représentent seulement une minorité de la classe ouvrière. Toutefois ceci est insuffisant, car pour la classe ouvrière, l'élément essentiel de la maturation de ses intérêts est déterminé par son expérience historique accumulée et par son éducation liée à la lutte des classes, par une continuité qui peut seulement être maintenue par son avant-garde organisée puisque sous les conditions du capitalisme cette mémoire de l'expérience ne pourra jamais, et encore moins dans les moments de recul, être le patrimoine de la classe dans son ensemble.

[37] L. Trotsky, « Manifeste d'alarme », 23/05/1940, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1940/05/lt19400523.htm

[38] L. Trotsky, *Le Programme de Transition*, (chap. 13), 1938, www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran13.html

[39] Voir E. Albamonte et M. Romano, « Trotsky y Gramsci. Convergencias y divergencias », *Estrategia Internacional* n° 19, Buenos Aires, janvier 2003 [Traduction en français de « Trotsky et Gramsci. Convergences et divergences » disponible].

[40] M. Pablo, *Où allons-nous ?*, 1953, www.marxists.org/archive/pablo/1953/01/where.htm

Cette continuité s'est cassée suite à la Seconde Guerre mondiale. Pourquoi cela est arrivé et comment trouver les fils historiques qui permettent de la recomposer, voilà aujourd'hui, au XXI^e siècle, une des tâches fondamentales pour le marxisme révolutionnaire. Sans ce lien reconstruit il est impossible de définir le cadre stratégique de l'époque puisque cette expérience est le seul « patrimoine » que le prolétariat a pu accumuler sous les chaînes du capitalisme et c'est la condition indispensable pour retourner à la lutte révolutionnaire sans repartir de zéro.

SECONDE PARTIE : LE LEGS DE TROTSKY ET DE LA IV INTERNATIONALE

Dans son essai *Sur le marxisme occidental*^[41] Perry Anderson se charge d'effectuer l'inventaire du legs de Trotsky en commençant par son *Histoire de la Révolution Russe* comme « l'exemple le plus éminent de littérature historique marxiste ». Ensuite il passe en revue les documents de Trotsky sur la montée du fascisme comme « études concrètes d'une conjoncture historique sans comparaison dans les annales du matérialisme historique » et comme « la première analyse marxiste vraie d'un État capitaliste du XX^e siècle ». Il étudie aussi ses analyses sur la France, l'Angleterre et l'Espagne, pour finalement souligner sa théorie sur la nature de l'État soviétique et le destin de l'URSS de Staline. En même temps, tout en considérant difficile aujourd'hui d'apprécier la portée de ce legs historique, il faut souligner qu'Anderson fait un inventaire partiel de l'héritage trotskyste. Il faudrait ajouter d'une part la théorie de la révolution permanente mais aussi ses textes militaires, ses analyses sur le Mexique de Cárdenas, ses essais sur la littérature et l'art, etc.

Toutefois ce legs n'est que l'expression sur le terrain de la théorie d'un legs plus vaste de Trotsky. Après la guerre impérialiste, trois années de guerre civile et d'invasions impérialistes, avec l'isolement induit par la défaite de la révolution allemande, après le décès de Lénine et avec les creusements en termes d'inégalité sociale qu'impliquaient les premiers succès de la NEP, « Thermidor » commence à poindre en URSS. C'est avec cette période commencera aussi la grande bataille de Trotsky contre la bureaucratisation de l'État ouvrier surgi de la révolution russe et la dégénérescence de la III^e Internationale. Cette lutte Trotsky l'a menée avec l'Opposition de Gauche, la Ligue Communiste Internationale puis le Mouvement pour la Quatrième Internationale. Trotsky a consacré la dernière partie de sa vie à instruire une nouvelle génération de révolutionnaires et à la fondation de la IV^e Internationale, face aux grands événements catastrophiques dans une situation marquée par la montée du fascisme, la crise mondiale et les préparatifs

pour la seconde guerre mondiale. Il s'agissait d'une tâche pour laquelle Trotsky se considérait lui-même comme irremplaçable, contrairement à la période préalable, celle de la victoire de la révolution d'octobre, quand Lénine était encore vivant.

Issac Deutscher, le grand biographe de Trotsky, a considéré au contraire cette tâche comme volontariste. Dans sa trilogie il commente ironiquement le congrès de fondation de la IV^e Internationale : « Pendant tout l'été 1938 Trotsky a été occupé dans la préparation du 'Projet du Programme' et des résolutions pour le 'Congrès Constitutif' de l'Internationale. En réalité il s'agissait d'une modeste conférence de trotskystes tenue dans la maison d'Alfred Rosmer à Périgny, un village proche à Paris, le 3 septembre 1938^[42] ». Selon Deutscher il aurait mieux valu pour Trotsky de se consacrer à ses projets d'élaboration inachevés plutôt que de « perdre son temps » dans la formation des bases politico-programmatiques de la IV^e Internationale, de ses cadres et de ses militants. Dans le titre de l'un des volumes de sa biographie de Trotsky, *Le prophète désarmé*, il fait une allusion implicite à Machiavel qui disait que « tous les prophètes armés ont été des gagnants et les désarmés battus ». De façon suggestive, si nous remontons au *Prince*, cette appréciation paraît être en accord avec les espoirs que Deutscher fonde sur une possible régénération de la révolution par le biais d'une aile de la bureaucratie. Pour Machiavel effectivement « il convient de remarquer, en outre, que la nature des peuples est variable. Il est facile de leur faire croire une chose, mais il est difficile de les faire persister dans leur croyance. C'est pour cela qu'il faut faire en sorte que, quand ils auront cessé de croire, il soit possible de les contraindre à croire encore^[43] ». Trotsky refuse en cela de « prendre le pouvoir avec les baïonnettes » de l'Armée rouge face à la montée de Staline. Il était profondément convaincu que le socialisme était une construction consciente qui ne pouvait se faire à travers aucun Bonaparte de substitution. C'est pourquoi selon Trotsky la théorie et le programme marxiste et l'organisation révolutionnaire sont les seuls outils sur lesquels le prolétariat peut compter par rapport à ses objectifs.

La IV^e Internationale n'a pas réussi à acquérir, malgré la grande montée révolutionnaire de l'après-guerre, le poids de masses que Trotsky prévoyait. Le meurtre de Trotsky lui-même et des principaux dirigeants de la IV^e Internationale ; le résultat contradictoire de la guerre déterminé par la défaite des nazis sous les coups de l'URSS, ce qui a redonné du prestige à la bureaucratie ; le blocage de la révolution dans les pays centraux, produit des accords du stalinisme avec l'impérialisme, etc., ont empêché que cette perspective ne se concrétise.

Toutefois, comme le soulignait Gramsci dans les *Cahiers de prison* la direction d'un parti doit être jugée en fonction de

[41] L. Trotsky, « 90 ans de Manifeste communiste », 30/10/1937, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/10/371030.html

[42] « *Revoluciones cualquiera* » et « *direcciones cualquiera* ». Il s'agit-là d'une référence aux théories développées par Nahuel Moreno [NdT].

[43] Voir W. Benjamin, *Thèses sur le concept d'histoire*, 1940.

[44] Voir P. Anderson, *Ibid.*

« 1) de ce qu'elle fait réellement ; 2) de ce qu'elle prépare pour le cas où elle serait détruite⁴⁵ ». À cela il ajoute : « Entre ces deux éléments il est difficile d'indiquer lequel est le plus important^{46,47} ». Si nous tenons compte de cela, depuis l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui après la restauration bourgeoise, l'héritage de la IV Internationale et les élaborations théorico-politiques de Trotsky sont sans doute le grand legs pour les révolutionnaires du XXI^e siècle.

Daniel Bensaid se devait de le reconnaître lorsqu'il indiquait que « l'héritage sans mode d'emploi [du trotskysme] est, sans doute insuffisant, mais non moins nécessaire pour défaire l'amalgame entre stalinisme et communisme, libérer les vivants du poids des morts, tourner la page des désillusions ». Si par « héritage sans mode d'emploi » on entend la revitalisation nécessaire de la théorie trotskyste de la part de ceux qui se l'approprient dans de nouvelles conditions, cela est indiscutable. Toutefois, si nous tenons compte du fait que dans les Ecrits de Trotsky on peut suivre le développement des différentes orientations politiques des bolcheviks-léninistes tant à l'intérieur de l'Internationale Communiste et ses partis jusqu'en 1933 ; puis les tactiques en direction du « Bloc des Quatre » ; l'entrisme dans les PS (« le tournant français ») afin de confluer avec des travailleurs révolutionnaires qui au cours d'une décennie agitée se radicalisaient et entraient dans la social-démocratie à l'image de la tendance Pivert en France ; les combats pour construire des organisations révolutionnaires indépendantes et la Quatrième Internationale elle-même, alors, si l'on constate l'évolution des courants trotskystes de l'après-guerre, force est de constater que nous devrions dire que le legs de Trotsky a surtout représenté un héritage très peu utilisé, plus qu'un « héritage sans mode d'emploi ».

Le trotskysme dans l'après-guerre et un héritage avec peu d'utilisation

Bien que disposant seulement d'une poignée de cadres expérimentés et militants Trotsky soutenait en 1937 qu'au « centenaire du *Manifeste communiste*, la IV^e Internationale sera la force révolutionnaire déterminante sur notre planète⁴⁸ ». C'est ce que certains retiennent en prenant cette assertion au pied-de-la-lettre. La position de Trotsky était en fait basée sur un pari double : « *Si le régime bourgeois sort indemne de la guerre tous les partis révolutionnaires dégèneront. Si la révolution prolétaire prend le pouvoir, alors les conditions qui provoquent la dégénérescence disparaîtront*⁴⁹ ».

[45] Voir E. Albamonte et M. Romano, « Trotsky y Gramsci », *art. cit.*

[46] J. W. Stutje, *Ernest Mandel: A Rebel's dream deferred*, Londres, Verso, 2009.

[47] Voir J. Barnes, *Their Trotsky and ours. Communist continuity today*. Pathfinder, New York, 2002.

[48] Voir D. Bensaid, *Eloge de la politique profane*, Albin Michel, Paris, 2008, p.165.

[49] Voir M. Hernández, *El veredicto de la historia*, Editions Sudermann, Sao Paulo, 2008.

Le résultat de la Seconde guerre a été tel qu'aucune de ces deux variantes ne s'est développée distinctement. L'impérialisme n'est pas sorti indemne puisqu'après la fin de la guerre la bourgeoisie avait été expropriée dans un tiers de la planète. La conquête du pouvoir par le prolétariat ne s'est pas donnée et n'a donc pas fait disparaître les conditions de la dégénérescence. En effet la défaite du nazisme par l'Armée rouge a redonné du prestige au stalinisme qui à son tour s'en est servi pour freiner la révolution dans l'après-guerre (Accords de Yalta et de Postdam). L'appareil stalinien a ainsi pu trahir dans les pays impérialiste la révolution : en France, en Italie, et en Grèce. Il n'a pas pu cependant contenir la révolution dans les colonies et les semi-colonies.

Si l'on considère les processus dans lesquels des révolutions ont été victorieuses au cours de l'Après-guerre, l'hypothèse que Trotsky considérait peu probable et selon laquelle,⁵⁰ « sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie⁵¹ » s'est matérialisée. Et de fait ces directions ont exproprié la bourgeoisie en Chine, en Yougoslavie, au Vietnam, et, au-delà de l'Après-guerre immédiat, à Cuba. Il s'agissait de mesures d'auto-défense: Mao face à Tchang Kai-shek, Tito face à Mihailovic, Hô Chi Minh et le Général Giap face aux français. En même temps les pays d'Europe de l'Est ont connu ce que nous avons appelé des « révolutions prolétariennes passives⁵² » où à travers le contrôle exercé par l'Armée rouge on a procédé à l'expropriation de la bourgeoisie, comme mesure d'« auto-défense », en établissant une « zone tampon » entre l'URSS et l'Ouest. Ces nouveaux Etats ouvriers apparaissent dès le début comme des Etats bureaucratiquement déformés. Loin de promouvoir l'internationalisme prolétarien ces révolutions ont donné lieu au surgissement « de stalinismes nationaux », soumis à des confrontations mutuelles (conflits entre Chine Populaire et l'URSS, conflit entre la Chine et le Vietnam, oppression nationale de l'URSS sur les états d'Europe de l'Est, etc.).

Pendant ce temps la IV Internationale avait été décimée, ses principaux dirigeants, en commençant par Trotsky,

[50] Sur le terrain idéologique, face à la tempête postmoderne, se produit un virement à gauche chez les intellectuels qui se concrétise dans la publication en 1993 *Les Spectres de Marx* de Derrida et une année plus tard de *La Misère du Monde* de Pierre Bourdieu. Dans le cas du premier, Derrida, qui lui-même se définissait comme non-marxiste, il s'agit de relégitimer la discussion sur Marx, tandis que le second mène une recherche détaillée sur les conditions de vie de la classe ouvrière française.

[51] Voir C. Cinatti, « ¿ Qué partido para qué estrategia ? », *Estrategia Internacional* n°24, Buenos Aires, décembre 2007 [traduction française de « Quel parti pour quelle stratégie ? » disponible www.ft-ci.org/IMG/pdf/Strategie_Internationale_7_-2010.pdf].

[52] R. Luxemburg, *Réforme ou révolution? Grève de masse, parti et syndicat* (1906), Paris, La Découverte, 2001.

assassinés par le stalinisme ou les nazis. Dans ce cadre ce qui a subsisté du trotskysme a dû faire face à de grandes pressions centristes. D'une part le renforcement du stalinisme, fruit du résultat de la guerre et de la prolifération des « stalinismes nationaux » dans les nouveaux Etats ouvriers bureaucratisés, créait l'illusion d'une lutte entre différents « camps » annulant la lutte des classes. D'autre part les tendances réformistes dans les pays centraux se renforçaient, confortées par un développement partiel des forces productives au cours du « boom » d'Après-guerre, produit de l'immense destruction préalable de forces productives. Enfin il fallait également tenir compte de l'apparition des mouvements « tiers-mondistes » dans les colonies et les semi colonies, qui niaient le rôle révolutionnaire du prolétariat dans les pays centraux.

Rien ne dit que les trotskystes n'auraient pas pu résister à ces pressions, en réactualisant les bases stratégiques du legs de Trotsky pour les nouvelles conditions de l'Après-guerre afin de construire des ailes révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier. Pourtant, ils ont fini par s'adapter à ces pressions.

Après les ruptures de la fin des années 40 (Rousset, Shachtman, C.L.R. James, Dunayevskaya, Castoriadis, Tony Cliff, etc.), Mandel et Pablo gagnent la majorité au sein de la IV Internationale. Dans *Où allons-nous ?* Pablo[®] commence à contredire une des définitions centrales de Trotsky, à savoir le caractère instable des formations sociales transitoires surgies de la révolution prolétarienne et son instabilité additionnelle à cause de la domination de la bureaucratie bonapartiste. Il se met à soutenir que « la transition occupera probablement une période historique de plusieurs siècles ». En fonction de cette définition et d'une vision campiste du monde (avec d'un côté le capitalisme et de l'autre le stalinisme) et en raison de l'imminence supposée d'une nouvelle guerre mondiale, Pablo soutient la ligne d'un « entrisme » généralisé dans les partis de masses (sociaux-démocrates, stalinien, et même dans les partis nationalistes des semi colonies comme le MNR bolivien). Le fondement ne pouvait pas être plus étranger à Trotsky : « Essayer de remplacer - disait Pablo - depuis l'extérieur la direction bureaucratique des masses en lui opposant nos organisations indépendantes propres, dans ces conditions, comporte le risque de nous isoler de ces masses ».

D'autre part le Comité International formé par le SWP américain, la SLL, le PCI-OCI en France et le courant de Nahuel Moreno, résistera correctement à la politique liquidationniste du Secrétariat International. Moreno en même temps, dénoncera la politique de « soutien critique » au gouvernement de Paz Estensoro en Bolivie. Toutefois ces secteurs n'ont pas non plus été capables de présenter une alternative stratégique. Moreno lui-même propose en 1952 comme « réarmement programmatique » le Front Unique anti-impérialiste et avancera ensuite dans son adaptation avec l'« entrisme dans le péronisme ».

Ce qui est certain c'est qu'après 1951-53 la IV Internationale est devenue un mouvement centriste qui perd son orientation stratégique de parti indépendant en s'adaptant de façon éclectique à chaque direction qui se renforçait au sein du mouvement de masses (de Tito à Mao en passant par Castro, etc.), rompant ainsi la continuité du marxisme révolutionnaire. Dans ce cadre la dynamique de certaines résistances partielles correctes face aux adaptations les plus ouvertes (comme celle que nous évoquions du Comité International) fait que, dans le cadre d'une continuité révolutionnaire rompue, nous soutenons qu'il puisse exister néanmoins des « fils conducteurs » ténus qui sont autant de points d'appui pour la reconstruction de la stratégie trotskyste.

Trotsky indiquait à propos du développement du prolétariat après la Commune de Paris de 1871 que la « longue période d'essor capitaliste qui suivit entraîna, non l'éducation d'une avant-garde révolutionnaire, mais au contraire, la dégénérescence bourgeoise de la bureaucratie ouvrière, qui devint à son tour le frein principal de la révolution prolétarienne[®] ». En paraphrasant Trotsky, nous pourrions dire à propos du trotskysme d'Après-guerre que l'évolution réformiste de la classe ouvrière dans les pays centraux, le développement des nationalismes bourgeois et petit-bourgeois dans les colonies et les semi-colonies et surtout la succession de révolutions triomphantes avec des directions petite-bourgeoises ou staliniennes qui sont allées, dans des conditions exceptionnelles, jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie, ont créé l'illusion d'une progression du socialisme au moyen « de n'importe quel type de révolutions » par le biais de « n'importe quel type de directions[®] ».

Cependant rien ne pouvait être plus éloigné de la pensée de Trotsky. Celui-ci en 1940 soulignait combien la plus grande réalisation de la IV Internationale était de s'être maintenue « à contre-courant » après avoir redéfini le cadre stratégique du marxisme révolutionnaire face à la deuxième guerre mondiale, dans le cadre de la bureaucratisation de l'URSS, de la dégénérescence de la IIIe Internationale, de la montée internationale du fascisme, etc. Loin de toute téléologie, Trotsky aurait adhéré à l'affirmation de Walter Benjamin selon laquelle il n'y a rien qui n'ait plus corrompu le prolétariat allemand que l'idée selon laquelle il avançait avec le courant[®]. On pourrait dire quelque chose de semblable du trotskysme d'après-guerre : rien n'a plus contribué à sa dégénérescence centriste que l'idée selon laquelle il avançait avec le courant, comme si à mesure ou le planisphère se teintait de rouge stalinien le socialisme international avançait progressivement.

La montée ouvrière de 1968-81 et le poids des années d'adaptation

Vers la fin des années 1960 avec la fin du « boom » capitaliste et la montée ouvrière des années 1968-81 la lutte du prolétariat en Occident contre les gouvernements

impérialistes, dans le glacié de l'Est contre la bureaucratie stalinienne et dans les semi-colonies contre les bourgeoisies pro-impérialistes se rouvre la perspective d'une remise en question des piliers de l'ordre de Yalta. La conséquence de cela se lit dans les tendances à l'indépendance de classe exprimée dans les bastions industriels au Chili avec les Cordons, l'Assemblée Populaire bolivienne, les Conseils des locataires et de soldats au cours de la Révolution des œillets, etc. Au cours de ce processus cependant, bien que l'ordre de Yalta et les directions qui le soutenaient aient été secoués, l'ordre mondial n'a pas été transformé.

Dans *Sur le marxisme occidental* Perry Anderson indiquait que la combinaison de la montée révolutionnaire initiée par Mai 68 et la première crise capitaliste depuis la Deuxième guerre mondiale en 1974, le rétablissement de l'unité entre la théorie marxiste et la pratique de masses à travers les luttes de la classe ouvrière industrielle redevenait possible. Face à cette possibilité il mettait en exergue l'existence du trotskysme comme tradition alternative au sein du marxisme : « tout au long de cette période [précédente] avait subsisté et s'était développé en marge du feu des projecteurs une autre tradition d'un caractère très différent et qui pour la première attirait l'attention politique pendant et après l'explosion française [de Mai 1968]. Il s'agissait évidemment de la théorie et du legs de Trotsky[®] »

Mais les années qui précèdent cette montée n'avaient pas été mises à profit par les différents courants du trotskysme afin de se réapproprier ce legs et pour définir le cadre stratégique et construire des courants révolutionnaires dans le mouvement ouvrier. L'unification de 1963 autour de la révolution cubaine s'était effectuée sans aucun bilan sérieux des divergences précédentes et des activités de chaque courant. À propos de l'Amérique latine le IX^e Congrès de 1969 approuvait ainsi la lutte armée comme stratégie dans la « Résolution sur l'Amérique latine » présentée par Livio Maitan. D'autre part, ceux qui n'étaient pas entrés dans le processus d'unification connaissaient un processus accéléré de dégénérescence à l'image du lambertisme, refusant de prendre part à « la nuit des barricades » en mai 1968, ou du healysme, boycottant la grande manifestation contre la guerre au Vietnam en Angleterre en octobre 1968.

Bien qu'au début de la poussée 1968-1981 les forces des courants du trotskysme se trouvaient dans leur majorité dissoutes dans le stalinisme et la social-démocratie les tendances à l'indépendance de classe qui venaient de la confrontation avec les directions officielles du mouvement ouvrier ont renforcé les courants du centrisme trotskyste qui dans plusieurs cas sont devenus des courants de quelques milliers de militants à l'image de la Ligue Communiste (puis LCR) en France, le SWP américain ou le PST argentin.

En 1974 avec la Révolution portugaise on assistait à un grand processus révolutionnaire de caractéristiques classiques dans un pays central dont le surgissement

était directement lié aux conséquences des processus révolutionnaires dans les colonies d'Angola et du Mozambique. En même temps s'y développaient des tendances au double pouvoir avec les comités de locataires et de soldats. Les courants qui faisaient partie du Secrétariat Unifié (né de l'unification de 1963) se trouvaient réduits à la plus extrême faiblesse face à ce processus. Il est certes vrai que dans les grandes lignes le SU a mis en avant la nécessité du développement des comités et celle de combattre la subordination que le PC et le PS voulaient imposer au mouvement de masses par rapport au Mouvement des Forces Armées (MFA). Le plus grave c'est que le SU n'a pas traduit les leçons stratégiques du processus portugais sur le plan de l'orientation de chacun des groupes nationaux.

Ceci a été plus important si nous tenons compte du fait que le processus portugais a aussi été un laboratoire pour l'impérialisme qui, affaibli avec la défaite au Vietnam, impulsera comme politique destinée à freiner les processus révolutionnaires les « transitions à la démocratie ». Reprise en Espagne et en Grèce cette orientation, après avoir été appliquée défensivement, prendra un caractère offensif dès le début des années 1980 en se transformant en une composante clé de la « restauration bourgeoise ». Entre 1978 et 1981 se rouvrait le cycle de révolutions après que le premier ait été dévié dans les pays impérialistes et écrasé dans le sang en Amérique du Sud. La défaite de ce second cycle sera constituée par l'écrasement de la révolution polonaise, étape charnière de la poussée 1968-1981.

La dernière grande occasion de freiner la restauration a été perdue en Pologne

Nous nous demandions dans un article précédent jusqu'à quel point l'affirmation d'Anderson selon laquelle « le processus 'classique' de la révolution portugaise de 1974-1975 a offert la dernière grande possibilité de reconstituer les bases stratégiques du trotskysme » était juste ou si l'histoire n'avait pas présenté une « autre occasion lors de la dernière grande 'répétition générale de la révolution politique' dans la Pologne de 1980 qui aurait permis à la IV^e Internationale d'émerger comme une grande force et d'anticiper les processus de 1989-1991 en Europe de l'Est, en URSS et en Chine ?[®] »

Nous sommes persuadés que la dernière occasion de freiner la restauration s'est jouée et a été perdue en Pologne. La restauration capitaliste, loin d'être un processus tombé du ciel ou un simple produit des mobilisations de 1989, a été précédée d'une série de soulèvements contre la bureaucratie et de révolutions politiques défaites. On pensera au soulèvement de RDA et de Berlin-Est en 1953, à la révolution hongroise de 1956, au printemps de Prague de 1968. La Pologne était sans aucun doute un des foyers les plus importants de la contestation du stalinisme après la révolution défaite de 1956, les processus de lutte des années 1970, et la dernière

grande révolution politique qui commence avec la vague de grèves de 1980, avec pour centre emblématique les chantiers navals de Gdansk. Cette vague de grèves a donné lieu à l'apparition du syndicat Solidarnosc qui est parvenu à rassembler jusqu'à dix millions de membres. Au cours de ce processus se sont développés d'importants éléments de démocratie directe tout en subissant une influence très forte de l'Eglise catholique qui s'est attelée à renforcer les ailes pro-capitalistes du mouvement.

Un des éléments les plus importants de l'héritage de Trotsky reste le programme de la révolution politique, un type de révolution qu'il a anticipé mais auquel il n'a jamais assisté. Cette orientation, reflétée dans le *Programme de Transition*, était la seule à même de répondre à la situation ouverte en Pologne en 1980 en avançant la nécessité d'une remise en cause du pouvoir de la bureaucratie et de ses privilèges ainsi que la constitution d'une démocratie soviétiste, comprenant la liberté d'organisation de syndicats et partis soviétiques ou qui défendent les conquêtes de l'Etat ouvrier, mais en liant de manière indissoluble ce programme démocratique aux consignes telles que la révision complète du plan dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs, une plus grande égalité salariale dans tous les secteurs, etc., visant donc à préserver les conquêtes structurelles. Il s'agit-là de points centraux afin de ne pas confondre les drapeaux des révolutionnaires avec ceux de leurs adversaires, les restaurationnistes.

Cependant, aucun des principaux courants du trotskysme de l'époque n'a été capable de maintenir cette unité du programme. Le débat central a tourné autour de comment renverser la bureaucratie : avec la consigne « tout le pouvoir à Solidarnosc » et l'armement du syndicat comme le soutenait Moreno ou avec le surgissement de soviets indépendants de Solidarnosc comme le soutenait Lambert. Ni l'un ni l'autre n'a soulevé la nécessité, par exemple, de revoir le plan au profit des producteurs et des consommateurs ou toutes les revendications qui pouvaient à la fois répondre aux exigences des masses et soutenir la défense des conquêtes afin de se distinguer des courants restaurationnistes qui dirigeaient Solidarnosc. Ceci a conduit tant les morénistes que les lambertistes à une adaptation aux courants restaurationnistes conçus comme faisant partie d'un bloc antibureaucratique. Le Secrétariat Unifié, contrairement aux courants précédents, a soutenu une politique d'« autogestion » pour les entreprises nationalisées, mais qui, dissociée de la défense du plan et du monopole du commerce extérieur, n'était pas contradictoire avec le cours de la restauration capitaliste. Comme le souligne Jan Stutje dans sa biographie d'Ernest Mandel Walesa était tout sauf trotskyste, et pourtant on l'identifiait alors comme partie intégrante du bloc antibureaucratique : « Qu'importe Walesa s'il y a des millions de travailleurs dans la rue ; nous ne devons pas rester occupés à chercher de petits groupes purs. Nous devons soutenir simplement la dynamique révolutionnaire d'ensemble[®] ».



Ainsi le legs du programme de la révolution politique a été dissous dans un « anti-stalinisme générique » capable de confluer avec la direction du mouvement alors que celle-ci préparait les conditions pour négocier la restauration capitaliste. Les courants du trotskysme des années 1980 n'ont pas été capables de présenter une position indépendante, même si du point de vue de l'intervention, sans préparation ni organisation, celle-ci était très limitée. Aucune leçon de cette dérive stratégique n'a été tirée a posteriori.

Le fait de ne pas avoir présenté d'alternative, et ensuite de ne pas avoir été capables de comprendre les causes de la défaite a eu des répercussions bien au-delà de la Pologne. Cela a effectivement complètement désarmé les courants du trotskysme face au processus de restauration qui se développait, la bureaucratie soviétique accélérant d'autant plus le processus de restauration dans les États ouvriers bureaucratiquement dégénérés.

Le degré zéro de stratégie trotskyste

Les conséquences de la dérive stratégique post-Pologne ne se sont pas fait attendre. Mandel confirmera de plus en plus son adaptation à la bureaucratie, d'abord par ses attentes à l'égard de Gorbatchev, soutenant la *glasnost* d'abord puis Eltsine ensuite. Le SWP américain, sous la direction de Barnes, va directement abandonner le trotskysme en 1983. Dans son document « Leur Trotsky et le nôtre[®] » il va désigner les thèses de la révolution permanente comme un obstacle pour renouer avec la tradition de Marx et Lénine en effaçant la révolution politique comme élément du programme et en réhabilitant la formule « dictature démocratique des ouvriers et paysans ». De son côté Lambert appellera à voter pour Mitterrand en France et développera « la ligne de la démocratie » avec laquelle il confirmera son adaptation au régime républicain et se diluera dans une déviation syndicaliste, d'abord avec le « mouvement pro-PT » et ensuite dans un Parti de Travailleurs autoproclamé. Pour ce qui est de Moreno qui vers 1977 définissait correctement comme « une contre-révolution démocratique » la politique qu'avait mis en œuvre l'impérialisme à partir du Portugal, il changera par la suite de catégorie pour parler de « révolutions démocratiques » en révisant la théorie de la révolution permanente.

C'est ainsi que la chute du Mur de Berlin et les mouvements « démocratiques » et pro-capitalistes de 1989-91 ont trouvé ces courants dans un virage ouvertement droitier, de plus en plus éloigné du legs de Trotsky, se laissant porter dans le sens du courant, distillant espoirs et illusions vis-à-vis de Gorbatchev, Eltsine, le castrisme, les « révolutions démocratiques », le PS, etc., alors que tout ceci aboutissait irrémédiablement à la restauration capitaliste.

Bensaïd disait des intellectuels de gauche comme Foucault ou Deleuze qu'ils en étaient arrivés au « degré zéro de la stratégie[®] ». Si l'on tient compte du changement

dans la situation mondiale de la fin des années 1980, de la restauration capitaliste et de la dérive stratégique dans laquelle se trouvaient les courants du centrisme, on pourrait dire qu'à la même époque on en était arrivé « au degré zéro » de la stratégie trotskyste. C'est dans ce cadre, face à l'approfondissement de la dégénérescence centriste de la LIT moréniste et au beau milieu des bourrasques réactionnaires de l'époque, que le noyau de ce qu'est aujourd'hui la FT-QI a fait ses premiers pas, se constituant au début comme un petit pôle principal dans le mouvement trotskyste international.

Ce qui est resté du morénisme, loin de réaliser un examen profond de sa tradition, a approfondi contre toute évidence les thèses de la révolution démocratique. Dans le récit des morénistes les processus de 1989-1991 deviendront ainsi de grandes révolutions qui ont donné lieu non pas à la restauration capitaliste qui avait déjà eu lieu (selon la nouvelle lecture qu'en donne Martín Hernández et la LIT)[®] mais à une des plus grandes victoires de la classe ouvrière internationale. Selon Hernández toujours le grand problème du trotskysme (et de toute marxiste plus ou moins sensé) aurait été d'avoir vu une défaite profonde où il y avait en fait une victoire. Cela se serait traduit par la suite par une incapacité à rendre compte de la succession presque ininterrompue de « révolutions de février » victorieuses que nous aurions connues ces dernières années et qui vont des processus qui ont secoué l'Amérique Latine au début du XXI^e siècle, avec l'« argentinazo » de 2001, jusqu'aux révolutions de couleur dans l'est européen. Devraient succéder à ces « février victorieux » des « révolutions d'octobre » à un moment ou à un autre. Force est de constater que si l'on considère 1989-1991 comme un « février victorieux » cela fait plus de vingt ans qu'Octobre se fait attendre. La LIT applique aujourd'hui ce même raisonnement à Cuba où le capitalisme aurait déjà été restauré, la tâche du moment étant de démolir la dictature capitaliste.

A l'opposé de cette obstination irréfléchie on trouve la réflexion plus docile du Secrétariat Unifié qui lui a largué les amarres par rapport au trotskysme. A la suite du décès de Mandel ce sont les principaux dirigeants du SU qui ont poursuivi la réflexion, sans faire de bilan critique du mandélisme (la même chose caractérisera le morénisme). C'est ainsi qu'on a commencé à considérer « l'hypothèse de la grève générale insurrectionnelle » et avec elle « l'époque de la révolution d'octobre » comme complètement révolues. À partir des réflexions de Mandel lui-même sur la « démocratie mixte », basées sur la révision du rapport entre les soviets et l'assemblée constituante, la « double représentation » serait la formule enfin trouvée pour en finir avec les dangers de la bureaucratisation des sociétés post-capitalistes. C'est cette orientation qui a fait troquer au SU l'héritage trotskyste pour ce dont parlaient déjà les eurocommunistes il y a plus de vingt ans, abandonnant définitivement la perspective de la dictature du prolétariat pour une soi-disant « démocratie jusqu'au bout » à travers les institutions existantes du régime démocratique bourgeois.

Le trotskysme au temps de la restauration

Si la guerre impérialiste de 1914 a marqué le début de l'époque de crises, guerres et révolutions avec les plus grandes convulsions du XX^{ème} siècle, c'est aussi l'époque du resurgissement du marxisme révolutionnaire avec Lénine, Trotsky et de la III^e Internationale. Avec la fin de la Seconde guerre mondiale, c'est l'ordre de Yalta qui se structure, en bloquant partiellement la dynamique « permanentiste » des processus de révolution prolétarienne (dans son aspect international et de lutte pour la transformation des relations sociales à l'intérieur des états ouvriers). C'est également l'époque de la dégénérescence centriste des organisations de la IV^e Internationale.

Dans le même sens la troisième étape de « restauration bourgeoise » une seconde involution dans la dégénérescence des courants issus du trotskysme, subissant une sorte de « social-démocratisation ». Certains maintiennent leur caractère centriste alors que d'autres passent au liquidationnisme ouvert. C'est ainsi que naît la tendance à l'adaptation profonde aux instances du régime bourgeois (syndicalisme « normal », élections, manifestations « folklorisées », vie universitaire, etc.). Cela se lit tant dans la distanciation par rapport à l'héritage trotskyste, déjà à l'œuvre dans les années 1980 mais également dans le défaitisme à l'égard du mouvement ouvrier.

Après la « fin de l'histoire », avec la défaite la révolution polonaise et des processus de résistance à l'offensive néolibérale dont les emblèmes ont été la lutte des contrôleurs aériens américains et des mineurs anglais, la déviation des processus de la période 1989-1991 vers des objectifs restaurationnistes et la restauration capitaliste dans les états ouvriers bureaucratisés de l'Est européen, de la Russie, d'Asie, un nouveau tournant a été symbolisé par les grandes grèves de novembre et décembre 1995 en France contre le Plan Juppé. Cette tendance a trouvé un écho également dans les « guerres ouvrières » de Corée du Sud de 1996, la grève d'UPS de 1997 aux USA, l'irruption sur le devant de la scène de la paysannerie avec le soulèvement zapatiste de 1994, et en Argentine, le développement du mouvement des chômeurs piqueteros[®].

Un second moment a commencé à partir des mobilisations de Seattle de 1999. L'apparition du mouvement « anti-globalisation » a impliqué le réveil politique de millions de jeunes. Ce mouvement s'est massifié ultérieurement avec le mouvement contre la guerre impérialiste en Irak. Parallèlement, en Amérique latine, on a vu le passage à l'action directe de secteurs de masse, avec prééminence de la paysannerie et des secteurs de classe moyenne, contre les gouvernements qui avaient incarné l'offensive néolibérale, provoquant la chute de gouvernements en Équateur, Bolivie et Argentine.

Ensuite, dans un troisième temps, le mouvement « anti-

globalisation » a été finalement canalisé par les variantes réformistes voulant « humaniser le capitalisme » à travers les Forums sociaux, etc. Les processus latino-américains ont été déviés par le surgissement de différents gouvernements au discours réformistes, donnant lieu à des phénomènes politiques comme le « chavisme » ou « l'evo-moralisme » au Venezuela ou en Bolivie.

De leur côté les « partis ouvriers-bourgeois », grand exécutants des programmes néolibéraux, vont connaître une crise qui va aller en grandissant. Cela va être le cas des sociaux-démocrates allemands, du Parti Socialiste français, du Parti Travailleuse britannique, du PC italien et français, des directions nationalistes bourgeoises comme le péronisme argentin mais aussi des « partis ouvriers-bourgeois » plus récents comme le PT brésilien.

Si à partir de la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle il y a eu, de façon générale, comme l'affirmait Bensaïd, un « retour du débat stratégique », du point de vue du centrisme trotskyste ceci n'a pas signifié un retour de la stratégie révolutionnaire mais à différentes variantes d'adaptation aux phénomènes nouveaux, sans avoir pour axe central l'indépendance de classe. C'est ainsi qu'une aile liquidationniste est apparue avec la LCR française et le SWP anglais aux avant-postes, s'alignant derrière le projet de construction de « partis anticapitalistes larges » à l'image de l'alliance électorale RESPECT en Grande-Bretagne en 2004 ou en 2009 la liquidation de la LCR française dans le Nouveau Parti Anticapitaliste sans délimitation de classe, après avoir abandonné toute référence à la dictature du prolétariat et à Trotsky. Cette tendance s'est également exprimée en Amérique du Sud avec fondation du PSOL au Brésil à partir de la rupture d'un secteur de la gauche du PT, l'entrée dans le PSUV chaviste de secteurs entiers issus du trotskysme ou encore en Argentine avec la tentative manquée du MST. Ces projets ont accompagné dans la majorité des cas l'abandon explicite du trotskysme par ceux qui en étaient à l'initiative[®].

Cette perte de références de classe s'est aussi matérialisée à travers l'adaptation complète aux nouveaux gouvernements bourgeois latino-américains, notamment le chavisme. Toutefois, le chavisme et l'evo-moralisme n'ont pas seulement eu un impact sur l'aile liquidationniste du centrisme trotskyste mais ont aussi un impact certain sur des secteurs du « centre » du mouvement, comme le Parti Ouvrier (PO) en Argentine ou même la LIT. Tant le PO que la LIT avaient maintenu dans ses grandes lignes le programme trotskyste. Tant le PO que la LIT ont cependant réutilisé de vieilles théories dépassées par le mouvement révolutionnaire comme le Front Unique Anti-impérialiste pour donner leur soutien politique à ces gouvernements. Ils sont postérieurement passés, sans davantage d'explication, à l'opposition à ces mêmes gouvernements sans baser, dans le cas du PO ou de la LIT, sur une indispensable délimitation de classe. Actuellement tous ces projets de « partis larges » ont montré leurs limites. Ils se sont écroulés ou ils se retrouvent plongés dans une crise totale non seulement parce qu'ils

se sont montrés impuissants pour offrir une alternative face à la crise mais y compris du point de vue de leurs propres objectifs. RESPECT a explosé, le PSOL après s'être divisé sur le thème des candidatures, s'est révélé être un phénomène électoral en recul aux élections de 2010, le NPA a montré les limites de sa démarche électoraliste non seulement dans les urnes mais aussi à travers son rôle limité dans les événements récents de la lutte de classes en France, la « nouvelle gauche » du MST argentin a fini par intégrer au projet de centre-gauche petit-bourgeois dirigé par « Pino » Solanas.

Il en va de même avec le chavisme et l'évo-moralisme qui, face à la crise, se trouvent de plus en plus opposés à des secteurs de travailleurs qui luttent. Dans le cas de Chávez en essayant d'avancer dans le contrôle et la discipline du mouvement ouvrier comme le montrent les tentatives de restreindre le droit de grève, la répression contre les conflits d'avant-garde et sa passivité à l'égard de la violence mafieuse contre le mouvement ouvrier avec l'exécution de syndicalistes combattifs, de nouvelles mesures bonapartistes ont été mises en place. Evo Morales, qui pendant toute l'année 2010 s'est activé contre les augmentations de salaires des travailleurs faisant face à des grèves et mobilisations, a commencé l'année 2011 par une attaque contre les conditions de vie des masses. Il a dû, face au « gazolinazo », à savoir un intense processus de mobilisation ouvrière et populaire, retirer son projet.

Le défaitisme à l'égard du mouvement ouvrier

Parallèlement aux phénomènes auxquels nous faisons allusion le dernier cycle de croissance mondiale a abouti à un renforcement social de la classe ouvrière, avec des millions de nouveaux travailleurs partout dans le monde, ce qui a eu son expression aussi dans le terrain de la lutte, dans la majorité des cas revendicative). Cette recomposition relative du mouvement ouvrier n'a pas suscité de réorientations stratégiques de la part du centrisme. Le dénominateur commun a été l'abandon de la perspective de construire des ailes révolutionnaires dans le mouvement ouvrier capables combattre dans les organisations de masses pour un programme transitoire d'indépendance de classe contre la bureaucratie et la subordination des organisations du mouvement ouvrier aux différentes fractions de la bourgeoisie.

Au sein de l'aile liquidationniste du centrisme cela s'est exprimé dans l'abandon de toute perspective stratégique liée au développement de la classe ouvrière, de sa lutte et de son organisation, toute l'attention étant captée par l'arithmétique de l'expression électorale de phénomènes polyclassistes. Au sein de l'aile « centre » de ce même centrisme, cela s'est exprimé, soit dans la séparation absolue entre syndicalisme et politique (Lutte Ouvrière) soit dans la « collatéralisation » du travail dans le mouvement ouvrier (PSTU et PO) de façon à éviter et à biaiser la lutte contre la bureaucratie dans les organisations

de masses. Si dans le cas du PSTU cela s'est traduit par la transformation de CONLUTAS en une « chasse gardée » du travail que conservait le PSTU dans le mouvement ouvrier, dans le cas du PO cela s'est reflété dans la constitution du Polo Obrero comme un des courants du mouvement piquetero de chômeurs sans combattre par un mouvement unique avec liberté de tendances. Avec la construction du concept de « sujet piquetero » cela a même contribué à isoler un peu plus le mouvement piquetero du mouvement syndical. Dans le cas de la PSTU donc ce défaitisme à l'égard du mouvement ouvrier a signifié un approfondissement de sa routine syndicaliste alors que le PO s'adaptait aux mécanismes clientélistes de l'assistencialisme gouvernemental et se désengageait des syndicats.

Avec les premières conséquences de la crise en 2009 et 2010 classe ouvrière a déjà dû faire face de façon inégale aux premiers coups portés par le capital pour décharger le poids de la crise sur le dos des classes populaires. On a pu là aussi voir les conséquences du défaitisme de ces courants dans le mouvement ouvrier.

La France a été sans nul doute le plus important « laboratoire » de l'étape que nous traversons. La classe ouvrière française et le mouvement de la jeunesse (lycéen et étudiant) ont été les protagonistes du grand processus de mobilisation contre la réforme des retraites de Sarkozy. Dans les huit journées de grève et mobilisation où jusqu'à 3,5 millions de personnes ont défilés dans la rue et malgré la stratégie d'épuisement de la bureaucratie syndicale, des grèves reconductibles se sont développées (dans des secteurs stratégiques comme les raffineries, les ports, la SNCF, avec des blocages d'entreprises, de dépôts de carburants, etc. À côté de cela on a vu aussi des tendances à l'auto-organisation, avec les AG interpros en particulier. Dans leur ensemble se sont bien des tendances à la grève générale qui se sont exprimées. Cependant l'extrême gauche française n'a pas été à la hauteur. Ni LO ni le NPA ne se sont présentés comme une alternative aux bureaucraties de la CFDT et de la CGT qui pendant tout le conflit ont attendu que le gouvernement ouvre la porte des négociations, sans jamais exiger le retrait de la loi et en attendant que le mouvement ne s'épuise. LO a directement refusé de défendre le mot d'ordre de grève générale, se subordonnant aux directions officielles sous prétexte que « le rapport de force » était trop faible pour cela. Même si de nombreux militants du NPA étaient eux en première ligne des blocages, la direction du parti s'est abstenue de toute critique publique à l'égard de la bureaucratie syndicale, abandonnant par conséquent toute exigence de retrait de la loi en avançant la perspective de chasser Sarkozy du pouvoir par la grève générale. Seul le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (CTR) du NPA a défendu la nécessité de combattre le projet de loi par la grève générale, pour que Sarkozy s'en aille mais également l'extension des structures d'auto-organisation en alliance avec les lycéens, et ce ouvertement contre la politique d'épuisement mise en œuvre par la bureaucratie.

Cependant, ni la tendance à la grève générale ni l'attitude conservatrice de LO et de la direction majoritaire du NPA ne sont tombées du ciel. Dans les luttes qui se sont développées en France depuis 2009 (Continental, Molex, Sony, Freescale, Total, Philips, New Fabris, la SNCF, Toyota, Goodyear, Caterpillar, etc.) nous en avons eu les premiers exemples. On a pu voir d'une part comment le lambertisme se fondait là où il était présent avec la bureaucratie de FO pour freiner le développement des luttes et de l'autre comment LO était incapable de proposer une alternative face à la fermeture de Continental.

Dans le cas de LO on peut ajouter leur intervention dans la grève générale en Guadeloupe où ils faisaient partie, à travers leur groupe Combat Ouvrier, de la direction du « Collectif contre l'exploitation outrancière » -LKP- (front unique d'organisations politiques et syndicales) mais sans constituer une alternative face aux secteurs nationalistes-bourgeois de l'UGTG, sans développer les tendances à l'auto-organisation ou la remise en question de la domination colonialiste française. Cela a permis en dernière instance que la grande potentialité du mouvement puisse être contenue une augmentation salariale sans que ne soit proposée le développement de la grève un sens révolutionnaire.

On a pu voir en même temps comment la direction majoritaire du NPA négligeait les luttes alors même que ses militants y intervenaient. C'est le cas par exemple qu'il y avait des militants son parti dans la direction même du conflit comme à Phillips Dreux. Ce n'est pas par hasard si le dirigeant de l'aile gauche de cette usine est un des membres fondateurs du Collectif pour une Tendance Révolutionnaire du NPA, constitué pour lutter pour une alternative face à la dérive électoraliste de la direction majoritaire. Nous parlons donc d'une série de conflits où les travailleurs ont mené des luttes très dures et où aucune de ces directions n'a été capable d'être à la hauteur.

Tous ces exemples nous montrent sur le terrain de la lutte de classes non seulement le refus de ces courants à transformer chacun de ces conflits ouvriers en des grands combats de classe qui essayent de modifier d'une manière ou d'une autre le rapport de forces réel ou, comme disait Rosa Luxembourg, transformer « les grèves de protestation » en « grève de lutte »⁹. Cela montre également le défaitisme de ces organisations face à la possibilité d'accélérer la maturation de secteurs d'avant-garde du mouvement ouvrier forgé dans ces combats. Le processus de grèves et mobilisations d'octobre-novembre 2010 en France a montré les conséquences de ce défaitisme et son poids face à des événements plus importants de la lutte de classes qui pourraient surgir. Ces conclusions sont fondamentales non seulement pour l'Europe mais aussi pour les pays où la crise capitaliste, malgré les premières secousses de 2009, n'a pas encore frappé de plein fouet.

Dans le cas du PSTU nous avons vu comment il n'a

même pas proposé de mener une lutte sérieuse face au licenciement de 4270 travailleurs d'Embraer, alors que le PSTU se trouve à la tête du Syndicat des travailleurs de la métallurgie de Sao José dos Campos, la grande banlieue de Sao Paulo où se trouve le site de production. Du côté du PO, conséquence de son désengagement des syndicats, il se retrouve à l'extérieur du principal phénomène d'organisation en marge de la bureaucratie que mène la classe ouvrière argentine pour la première fois depuis des décennies, « le syndicalisme de base ».

Un exemple tout autre que l'on pourrait citer est le conflit de Kraft-Argentine en 2009. Cette bagarre a démontré à échelle réduite comment la combinaison entre la préparation d'un secteur d'avant-garde à l'intérieur d'une usine avec la disposition subjective du PTS de transformer un conflit ouvrier dans une grande bataille de classe, comptant sur la solidarité de secteurs du mouvement étudiant et de chômeurs, en forçant les réformistes à un front unique en les combattant en même temps, avec un programme correct, tout cela a pu permettre de faire face à l'attaque simultanée d'une des principales multinationales américaines, de l'État argentin, de la bureaucratie syndicale et même de l'ambassade américaine. Nous considérons qu'il n'est pas exagéré de dire que la lutte de Kraft, ayant eu une grande répercussion au niveau national en Argentine, a été un facteur important pour stopper la vague de licenciements qui à l'œuvre dans l'industrie en Argentine et que les patrons justifiaient par l'impact de la crise.

Ce qui est en jeu ce n'est pas une histoire de victoires ou d'échecs. Les exemples que nous présentons, aussi bien celui de Continental que la grève générale en Guadeloupe, pourraient être catalogués comme des victoires ou des victoires partielles du point de vue des revendications de base du conflit. Le cas des travailleurs de Continental a signifié toutefois l'obtention des indemnités et la disparition de l'usine, tandis que le cas de la Guadeloupe a signifié le déploiement d'une énergie révolutionnaire énorme, avec plus de cent jours de grève générale, pour que le mouvement n'arrache qu'une concession aussi provisoire qu'une augmentation salariale. Une question se pose donc : quel est le bilan de l'intervention de LO dans ces conflits quant au développement d'une avant-garde ouvrière révolutionnaire, ou potentiellement révolutionnaire ?

Si l'on poursuit avec l'exemple de Kraft et sans prendre un autre exemple important comme l'a été, et continue à l'être, le Syndicat Céramiste de Neuquén et de Zanon, la nouvelle commission interne (comité d'usine) de Kraft qui s'est construite pendant le conflit même (formée par des ouvriers du PTS et des indépendants) après que les travailleurs ont fait leur expérience avec la direction maoïste précédente qui avait trahi la lutte de 2009 mais également la commission interne de Pepsico dirigée par le même courant syndical sont le moteur du processus de rassemblement de l'avant-garde ouvrière dans la grande banlieue Nord de Buenos Aires, la plus grande

concentration ouvrière du pays.

Mais encore une fois il ne s'agit pas seulement de victoires. L'expérience de Kraft aurait été impossible sans qu'auparavant, à des moments où le gouvernement était dans une situation de force, il n'y avait pas eu des luttes emblématiques qui ont cependant été des échecs comme celle de l'usine textile Mafissa ou comme la semi-défaite de TVB-Jabón Fédéral. Ce sont l'expérience et les leçons de ces luttes qui ont permis de préparer un conflit comme celui de Kraft. Mais quelles leçons révolutionnaires pour de futurs combats peuvent être tirées d'une lutte non menée comme celle d'Embraer ?

Ces conflits peuvent non seulement être utilisés comme des « écoles de guerre », comme partie prenante de la préparation pour des processus généralisés comme celui d'octobre-novembre 2010 en France et, à un échelon plus élevé, pour la guerre de classes elle-même qu'est la révolution. Mais ces « écoles de guerres » exigent d'être préparées auparavant pour qu'elles puissent jouer effectivement leur rôle. Cela implique la construction de fractions révolutionnaires qui puissent diriger les batailles. C'est ce qui s'est passé dans la lutte de Kraft, à Zanon mais également en 2010 lors de la lutte des travailleurs des chemins de fer de la ligne Roca de Buenos Aires : une lutte contre la précarité et pour la titularisation de plus de 1500 travailleurs ; une lutte qui s'est installée dans l'actualité politique argentine quand la bureaucratie syndicale de l'Unión Ferroviaria a assassiné un militant du PO et de la Fédération Universitaire de Buenos Aires, Mariano Ferreyra, provoquant une crise nationale qui ne s'est désamorcée qu'à la faveur du décès de l'ex président Néstor Kirchner. Cette lutte a été le point le plus élevé d'une série de batailles entamées depuis 2002 dans le secteur. Depuis cette date le courant syndical Bordó (formés par des cheminots du PTS et des indépendants) est à la tête des luttes contre la précarité, d'abord contre les licenciements chez les sous-traitants comme Técnica Industrial et ensuite Poliservicios, puis jusqu'en 2005 quand, avec les mouvements piqueteros, on a réussi à obtenir la titularisation des travailleurs de Catering World. C'est ainsi que l'on a réussi à en finir avec la précarité sur la ligne Roca en parvenant même à faire embaucher des chômeurs en CDI. 38 blocages des voies ferrées et 127 blocages de billetteries durant cette lutte ont permis de se préparer à la bataille en 2010 pour la titularisation des 2052 nouveaux travailleurs des sous-traitants depuis 2005.

Contre ceux qui considéraient « parfaitement gauchiste » la revendication de titularisation des 2052 travailleurs précaires, le courant syndical Bordó s'est mis à la tête de la lutte pour cet objectif qui a finalement été obtenu et qui constitue peut-être l'une des plus importantes victoires dans un conflit dans une entreprise depuis la chute de la dictature en 1983. Aujourd'hui cette lutte est devenue l'un des exemples pour l'avant-garde ouvrière argentine.

Pour conclure nous pouvons dire qu'en finir avec le

défaitisme à l'égard du mouvement ouvrier est le point de départ fondamental pour que le trotskysme, comme continuité du marxisme révolutionnaire, puisse reprendre ce qui le différencie de toute autre tradition militante : incarner la fusion, dans la pratique, avec l'avant-garde ouvrière dans une perspective révolutionnaire.

TROISIÈME PARTIE : LES LIMITES DE LA RESTAURATION BOURGEOISE ET LES NOUVELLES CONDITIONS POUR LA RECONSTRUCTION DU MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE

La crise que traverse le capitalisme actuellement pose de nouvelles conditions historiques placent la « restauration bourgeoise » face à ses propres limites. Même si cette période de « restauration bourgeoise » a signifié une grande défaite pour le prolétariat mondial et a donné un nouvel élan à la domination capitaliste (et en ce sens on peut parler de « restauration » par analogie avec la restauration bourbonienne), comme nous l'avons souligné cette restauration n'a pas signifié l'instauration d'un capitalisme homogène comme aurait pu le prévoir Adam Smith repris par Arrighi mais bien un approfondissement des contradictions du capitalisme lui donnant un caractère encore plus explosif. En même temps, bien que dans des conditions de grande fragmentation interne, la classe ouvrière a regonflé ses rangs à des niveaux sans précédents.

Aujourd'hui nous faisons face aux premières conséquences de la crise. Guerre des monnaies, frictions au sein du G20 pour définir qui paye les coûts de la crise, nouvelles tensions géopolitiques, révélations qui mettent à nu la diplomatie impérialiste et le recul des USA comme puissance hégémonique. Nous voyons comment en Europe (alors que l'existence même de l'Euro est menacée) une succession d'attaques déflationnistes se produisent en Grèce, dans l'Etat espagnol, au Portugal, et ce dans un contexte où les deux années de crise avaient déjà commencé à dégrader les conditions de vie des masses et plus particulièrement des plus exploités.

En 2010 nous avons vu les premières réponses de la classe ouvrière et des opprimés. D'une part, l'explosif prolétariat asiatique, qui compte en Chine avec presque 200 millions de nouveaux travailleurs qui ont migré vers les villes au cours des vingt dernières années, a commencé montrer sa force dans plusieurs conflits d'usine. D'autre part la puissante classe ouvrière européenne, avec pour centre les grèves et mobilisations massives contre les attaques de Sarkozy, a été protagoniste des premiers affrontements contre la bourgeoisie impérialiste qui prétend faire payer la crise aux travailleurs.

2011 commence avec le soulèvement des opprimés en Afrique du Nord et Moyen Orient. Les processus révolutionnaires se multiplient. De Tunisie en Egypte, d'Egypte en Libye. Ce sont les réponses les plus

importantes des masses jusqu'à présent face à la crise mondiale qui font trembler la structure des dictatures pro-impérialistes dans la région.

La crise montre que le capitalisme se retrouve dans l'impossibilité de garantir les conditions du « pacte néolibéral » avec les classes moyennes et les secteurs privilégiés du prolétariat. Il menace en même temps de faire basculer dans la misère la grande majorité de la classe ouvrière et la population mondiale. Le sauvetage étatique massif des capitaux impérialistes et la nécessité de nouvelles avancées réactionnaires révèlent de plus en plus ouvertement le caractère dégradé des démocraties néolibérales, pas seulement dans les semi-colonies mais aussi dans les pays impérialistes eux-mêmes. Tout cela met également à nu l'hypocrisie de l'impérialisme qui soutient des dictatures de tout type pour protéger ses intérêts en Afrique et au Moyen Orient.

L'évolution de ces tendances, avec des tensions géopolitiques de plus en plus fortes produites par la crise, posent les limites de l'avancée de la réaction impérialiste dans un cadre relativement pacifique. Cela pose également les prémisses de la fin de l'étape de la « restauration bourgeoise » et la réactualisation des conditions de l'époque impérialiste de crises, guerres et révolutions. Voilà les conditions pour la reconstruction du marxisme révolutionnaire au début de notre siècle.

Comme nous l'avons signalé au début pour la classe ouvrière l'élément essentiel de la maturation de ses intérêts est déterminé par son expérience historique accumulée et son éducation au cours du processus même de la lutte de classes. Cette continuité peut seulement être soutenue par son avant-garde organisée puisque sous les conditions du capitalisme cela ne peut jamais être le patrimoine de la classe dans son ensemble. Cette expérience accumulée a eu ses expressions plus importantes dans la III Internationale, dans ses quatre premiers congrès avant que ne se produise sa dégénérescence. Elle s'est poursuivie à travers l'héritage de Trotsky et de la IV Internationale. Cette tradition comme nous l'avons dit, a été rompue après la seconde guerre mondiale, en ne se conservant que très faiblement dans le trotskysme post-Yalta à travers des « fils de continuité » ténus à travers les résistances opposées aux déviations les plus ouvertes. Cette rupture s'est approfondie cependant au cours des trente années de restauration bourgeoise.

Cette rupture de la tradition révolutionnaire et l'absence de révolution pendant des décennies (même si l'Égypte, la Libye et les processus dans le monde arabe marquent peut-être un changement dans cette tendance) fait qu'établir un rapport étroit avec la classe ouvrière sans reconstruire un cadre stratégique en partant du plus avancé, de ce qu'a donné l'expérience du mouvement ouvrier et de la théorie révolutionnaire, en tirant un bilan profond de l'expérience précédente, signifie inévitablement dégénérer. La classe ouvrière traîne plusieurs décennies de retard subjectif dans les conditions imposées par la restauration.

Comme l'affirmait cependant le fondateur du parti bolchevique, « une théorie révolutionnaire juste [...] ne se forme définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement de masse et réellement révolutionnaire ». C'est pourquoi il est impossible de redéfinir ce cadre stratégique en dehors du lien étroit avec la classe ouvrière réelle, parce que même si la théorie révolutionnaire peut être développée éventuellement dans des conditions d'isolement (comme par exemple Marx à la British Library ou Lénine en Suisse pendant la Première guerre mondiale), le marxisme révolutionnaire ne peut avancer vers ses formes vives et définitives que lorsqu'il est lié à la lutte et à l'organisation de la classe ouvrière.

Actuellement nous nous trouvons aux débuts d'une nouvelle période historique. Face aux limites de la « restauration bourgeoise » se lève de nouveaux « printemps des peuples » dont la profondeur n'est pas encore possible de mesurer. Le « printemps des peuples » de 1848 a traversé toute l'Europe et sa périphérie, depuis la France où se sont développés les premiers affrontements classiques de la lutte de classes moderne, en passant par la Prusse, l'Italie, l'Autriche arrivant même à des pays comme le Brésil. Ce « printemps » de 1848 a marqué la naissance du prolétariat moderne.

A cette époque-là, comme le souligne Trotsky dans « A 90 ans du Manifeste Communiste », Marx et Engels croyaient voir les symptômes de l'épuisement historique du capitalisme comme système et surestimaient la maturité révolutionnaire du prolétariat. Cela a été différent à l'époque impérialiste de déclin du capitalisme où il est devenu un système absolument réactionnaire et on a vu comment la bourgeoisie a dû avoir recours à la destruction massive de forces productives lors de deux guerres mondiales pour maintenir sa domination face à sa propre crise (bien supérieure à celle dont furent témoins les fondateurs du marxisme) et aux révolutions qui ont traversé la planète au XXe siècle.

Aujourd'hui ce nouveau « printemps » marque le début du resurgissement de la classe ouvrière dans les conditions imposées par des décennies de restauration bourgeoise. Mais l'histoire ne se répète pas et ce n'est pas pour cela que l'on doit se préparer. On sait que dans le déclin du capitalisme impérialiste sa victoire ne peut signifier que la barbarie. Nous avons à notre disposition l'expérience d'un siècle et demi de luttes révolutionnaires.

Pour que les nouveaux événements de la lutte de classes, dans le cadre de la crise capitaliste, puissent rompre le *continuum* de l'histoire il faut réactualiser cette expérience et la transformer en force matérielle, avec des partis révolutionnaires et à travers la reconstruction de la IV Internationale. C'est à cela que nous nous préparons.

17 février 2011

LEÇONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES DE L' "AUTOMNE FRANÇAIS"

Juan Chingo, 29 décembre 2010

Pendant plus de deux mois la quatrième puissance impérialiste mondiale a été secouée par un large mouvement social qui n'a pas d'antécédent, de par sa profondeur et ses dimensions, depuis 1968 : huit journées d'action au niveau national ; un nombre record de manifestants ; des grèves reconductibles pendant trois semaines dans des secteurs centraux de l'économie (raffineurs, cheminots, dockers, etc.) mais aussi dans les collectivités territoriales ; d'innombrables blocages d'entreprises publiques et privées organisés en commun entre militants et grévistes ; l'irruption explosive des lycéens et d'une petite avant-garde étudiante ; voilà les ingrédients qui ont structuré le mouvement contre la réforme des retraites.

« L'Automne chaud » français a témoigné d'une part de l'expérience accumulée par la classe ouvrière en France depuis 1995, véritable point d'inflexion face à l'offensive néolibérale non seulement au niveau hexagonal mais également mondial, et ce jusqu'à l'explosion de la crise économique. La nouveauté du mouvement de cet automne repose néanmoins sur la combinaison de plusieurs éléments qui sont autant de jalons subjectifs et objectifs hérités des quinze dernières années ainsi que de la forte participation des travailleurs du privé au combat contre la réforme des retraites. L'autre élément central à souligner est le rôle joué par de larges secteurs de la jeunesse, non seulement lycéenne et étudiante mais également par les jeunes travailleurs, exprimant l'entrée en politique d'une nouvelle génération militante et ouvrière et qui représentait certainement le secteur le plus désireux d'en découdre. Enfin, et ce à la différence de 1995 et 2003, une importante minorité de salariés en lutte composée de quelques dizaines de milliers de militants et de travailleurs combattifs et non pas seulement de militants d'extrême gauche ont combattu pour dépasser la stratégie de pression mise en œuvre par les directions syndicales, et ce afin d'avancer dans le sens de la grève générale. Les Interpro enfin ont été l'expression organisée de ce sentiment partagé par une avant-garde large. Les Interpro ont ainsi agi comme moteurs d'extension de la grève à travers l'organisation de « grèves marchantes » afin d'entraîner d'autres boîtes dans la bagarre ou soutenir les grévistes déjà en mouvement. C'est la première fois que des structures de ce type se mettent en place depuis « les années 1968 ». En raison de leur caractère encore trop embryonnaire et de leur développement tardif elles n'ont pas pu incarner une alternative réelle face à l'orientation de la bureaucratie syndicale. Il n'en reste pas moins que les liens qui ont été tissés représentent de précieux points

d'appui pour les prochaines luttes qui ne tarderont pas à se développer.

Tous ces éléments cependant ne sont pas tombés du ciel. Ils sont l'expression du fait que la crise capitaliste mondiale et ses conséquences, de par sa profondeur, sa durée et sa persistance sous diverses formes, provoque (et va provoquer) de nouveaux sauts dans la lutte de classes. Cette tendance à la grève générale s'était déjà manifestée en 2009 avec la grève générale politique en Guadeloupe. Cet événement a eu une grande répercussion en France et son exemple était revendiqué par des dizaines de milliers de militants ouvriers et étudiants au cours des journées de mobilisation à saute-mouton appelées au cours du premier semestre 2009 par ce qui allait devenir par la suite l'Intersyndicale. La disposition à aller jusqu'au bout s'est exprimée de façon catégorique dans les luttes successives avec des méthodes radicalisées de la classe ouvrière industrielle, depuis les séquestrations de patrons pour exiger de partir avec le plus d'indemnités possibles jusqu'à l'exemple le plus avancé, qui s'est soldé par une défaite, de contrôle ouvrier à Philips-Dreux¹.

Du côté de notre ennemi de classe, la bourgeoisie, la réponse des masses signifie que depuis son arrivée au pouvoir en 2007 le sarkozysme n'a jamais été aussi affaibli, et ce alors qu'il existe une crise latente du régime. Pour la première fois depuis 1968 ce n'est pas le Premier Ministre et son gouvernement, les « soupapes de sécurité » de l'Exécutif bicéphale de la Ve République, qui sont visés dans les manifestations ou les assemblées syndicales ou de grévistes, mais la figure du président elle-même. Cet anti-sarkozysme des manifestants n'est pas simplement le reflet de l'hypermédiatisation présidentielle, comme certains peuvent le dire superficiellement. Il s'agit fondamentalement de l'expression de l'affaiblissement objectif des mécanismes politiques et du bipartisme sur lesquels se base le régime de la Ve République. Un affaiblissement qui s'est vu clairement en 2002 et qui a eu des expressions aussi au cours de la seconde présidence de Chirac, avec le « non » au référendum sur le TCE en

[1] Dans un article de juin 2009, faisant le bilan des séquestrations de patrons dans les usines et en repassant l'histoire de la lutte de classes en France, on concluait –face à l'étonnement de l'extrême gauche– que cette méthode radicalisée avait toujours annoncé le début d'une montée ouvrière. Voir également D. Cobet, « La classe ouvrière en France face à la crise capitaliste. Bilan et perspectives de la vague de luttes de 2009-2010 et les tâches des marxistes révolutionnaires », *Stratégie Internationale* n°7, été 2010, p.18-37 www.ft-ci.org/IMG/pdf/Strategie_Internationale_7_-2010.pdf

2005, etc. Cette crise latente a été relancée récemment avec l'affaire Bettencourt, un scandale mettant en lumière les liens étroits entre l'argent et le pouvoir, notamment avec l'UMP, un élément qui a aiguillonné « par en haut » en haut la mobilisation dès la rentrée. Cette situation de crise hégémonique, Sarkozy a essayé de la régler avec un tournant semi-bonapartiste mais s'est affaibli avant les combats de classe fondamentaux comme conséquence de la brutalité de la crise économique. Partant de cette faiblesse la politique de Sarkozy consistant à passer en force avec la réforme des retraites a été une tentative de renouer avec cette option semi-bonapartiste qui a provoqué le processus de lutte de classes le plus important depuis 1968 et le réveil du prolétariat.

En ce sens l'Automne chaud français représente un tournant central par rapport au cycle antérieur de lutte de classes ouvert en 1995. Il préannonce en même temps un cycle de luttes supérieur, plus radicalisé et « classique », c'est-à-dire avec une centralité plus grande de la classe ouvrière et de la jeunesse jouant un rôle essentiel, aussi bien en France qu'en Europe et peut-être dans le monde.

La dépression économique en cours impose à la bourgeoisie comme seule solution l'attaque contre les acquis sociaux qui subsistent de « l'Etat providence » et la dégradation des conditions de vie des masses, y compris des secteurs qui ont bénéficié des miettes de l'offensive néolibérale comme certains secteurs des classes moyennes. En ce sens, les nouvelles luttes ne peuvent pas être vues ni analysées comme la grève générale des travailleurs du public de 1995 quand la bourgeoisie a pu retirer un des volets du plan néolibéral de Juppé. Quelques années seulement après la pénétration du capitalisme dans l'ex URSS, en Chine et dans les autres pays de l'Est européen, la bourgeoisie avait encore du souffle et le néolibéralisme était à son apogée. Les nouvelles luttes actuelles ne peuvent pas non plus être comparées à Mai 68, une montée étudiante qui a déclenché une grève générale politique de masses de plusieurs jours. Celle-ci a pu être déviée par une augmentation des salaires et d'autres acquis seulement parce qu'il restait encore quelque chose à « partager » après les années du boom de l'après-guerre. Par conséquent les luttes actuelles seront plus proches de celles des années 1930 : plus explosives, plus déchirantes entre les classes et à l'intérieur des classes, avec plus de violence et de forts éléments de décomposition sociale à cause de la crise. Elles se heurteront aussi à des gouvernements et à des régimes qui tendront de plus en plus vers le bonapartisme pour liquider les actions ouvrières comme le montre déjà la réponse des différents gouvernements européens aux actions des travailleurs et de la jeunesse.

Dans ce premier combat les travailleurs n'ont pas pu empêcher que l'Assemblée Nationale et le Sénat votent la réforme des retraites promulguée par la suite par Sarkozy. Désormais les travailleurs devront prendre la retraite entre 62 et 67 et non entre 60 et 65 ans comme auparavant. Avec cette réforme Sarkozy prétendait envoyer un signal

aux marchés et aux agences de notation pour que l'on ainsi qu'au patronat pour démontrer que malgré sa faiblesse il ne céderait pas face aux syndicats. Mais, par-delà la fermeté dont a fait montre Sarkozy, le principal facteur de la défaite ont été les directions syndicales réformistes. A aucun moment les deux principaux syndicats, CGT et CFDT, n'ont exigé le retrait de la loi. Ils se sont contentés de demander l'ouverture de négociations. La CGT et la CFDT, avec le reste des organisations qui formaient l'Intersyndicale², ont adopté une stratégie d'épuisement par des journées d'action isolées. Celles-ci ont même été, comme par hasard, de plus en plus espacées au moment de la plus grande radicalisation du mouvement, ce qui a conduit à l'isolement des secteurs en grève. C'est ainsi que les journées d'action ont perdu en force et en massivité. C'est ce dont a témoigné la journée du 6 novembre sans même parler de l'arnaque du 23 novembre quand le mouvement était déjà complètement liquidé une fois la loi promulguée. De cette façon les directions syndicales ont bloqué la tendance à la grève générale et ont permis à Sarkozy, malgré sa faiblesse et la grande impopularité de son gouvernement, de faire passer la loi.

Malgré la défaite, ce qui est important c'est que les travailleurs ont regagné confiance en leurs propres forces. Ils ont connu une première « répétition générale » des luttes futures et ont ressenti leur capacité potentielle à paralyser le pays. Le résultat adverse de ce premier combat ne sera pas suffisant pour mettre un frein au processus profond que cette lutte a révélé. L'entrée décidée dans la lutte de travailleurs de secteurs clés du privé et l'irruption sur le devant de la scène de la jeunesse lycéenne ont fait peur au gouvernement, à la bourgeoisie et même aux directions syndicales bien que celles-ci n'ont pas été dépassées durant le mouvement.

La volonté de la plupart des salariés et des jeunes de ne pas laisser passer la réforme des retraites (la première de toute une série de réformes et attaques qui impliqueraient un saut qualitatif dans la dégradation de leurs conditions de vie) a changé le climat politique et sociale. Une nouvelle génération ouvrière est entrée en scène, faisant ses premiers pas, constatant les limites de la stratégie réformiste des directions syndicales. Bien qu'il y ait certains secteurs frustrés par le résultat de la bataille il y a dans l'ensemble une plus grande politisation des travailleurs, notamment parmi les dizaines de milliers de salariés qui se sont battus pour la continuité de la lutte et pour la grève générale. L'expérience de la lutte et ses acquis importants ne sont peut-être pas encore suffisants pour changer le rapport de forces. Ils ouvrent cependant une nouvelle perspective dans la situation et pour le moral des travailleurs. Tout ceci est à considérer dans le cadre de la nécessité pour la bourgeoisie de mener de nouvelles attaques dans un contexte de crise, ce qui pourrait faire affleurer une nouvelle subjectivité ouvrière qui permette de dépasser un niveau de conscience marqué par les années de résignation et d'impuissance

[2] Solidaires, CFTC, CFE/CGC, UNSA, FSU et FO.

qui ont accompagné l'offensive néolibérale.

C'est dans ce cadre que nous devons analyser l'attitude et le rôle des principales organisations de l'extrême gauche française. Tant le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) que Lutte Ouvrière (LO) sont arrivés à la situation de cet automne fort mal préparés.

Le NPA, « orphelin d'hypothèse stratégique »³ et orienté vers la construction d'un parti anticapitaliste large, sans une claire délimitation de classe et réunissant en son sein des réformistes et des révolutionnaires, absent par conséquent des principaux bastions de la classe ouvrière, s'est certes impliqué dans le mouvement. Son orientation cependant était impuissante pour offrir une alternative à la politique scélérate des directions syndicales. De son côté LO, bien que plus implantée dans la classe ouvrière, a eu une attitude complètement suiviste des directions syndicales, sauf dans de rares cas, notamment chez les cheminots des embryons de comités de grève ont été construits⁴. Cela est une conséquence de sa définition selon laquelle les mobilisations se développent dans un cadre général de recul, une thèse qui est désormais depuis vingt-cinq ans la marque de fabrique de LO, complètement indifférente aux tournants dans la lutte de classes. D'où son opposition déclarée au mot d'ordre de grève générale. Dans la pratique une grande partie des militants de LO ont continué avec leur routine habituelle, effrayés pour certains par l'entrée explosive des lycéens, une expression de l'étroitesse syndicaliste de certains de ses militants et sympathisants chez les enseignants notamment⁵.

Les organisations syndicales dites « combatives » comme Sud-Solidaires n'ont pas été à la hauteur non plus. Dans plusieurs initiatives locales et régionales d'auto-organisation, comme les Interpro, on trouvait des dizaines de ses militants à la tête, mais également plusieurs militants des secteurs les plus combattifs de la CGT. Son rôle dans l'Intersyndicale Nationale au moment le plus aigu de la lutte a été néanmoins servi de couverture sur la gauche de la politique traître de la CGT, ce qui a d'ailleurs ouvert une crise au sein du syndicat combatif.

[3] C'est comme ça que définissaient leur situation les théoriciens de l'ex LCR au moment de fonder le NPA au cours du débat sur le retour de la question politique-stratégique. Un des mérites du mouvement social de cet automne est d'avoir extrait cette discussion du cercle restreint des directions de l'extrême gauche, notamment du NPA, et de certains cercles d'intellectuels, pour la soumettre à l'épreuve concrète de la lutte de classes et de l'expérience de centaines de milliers de militants qui ont participé au mouvement de cet automne. Cela est indispensable pour se préparer pour les luttes futures.

[4] Dans certaines gares parisiennes deux « bureaux d'organisation de la grève » ont été mis en place à l'initiative de l'assemblée des grévistes mais ceux-ci n'ont pas eu une influence conséquente sur le cours du mouvement dans ces gares, sauf un rôle dans l'organisation des actions.

[5] Il ne s'agit pas de réactions de certains de ses militants isolés. On peut mentionner le fait que dans son article de bilan du mouvement paru dans *Lutte de Classes*, aucune mention n'est faite de l'entrée des lycéens dans le mouvement, qui a pourtant représenté un élément central de la lutte de cet automne.

Cet article a pour objectif de discuter avec les meilleurs éléments aussi bien de l'extrême gauche organisée que du syndicalisme combatif et la nouvelle génération ouvrière qui est en train de naître. C'est en effet des conclusions qu'ils tirent de ce grand combat de classe que dépendent le futur et la préparation de la révolution prolétarienne en France. Nous aurons recours au fil du texte à plusieurs citations du révolutionnaire russe Léon Trotsky qui a suivi la politique et la lutte de classes en France au début du XXe siècle, non seulement en tant qu'essayiste et journaliste mais aussi en étroite relation avec nombre de militants politiques et syndicaux. Il a ainsi été au contact de la réalité française tout d'abord en tant qu'exilé politique du tsarisme avant la Première Guerre Mondiale, puis comme représentant de l'Internationale Communiste après la prise du pouvoir et finalement, au cours et après son passage en France dans les années 1930, encore une fois en tant qu'exilé mais cette fois-ci du stalinisme. L'abondance des références à Trotsky est un choix, non seulement parce que les concepts avancés par Trotsky sont pertinents. Nous entendons également rappeler à la direction actuelle du NPA, qui a abandonné toute référence à son passé trotskyste lors de la fondation du parti, mais également à LO, qui répète les consignes du programme de transition dans ses meetings mais qui les oublie sur le terrain de la lutte de classes, que l'actualité de la pensée trotskyste est une condition nécessaire pour former toute une jeune et moins jeune génération de militants révolutionnaires.

INTERPELLATION ET CRITIQUE DES DIRECTIONS SYNDICALES

Pour l'extrême gauche française l'interpellation et la critique des directions syndicales est le plus grand des tabous. Les trahisons et les capitulations des appareils syndicaux ne se discutent jamais publiquement. Le dernier mouvement n'a pas été une exception. Cela n'étonne pas de la part du Parti de Gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon qui déclarait lors de la manifestation du 28 octobre « en ce moment, il y a trois règles à suivre : suivre les syndicats, suivre les syndicats, suivre les syndicats... », et cela au moment où ceux-ci avaient déjà arrêté d'impulser le mouvement pour mieux le canaliser et essayaient de l'arrêter par tous les moyens⁶. Quoique sans la servilité

[6] Effectivement, la réunion de l'Intersyndicale du 21/10 a été un point d'inflexion. C'est ce jour-là qu'a été décidé d'éloigner le plus possible la date des journées de mobilisation alors que c'était le moment le plus aigu de la lutte. Ni les secteurs à la tête des grèves reconductibles, ni les jeunes victimes de la répression, ni les actions de blocage, ne recevaient le soutien de l'Intersyndicale, ce qui revenait à laisser les actions les plus dures isolées et sans perspectives. Au contraire le communiqué de la réunion se désolidarisait de celles-ci en déclarant nécessaire d'assurer le respect « des biens et des personnes ». De ce point de vue l'Intersyndicale a donné indirectement le feu vert pour que, quelques heures après la réunion, on viole le droit à la grève à travers l'ordre illégal de réquisition des travailleurs et le déblocage violent de la part de la police dans la raffinerie de Grandpuits, l'un des référents de la grève. Postérieurement, la semaine d'après, les directions syndicales ont réussi à imposer le retour au travail dans des secteurs déterminants comme les raffineries de pétrole ou chez les éboueurs, tâche qui néanmoins ne leur a pas été facile. Pour ne donner que

des réformistes, la position du NPA ne se différencie pas dans l'essentiel de son attitude vis-à-vis des directions syndicales⁷. Interrogé par exemple par un journaliste le 23 septembre sur Europe 1 au sujet de la complicité ou non entre les grands syndicats et le pouvoir Exécutif Olivier Besancenot répondait « non, je ne parlerais pas de ça, il y a des divergences entre les organisations syndicales (...) comme entre les organisations politiques. Ceci étant, nous sommes tous d'accord sur une chose : pas touche à la retraite à 60 ans ». C'est-à-dire que le NPA se trouvait dans le même camp que Thibault et Chérèque. Ce positionnement s'est révélé tragique quand les directions syndicales ont tout fait pour enterrer le mouvement après le 21 octobre. Dans le communiqué du NPA du même jour, au lieu de dénoncer la trahison que signifiait le texte de l'Intersyndicale, la direction du parti disait que les « deux nouvelles journées de grève et mobilisation, le jeudi 28 octobre et le samedi 6 novembre (...) offrent de nouvelles perspectives de mobilisation dont il faut profiter », cautionnant ainsi la politique de démobilitation et d'épuisement des directions syndicales.

Cette attitude de l'extrême gauche n'est pas une orientation isolée ayant pour objectif de ne pas démoraliser l'avant-garde, un argument utilisé par la direction du NPA afin de ne pas critiquer les directions syndicales. Voyons ce que dit Lutte Ouvrière dans son bilan du mouvement, une fois celui-ci fini. LO rejette sur les travailleurs la responsabilité de la défaite revendicative. Ce serait la faute aux manifestants si le mouvement n'est pas allé plus loin, comme si les directions syndicales n'avaient fait que suivre les exigences des manifestants. « Il est puéril, souligne LO, [d']accuser l'absence d'appels dans ce sens [à la grève générale] de la part des confédérations syndicales. Celles-ci, en l'occurrence la CGT et la CFDT – car SUD et, dans un autre genre, FO étaient d'autant plus portées à des phrases radicales qu'elles n'avaient ni la force ni l'autorité nécessaires pour faire ce qu'elles prétendaient utile de faire – n'avaient évidemment nulle envie de mener une politique préparant la grève générale. Mais elles n'ont rien freiné non plus car, en l'occurrence, elles n'avaient rien à freiner. Mener le bras de fer avec Sarkozy au moyen de manifestations convenait parfaitement aux directions syndicales. Mais cela convenait également aux travailleurs. C'était là, encore une fois, les limites du

quelques exemples, les travailleurs des terminaux portuaires de Fos-Lavera ont fait 33 jours de grève, ne votant le retour au travail que le 27/10 ; dans la raffinerie de Donges du groupe Total, les bureaucraties ont dû imposer un vote à bulletin secret pour faire arrêter la grève le 28/10, ainsi que dans d'autres raffineries. Les éboueurs de Marseille ont eu la même réaction. Ils ont accepté en trainant des pieds l'ordre de FO d'arrêter la grève. C'est cette politique d'enterrement du mouvement social qui est responsable de la baisse du nombre de manifestants dans les journées du 28/10 et du 6/11 (sans même pas parler des ridicules actions multiformes du 23/11 décidées par l'Intersyndicale dans sa réunion du 8/11). En même temps le nombre de militants et de travailleurs organisés diminuait dans les Interpro, conséquence de la reprise du travail de la dans nombre de secteurs, etc.

[7] Pour être justes disons que la critique des directions syndicales est limitée à son journal, diffusé à très petite échelle, et disparaît purement et simplement dans les tracts distribués massivement. En d'autres termes, c'est parfaitement insuffisant.

mouvement⁸ ».

Au contraire de ce qu'affirme Lutte Ouvrière jamais autant de travailleurs n'étaient aussi convaincus de la nécessité de la grève générale ce qui a empêché que les directions syndicales n'appellent ouvertement à arrêter le mouvement comme cela avait été le cas en 2003. Avec une telle extrême gauche inutile de dire que jamais les trahisons des directions syndicales ne seront exposées devant les masses et l'avant-garde. C'est pourtant là un élément fondamental pour la clarification politique et le regroupement révolutionnaire. Trotsky préconisait une tout autre attitude en 1930, non seulement face à Jouhaux⁹, dirigeant de la CGT et qualifié par Trotsky « d'agent le plus corrompu et servile du capital », mais aussi contre son aile gauche : « La tâche du révolutionnaire honnête, surtout en France où les trahisons, restées sans châtiment sont innombrables, consiste à rappeler aux ouvriers l'expérience du passé, à tremper la jeunesse dans l'intransigeance, à répéter sans se lasser l'histoire de la trahison de la II Internationale et du syndicalisme français, à démasquer le rôle honteux joué non seulement par Jouhaux et Cie mais surtout par les syndicalistes français de « gauche », tels que Merrheim et Dumoulin. Celui qui n'accomplit pas cette tâche élémentaire envers la nouvelle génération se prive pour toujours du droit à la confiance révolutionnaire¹⁰ ».

Le pendant de l'absence de toute critique et dénonciation des directions syndicales est le manque de toute politique d'exigence à l'égard de celles-ci quand elles se trouvent à la tête d'une mobilisation pour mieux la contenir et en prévenir la radicalisation. C'est seulement une politique d'interpellation de la direction des confédérations syndicales au sujet des tâches et des pas à suivre lors d'un mouvement qui peut accélérer l'expérience dans l'action que font les masses, démasquant le rôle conciliateur des directions syndicales et ouvrant réellement le chemin vers une vraie grève générale politique. S'appuyer, comme excuse, sur l'argument selon lequel la grève générale ne se décrète pas ou qu'elle ne se matérialise pas par un simple appel des directions syndicales, ce qui est vrai, n'annule pas la nécessité de cette tactique qui surgit de l'application correcte d'une politique de front unique ouvrier face aux directions syndicales. Comme Trotsky lui-même ne se lassait pas de répéter par rapport aux stalinien qui pendant la troisième période refusaient d'interpeller les réformistes, retournons à l'ABC du marxisme : « Il y a dix ans, l'Internationale communiste expliquait ainsi le fond de la politique de front unique : le Parti communiste montre dans les faits aux masses et à leurs organisations, qu'il est prêt à lutter avec elles même pour les objectifs

[8] Lutte de Classes n° 131, « France - Un bilan du mouvement du 7 septembre », novembre 2010, www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/article/france-un-bilan-du-mouvement-du-7.

[9] JOUHAUX Léon (1870-1954). Dirigeant de la CGT à la tête de laquelle il a été de 1921 jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale. Syndicaliste social-patriote pendant la Première Guerre Mondiale. Il s'est opposé à la Révolution Russe. Pour Trotsky c'était la personnification de la collaboration de classe.

[10] L. TROTSKY, « Monatte a franchi le Rubicon », 05/12/1930.

les plus modestes, à condition qu'ils aillent dans le sens du développement historique du prolétariat ; le Parti communiste dans cette lutte tient compte, à chaque moment, de l'état d'esprit réel de la classe ; il s'adresse non seulement aux masses, mais aussi aux organisations dont la direction est reconnue par les masses ; **devant les masses, il oblige les organisations réformistes à prendre publiquement position sur les tâches réelles de la lutte des classes.** La politique de front unique accélère la prise de conscience révolutionnaire de la classe, en découvrant dans les faits que ce n'est pas la volonté de scission du Parti communiste, mais le sabotage conscient des chefs de la social-démocratie qui sape la lutte commune. Il est évident que ces idées n'ont en rien vieilli [sous-ligné par nous] »¹¹.

Cependant les directions de l'extrême gauche considèrent cette politique superflue, ce qui malheureusement ne contribue pas aucunement à former l'avant-garde. Cela est encore plus grave dans le cas du dernier mouvement, d'une part, parce que les syndicats se sont renforcés en même temps que celui-ci se développait et, d'autre part, parce que parallèlement à l'épuisement des journées d'action¹², une des formes qu'a utilisée la CGT pour canaliser les secteurs les plus radicalisés a été de laisser se tenir les actions les plus dures mais en empêchant que celles-ci puissent offrir une alternative globale à la politique de pression de l'Intersyndicale. Si les secteurs en grève reconductible et les différentes Interpro avaient utilisé toute leur autorité pour interpeller l'Intersyndicale « sur les tâches réelles de la lutte de classes », cela aurait été beaucoup plus difficile pour les bureaucraties de dévier et démobiliser la lutte. La politique et la tactique adoptées par l'extrême gauche n'ont en rien aidé¹³. Certaines Interpro, la plus avancée étant celle du Havre, ont essayé de s'orienter vers la centralisation du mouvement en exigeant une manifestation nationale à Paris tout en exigeant que l'Intersyndicale se transforme, en s'ouvrant aux représentants des assemblées interprofessionnelles¹⁴.

[11] L. TROTSKY, « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne: Problèmes vitaux du prolétariat allemand », 27/01/1932, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1932/01/320127f.htm

[12] Le 15/09 l'Assemblée Nationale votait la réforme des retraites, le Sénat faisait de même le 22 octobre et le 10 novembre Sarkozy promulguait la loi. Chaque fois l'Intersyndicale avait appelé à des journées d'action non le 15/9, mais le 23/9 ; non le jour du vote au Sénat, mais après le 28/10. Et enfin, comme corolaire de sa capitulation, elle a appelé à des « actions diverses » le 23/11 et non avant la promulgation de la loi.

[13] Au contraire l'absence de dénonciation et d'interpellation des directions syndicales s'accompagnait dans le NPA d'une absence de perspective de grève générale comme axe central d'orientation. Le mot d'ordre de grève générale a pu être le titre d'un numéro du journal (n° 72) et d'un tract (semaine du 5 octobre), mais il a disparu aux moments clés (« unes » des journaux suivants, tracts nationaux des 10 et surtout du 18 octobre). Lutte Ouvrière, avec une politique encore plus suiviste à l'égard des directions syndicales basée sur la caractérisation selon laquelle ces mobilisations se développent dans un contexte où le rapport de forces est défavorable pour les masses (une vision inchangée depuis 25 ans), est restée indifférente aux tournants de la situation et de la lutte de classes. Sur cette base LO a refusé de défendre le mot d'ordre de grève générale.

[14] « Contrairement à ce que disent le Medef et le gouvernement

Cependant cet appel est arrivé à un moment de reflux du mouvement et a été ignoré non seulement par l'Intersyndicale mais par toutes les formations politiques, y compris l'extrême gauche¹⁵.

Derrière ces orientations et tactiques des organisations d'extrême gauche se cache un conservatisme profond selon lequel on ne doit pas remettre en question la domination de la bureaucratie syndicale. Le fait que dans certains cas cette politique se camoufle derrière des arguments gauchistes ne peut occulter l'essentiel : la passivité et le manque de politique et de stratégies alternatives face à la tactique de pression sur les bureaucraties syndicales. Le refus d'interpeller les directions syndicales réformistes en est une preuve. Comme le disait Trotsky en 1932, « Le front unique s'étend-il seulement aux masses ouvrières ou inclut-il également les chefs opportunistes ? Le fait même de poser cette question est le fruit d'un malentendu. Si nous pouvions rassembler simplement les masses ouvrières autour de notre drapeau (...) sans passer par les organisations réformistes, partis ou syndicats, ce serait mieux évidemment. Mais alors, la question même du front unique ne se poserait pas sous sa forme actuelle. En dehors de toutes autres considérations, nous avons intérêt à attirer les réformistes hors de leurs repaires et à les placer à côté de nous, face aux masses combattantes. En appliquant cette tactique juste, nous ne pouvons qu'y gagner. Le communiste qui a des doutes ou des appréhensions sur ce point est semblable au nageur qui a adopté les thèses sur la meilleure façon de nager, mais qui n'ose pas se jeter à l'eau. En concluant un accord avec d'autres organisations, nous nous imposons, évidemment, une certaine discipline d'action. Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Au cas où les réformistes freinent la lutte au détriment évident du mouvement pour

Sarkozy, le mouvement n'est pas terminé. Partout dans le pays se multiplient les actions de blocage, les manifestations de rue, les réunions publiques. Il faut maintenant frapper fort et tous ensemble. Nous sommes prêts à tout mettre en œuvre pour que nous soyons des millions dans les rues de la capitale. Les organisations nationales doivent appeler à une manifestation nationale à Paris le samedi 13 novembre. Si cette démonstration de force pacifique et déterminée ne suffit pas, il faut que ce soir-là, les directions nationales des organisations syndicales réunissent à Paris des délégations de toutes les villes, des grandes entreprises du pays pour décider d'appeler à une journée de grève générale et à la reconduction du mouvement, jusqu'à ce que le gouvernement renonce à promulguer ou appliquer la loi et décide enfin d'ouvrir de véritables négociations ». « Appel national de l'AG Interprofessionnelle du Havre », *Le Havre de grève* n°16, 03/11/2010.

[15] Seules deux douzaines de militants de l'AG interprofessionnelle de Saint-Denis (au sein de laquelle les militants de la FT-Qi ont joué un rôle important) se sont rassemblés devant le siège de la CFE-CGC où se déroulait la réunion de l'Intersyndicale. Lors de l'AG du 15/10/2011 de l'Interpro de St-Denis une déclaration a été adoptée soulignant que « Notre mouvement monte en puissance et la perspective d'une grève générale est plus que jamais à l'ordre du jour. D'ailleurs, une majorité de travailleurs en France se prononcent favorables à cette perspective. Nous exigeons aux directions des confédérations syndicales de respecter le mandat qui leur est donné par les travailleurs et les jeunes de tous le pays, celui de poursuivre la mobilisation par le biais d'une grève générale jusqu'au retrait du projet de loi. D'autre part nous appelons tous les travailleurs et les jeunes à s'organiser en AG Interpro partout, et à ce qu'elles se coordonnent entre elles de façon à prendre en main le contrôle de notre lutte ».

contrebalancer la situation et l'état d'esprit des masses, nous conservons toujours, en tant qu'organisation indépendante, le droit de mener la lutte jusqu'au bout et sans nos demi-alliés temporaires. On ne peut voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes, qu'en se plaçant du point de vue du journaliste qui pense s'éloigner du réformisme, quand, sans sortir de sa salle de rédaction, il le critique toujours dans les mêmes termes, et qui craint de l'affronter devant les masses ouvrières et de donner à ces dernières la possibilité de juger les communistes et les réformistes dans des conditions d'égalité, celles de la lutte de masse. **Cette peur soi-disant révolutionnaire du « rapprochement » dissimule fondamentalement une passivité politique qui s'efforce de conserver un ordre des choses, où les communistes et les réformistes ont leurs sphères d'influence nettement délimitées, leurs habitués à leurs réunions, leur presse, et où tout cela crée l'illusion d'une lutte politique sérieuse**¹⁶ (souligné par nous) ».

Même des organisations plus audacieuses dans le mouvement comme l'Étincelle, Fraction de Lutte Ouvrière, ne comprennent pas ce problème politique fondamental. Dans leur revue parue mi-octobre, *Convergences Révolutionnaires*, ils soutenaient, au sujet de la politique des directions syndicales que « pour l'instant en tout cas, les confédérations syndicales, particulièrement la CGT, ont fait ce qu'il fallait. En veillant sans doute à tenir la situation bien en main et en évitant de donner l'objectif d'une grève générale avec l'excuse que celle-ci ne se déclenche pas sur un simple appel des confédérations, ce qui est vrai, même si elles étaient plus respectées et considérées par les travailleurs. Et, pour l'instant toujours, les travailleurs ont suivi. Elles peuvent demain maintenir le feu vert à la multiplication des grèves, y compris reconductibles, dans les entreprises ou les secteurs les plus déterminés, surtout si elles restent minoritaires, comme elles le sont au moment où nous écrivons, et surtout si ces entreprises et ces secteurs ne cherchent pas à faire la jonction entre eux, puis en entraîner d'autres, pour au final établir une organisation de la mobilisation qui émanerait de la base et davantage contrôlée par elle¹⁷. » Et de conclure pauvrement : « établir ces liaisons, ce réseau, cette organisation à travers les mobilisations telles qu'elles sont programmées et impulsés par les appareils serait d'ailleurs la première tâche de l'heure, plutôt que dénoncer on se sait quels retards pris par les confédérations dans cette mobilisation, alors que, à juste titre, ce n'est pas le sentiment des travailleurs contrairement à 2009 ou 2003¹⁸ ».

Ne jamais dénoncer, jamais. Nous sommes très loin de ce que soutenait Trotsky. Il définissait alors d'autres « catégories » de grève générale, entendues cette fois comme lutte de pression emmenée par la bureaucratie pour éviter que le combat ne se transforme en une lutte

sérieuse contre le gouvernement et le régime bourgeois, un peu à l'image de ce que nous avons vécu au cours de l'automne 2010. Trotsky soulignait ainsi que « nous devons également ajouter ce que Engels n'avait pas vu comme autre 'catégorie' de grève générale (...) : nous nous référons aux cas où la direction de la grève s'accorde en amont, c'est-à-dire, sans lutter, avec l'ennemi de classe sur quel sera l'objectif et le résultat de la grève. Dans des occasions déterminées les parlementaires et syndicalistes perçoivent la nécessité de fournir une soupape de sécurité pour la colère accumulée des masses **ou peuvent se voir obligés à accompagner une mobilisation qui les a dépassés**. Dans ces cas ils se présentent en cachette au gouvernement et reçoivent la permission de diriger la grève générale, avec l'obligation d'y mettre fin le plus rapidement possible sans causer de dommages à la propriété de l'Etat. Parfois, mais pas tout le temps, ils négocient quelques petites concessions qui leur servent de camouflage. C'est ce que fit le Conseil Général des syndicats britanniques (TUC) en 1926. C'est ce que fit Jouhaux en 1934. **C'est ce qu'ils feront dans le futur. Démasquer ces manœuvres méprisables sur le dos du prolétariat en lutte est une composante nécessaire à la préparation de la grève générale** (souligné par nous)¹⁹ ».

Cette composante nécessaire pour la préparation de la véritable grève générale est ignorée par les directions de l'extrême-gauche, que ce soit dans ses variantes les plus opportunistes avec un suivisme quelques fois absolument acritique ou dans ses variantes les plus à gauche, avec une seule politique d'auto-organisation qui, même si elle est plus louable que l'activité et l'orientation des premiers, est insuffisante pour faire échec à la politique des directions syndicales.

S'ÉMANCIPER DU « FÉTICHISME DE LA GRÈVE GÉNÉRALE » ?

Face aux limites auxquelles s'est heurté le mouvement de l'automne dernier et qu'il n'a pu dépasser, face à l'énorme obstacle qu'a représenté la stratégie de pression des directions syndicales ou la question du niveau d'(auto-) organisation, certains auteurs parlent d'un « fétichisme de la grève générale » qui aurait freiné le développement de la lutte. Ainsi, Philippe Corcuff, un de ces personnages réformistes radicaux qui pullulent au NPA, affirme qu'à côté « du fétichisme du légal, un autre fétichisme pourrait entraver le prolongement de l'actuel mouvement social: un fétichisme de « la grève générale », entendue en un sens trop étriqué comme un mot d'ordre passe-partout, indépendamment des circonstances. L'horizon de « la grève générale » est une très bonne chose si, face à la tendance à l'éparpillement des luttes, il élargit notre espace mental à des convergences souhaitables. S'il se présente comme une exigence de généralisation à partir d'expériences concrètes dans des situations concrètes, et pas comme un marteau qui s'abat dogmatiquement d'en haut. Mais

[16] L. TROTSKY, « La révolution allemande (...) », *art. cit.*

[17] « Les directions syndicales iront-elles jusqu'au bout ? », *Convergences Révolutionnaires*, 18/10/2010.

[18] Idem.

[19] L. Trotsky, Leon, « L'I.L.P. et la IVe Internationale (à mi-chemin) », 18/09/1935.

«la grève générale» perdrait de cette dynamique fort utile si on la comprenait comme un «modèle» à appliquer de manière rigide, sans tenir compte des caractéristiques de la situation. Si on considérait la généralisation de la grève à l'ensemble des salariés, des étudiants et des lycéens à un moment donné comme la seule modalité de construire un mouvement social convergent susceptible de remporter des victoires²⁰ ».

Ce n'était pourtant qu'une grève générale politique qui aurait été en mesure de mettre en échec le gouvernement de Sarkozy et son projet. Le capitalisme connaît une crise historique. La dépression économique en cours impose comme unique sortie à la bourgeoisie une attaque frontale contre les travailleurs. Qui peut croire qu'on pourra remporter une victoire sans un combat radical et conséquent, jusqu'au bout ? La vision développée par Corcuff est une simple illusion. Elle est redevable d'un fétichisme contraire, marqué par le cycle antérieur de la lutte des classes, c'est-à-dire, depuis 1995 (ou 1986), au début de la crise économique internationale. A ce moment-là, face à un relatif essor du capital ou encore à sa sortie, à sa manière, de la crise des années 1970, la bourgeoisie française a pu faire certaines concessions, surtout atténuer l'avancée de l'offensive néolibérale en fonction de la résistance qui lui opposaient les travailleurs. Cependant, la situation actuelle ne laisse pas la moindre marge de manœuvre et oblige au contraire le capital à des affrontements toujours plus décisifs. Le slogan « c'est eux, ou c'est nous » s'y fait de plus en plus concret. Dans ce cadre les « victoires » ou les « concessions » pourront seulement être le sous-produit de la lutte révolutionnaire, c'est-à-dire de la crainte de la bourgeoisie de tout perdre, comme en 1936 face au développement de la grève générale avec occupation des entreprises²¹. Corcuff malheureusement et, ce qui est beaucoup plus grave, de nombreuses équipes syndicales combattives, croient que nous pouvons faire céder le gouvernement sur quelques points comme en 1995 ou 2006 alors que seul un affrontement centralisé contre le gouvernement en mesure de le mettre complètement en échec peut nous permettre de remporter une victoire réelle.



[20] P. Corcuff, « Pour une guérilla sociale durable et pacifique », <http://www.npa2009.org/content/pour-une-guerilla-sociale-durable-et-pacifique-par-philippe-corcuff>, 14/10/2010.

[21] En perdant l'opportunité de prendre le pouvoir ces mêmes concessions furent ensuite arrachées par les gouvernements français postérieurs avant le début de la Seconde Guerre.

Une fois le chemin à la grève générale bloqué des stratégies alternatives que nous devons fuir comme la peste ont émergé. L'aspect réformiste de celles-ci était le reflet, au niveau des militants du mouvement, de la stratégie de l'Intersyndicale Nationale. Il s'agissait de trouver le « dénominateur commun », ce qui revenait à ce que les secteurs les plus radicaux se retrouvent à la remorque du tandem Thibault-Chérèque. C'est ce qu'exprime Corcuff dans le texte précédemment cité lorsqu'il soutient que selon lui « une tyrannie de la lettre de «la grève générale» pourrait contribuer à tuer l'esprit de «la grève générale»: 1) en nous enfermant dans un «tout ou rien» mortifère et à terme démobilisateur; 2) en nous poussant dans la voie de la déception plutôt que de celle du développement de l'enthousiasme; et 3) **en oubliant que la perspective de généralisation suppose au minimum de garder au sein de la mobilisation les secteurs les plus prudents et/ou les plus modérés** (souligné par nous)²² ».

Au lieu de chercher à ce que les secteurs de l'avant-garde aient une politique pour étendre la grève à l'ensemble des masses salariées Corcuff cherche à les subordonner aux secteurs les plus prudents et/ou les plus modérés. Sa seule « radicalité » s'exprime par le fait que « parmi les autres chemins possibles, il y aurait donc celui d'une guérilla sociale et citoyenne durable, un mouvement social protéiforme, dans le style du «Mai rampant» italien, associant des mobilisations localisées et professionnelles fortes avec des journées nationales de manifestations, des grèves et des manifestations, des grèves ponctuelles et des grèves reconductibles, des va-et-vient entre les deux, des paralysies partielles (SNCF, métro et transports collectifs urbains, raffineries et dépôts pétroliers, routiers, etc.), des grèves tournantes ou la répétition de grèves sporadiques limitant le coût de la grève sur les salariés, la constitution de caisses de solidarité en direction des secteurs engagés de manière la plus durable dans la grève reconductible, des liaisons inédites avec les milieux intellectuels et artistiques critiques pour amplifier la délégitimation du pouvoir sarkozyste, la promotion de passages entre combats revendicatifs et expériences alternatives (pourquoi des AMAP n'approvisionneraient-elles pas gratuitement des grévistes? pourquoi des universités populaires ne se déplaceraient-elles pas sur les lieux de grève en mettant à disposition des savoirs critiques? pourquoi des artistes alternatifs ne seraient-ils pas davantage présents dans les manifestations? etc. etc.), des actions moins massives mais plus spectaculaires sur d'autres fronts où la légitimité sarkozyste résiste davantage au sein de la population (racialisation, logique sécuritaire, etc.), etc. ²³ ».

Ainsi Corcuff, tout en délirant un peu, relaie certaines des nouveautés du mouvement de cet automne. Loin d'en marquer les limites pour les dépasser, il les absolutise, fait de nécessité vertu et finit par les transformer en une stratégie opposée à la grève générale entendue comme

[22] *Id.*

[23] *Id.*

affrontement centralisé contre le pouvoir et son Etat. Voilà donc apparaître ce qu'il appelle la « guérilla sociale ». Il n'est pas surprenant qu'il prenne comme modèle le « Mai rampant italien », c'est-à-dire un mouvement de soulèvement général mais sans aboutissement ou, en d'autres termes, une grève générale qui n'est pas allée à son terme.

Le mouvement est resté au niveau des prolégomènes d'une grève générale, avec des milliers d'activistes et des secteurs en grève qui ne se sont pas étendus à l'ensemble des travailleurs. Voilà cela qui permet à ces théories substitutionnistes de diluer le rôle dirigeant de la classe ouvrière en se basant sur l'extension du blocage comme méthode de lutte. Comme le disent trois spécialistes des mouvements sociaux et du syndicalisme, Sophie Bérout, Karel Yon et Mathieu Magnaudeix, « plus pratiquement, sur l'évolution des formes d'action, le trait marquant de ce mouvement, c'est la diffusion du registre du blocage et, dans une moindre mesure, des assemblées générales interprofessionnelles. Le thème du blocage n'a rien de nouveau, il est né avec le mouvement ouvrier, mais ce qui change, c'est qu'il s'autonomise du registre de la grève, c'est l'idée qu'on peut bloquer l'économie sans avoir recours à la grève. Une esthétique du blocage est portée par certains réseaux militants et intellectuels qui, en s'inspirant des idées de Toni Negri (philosophe italien, figure intellectuelle de la gauche des années de plomb, icône de l'altermondialisme, NDLR), y voient la preuve que la force politique agissante est désormais moins la classe ouvrière que la "multitude". Il n'est plus besoin d'être ouvrier pour arrêter l'économie: plutôt que de croiser les bras sur la chaîne, il s'agit de se poster aux carrefours stratégiques par où passent matériaux et marchandises pour entraver la circulation du capital. On peut être chômeur, étudiant, intermittent ou précaire et jouer un rôle politique décisif. C'est dans le cadre d'actions de ce type que se sont opérées des rencontres improbables. Jusqu'à maintenant, ces actions étaient plutôt rares et elles s'opéraient à l'écart des grandes organisations syndicales, sinon contre elles. Elles se sont multipliées pendant ce mouvement, impliquant divers réseaux syndicaux et politiques, faisant parfois jouer aux médias alternatifs locaux un rôle d'intermédiaire. (...) La pratique du blocage a dépassé les réseaux autonomes pour pénétrer, localement, les syndicats et les unions locales à travers de nouvelles générations de militants. Il est devenu moins naturel, dans les instances syndicales, de dénoncer ces pratiques comme "gauchistes". (...) Ce registre d'action a circulé parce qu'il avait fait ses preuves lors de mobilisations précédentes. En faisant de la grève un produit dérivé du blocage, cette tactique a permis de paralyser des secteurs sans faire payer à leurs salariés tout le coût de l'action. On l'avait expérimenté au moment de la LRU, où par endroits le blocage des facs par les étudiants avait permis aux universitaires mobilisés de surmonter l'apathie de leurs collègues. Dans ce mouvement, ça a été surtout un moyen d'intégrer dans la lutte des salariés qui ne pouvaient pas assumer de pertes de salaires, et parfois

même d'enclencher des dynamiques grévistes²⁴ ». L'utilité du blocage comme instrument dans le cadre d'une lutte généralisée est une évidence. Le mouvement de cet automne a connu une multitude d'exemples où les blocages ont joué un rôle important pour faire avancer la lutte. On songera aux blocages de voies ferrées qui empêchaient la circulation des trains étaient très bien reçus dans les assemblées de cheminots, aux blocages massifs de 600 salariés environ autour de l'aéroport et de la zone logistique de l'Eurocentre à Toulouse, aux initiatives prises autour des entreprises chimiques à Lyon, au blocage de l'usine de Peugeot à Mulhouse ou des dépôts de la RATP de Pleyel en Seine-Saint-Denis coordonné entre militants de l'Interpro et le secteur gréviste, aux actions qui cherchaient l'extension de la grève en se dirigeant aux autres travailleurs, au blocage du site des dépôts de carburants de Caen et Ouistreham par les travailleurs du port d'un impact incertain sur le manque de combustible mais qui redonnait le moral aux travailleurs des raffineries de Gonfreville, près du port du Havre. D'autres actions ont également permis aux secteurs les plus précarisés de relever la tête.

Mais l'idée du « blocage de l'économie » proposée par SUD et vociférée pendant quelques semaines par le NPA, projetée indépendamment de l'objectif de gagner les travailleurs à la grève et à la perspective de la grève générale ne pouvait mener qu'à des actions dispersées sans objectif et en finissant par user et démoraliser les activistes. Ce n'est pas un hasard si dans de nombreux cas ce type d'actions a été impulsé par les directions syndicales (ou qu'elles ont laissé faire) avec l'objectif de regagner la confiance de leur base qui avait critiqué leurs grèves sans continuité en 2009 et également afin d'occuper leurs militants et d'empêcher leur réflexion politique²⁵. Plus grave stratégiquement cette attitude peut créer l'illusion qu'il est possible de substituer l'action centralisée de la classe ouvrière par la seule paralysie de l'économie au lieu de mettre en question la propriété capitaliste. Seule la classe ouvrière et ses méthodes de luttes peuvent construire une véritable alliance de classes révolutionnaire contre la France des grandes fortunes et des actionnaires du CAC 40. Seul le prolétariat peut se diriger à d'autres secteurs sociaux qui interviennent avec leurs propres méthodes, comme c'est le cas des lycéens ou des travailleurs immigrés les plus précaires, afin de construire une alliance fondamentale pour mettre en échec le gouvernement. Les travailleurs doivent défendre à la fois les intérêts de tous les exploités, y compris des petits paysans, des pêcheurs, des petits artisans et commerçants, que la crise capitaliste conduit à la misère.

[24] S. Bérout, K. Yon et M. Magnaudeix « Et si le mouvement social était en train de rebondir? », Europe Solidaire Sans Frontières, 19/11/2010, www.europe-solidaire.org/spip.php?article19195

[25] Il est fondamental que les militants révolutionnaires luttent contre les tendances à l'activisme pour l'activisme en dehors de tout cadre de réflexion politique comme cela est parfois le cas de l'avant-garde en France, fruit d'une longue tradition politique et anarcho-syndicaliste.

Même s'il existe d'autres méthodes de lutte qui surgissent inévitablement surgissent de tout combat plus ou moins généralisée qui embrasse de larges secteurs sociaux opprimés, la clé est la classe ouvrière, seule capable de diriger ces secteurs vers un objectif commun. De là l'importance de lutter pour la perspective et la préparation de la grève générale.

LE CARACTÈRE RÉACTIONNAIRE DE L' « UNITÉ SYNDICALE » À TOUT PRIX



Une des caractéristiques des syndicats français est leur division en confédérations rivales depuis le début de la Guerre Froide. C'est un grand avantage pour la bourgeoisie, les organisations syndicales passent plus de temps à se disputer des cartes et des aires d'influence qu'à se consacrer à combattre le patronat et son Etat. Dans ce cadre une des caractéristiques centrales du mouvement passé est la durabilité de l'Intersyndicale. L'ampleur de la crise capitaliste est une des raisons de fond de cette nouveauté. Comme le disent les Bérout et Yon « nous avons vu émerger cette Intersyndicale durant le mouvement contre le Contrat Première Embauche, mais ce fut surtout les manifestations contre la crise qui leur donnèrent cette légitimité. C'est une nouveauté dans le paysage syndical français, marqué par les rivalités entre organisations²⁶ ». L'offensive capitaliste fait sentir à la base la nécessité de combattre de façon unifiée contre la bourgeoisie et son Etat, question qui pèse également sur les confédérations. A ces raisons élémentaires des raisons propres aux appareils syndicaux s'ajoutent, comme le souligne correctement L'Étincelle, le fait qu'ayant « accompagné tous les reculs qu'ont connu les travailleurs ces dernières décennies, la position des syndicats face au gouvernement et au patronat s'est affaiblie, ces derniers refusant de compenser leur perte d'influence par des avantages institutionnels donnés aux appareils. Le gouvernement ne cherche même pas à maintenir l'illusion de négociations. D'autre part, un ancien

dirigeant du CNPF (l'ancêtre du Medef), Yvon Gattaz, est allé jusqu'à remettre en cause l'existence des syndicats : 'De façon sociétale, les syndicats ont été nécessaires au XIXe siècle, utiles puis abusifs au XXe. Inutiles et nuisibles au XXIe, ils doivent disparaître', a-t-il écrit dans la revue *Commentaire*²⁷ ».

Sans aller jusque-là il est significatif que les syndicats, les « partenaires sociaux », n'aient pas été pris en compte par le gouvernement dans la négociation de la réforme des retraites et ce malgré les mobilisations massives qu'ils ont dirigé en exigeant dans leur grande majorité l'ouverture de négociations ainsi qu'une autre réforme. Comme l'écrit un journaliste de *Mediapart* : « Il n'est donc pas d'outrance à le dire : par la détestation qu'il affiche du dialogue social, par la volonté de passer en force qui est la marque de sa contre-réforme des retraites, Nicolas Sarkozy a réhabilité à sa façon la lutte des classes²⁸ ». Cette nouvelle unité atteinte ne signifie pas que la concurrence entre les confédérations soit suspendue mais que chacune d'entre elles avait différentes raisons de maintenir le cadre.

En effet, « deux faits majeurs expliquent ce phénomène de l'intersyndicale : la réforme de la représentativité syndicale qui se déploie depuis 2008 et la réorientation stratégique de la CGT, entamée dans les années 1990. En faisant de la représentativité syndicale un droit ascendant et évolutif, qui se conquiert à partir des résultats recueillis dans les élections d'entreprise, la réforme de 2008 a rendue obsolète la frontière qui opposait les cinq confédérations bénéficiant d'une représentativité « irréfragable » – CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC – aux autres organisations – UNSA, Solidaires, FSU. On saura en 2013 quelles organisations sont représentatives au plan national interprofessionnel. En attendant, il n'y a plus d'enjeu à plus ou moins fermer ou ouvrir le jeu. Cet aplanissement des conditions de la concurrence syndicale se manifeste déjà dans l'accès de Solidaires aux subventions prud'homales ou à certaines instances du « dialogue social » comme les conseils économiques, sociaux et environnementaux national et régionaux. Le mort saisissait le vif en 2009, et c'est au regard de rationalités antérieures qu'il devenait possible d'intégrer les organisations syndicales « non-représentatives » à l'intersyndicale. Ces dernières - la FSU, Solidaires, l'Unsa - étaient elles-mêmes soucieuses de ne pas se couper du cadre unitaire. En 2010, on assiste à une reconfiguration : le champ ne se partage plus entre organisations représentatives et non-représentatives, mais entre dominants et dominés dans le jeu syndical. Le changement de logique de représentativité est intégré et les organisations syndicales dominées s'accordent plus de liberté, celle-ci pouvant devenir une position distinctive. On le voit bien en particulier avec FO, dont la position est déstabilisée par la réforme – qui met fin à l'image des « trois grandes confédérations » – mais qui a les moyens de tenir une position autonome. Solidaires a de même pu

[26] Beroud, Sophie y Yon, Karel, « Automne 2010: anatomie d'un grand mouvement social », *ContreTemps*, 26/11/2010, www.contretemps.eu/interventions/automne-2010-anatomie-dun-grand-mouvement-social

[27] *Convergences Révolutionnaires*, art. cit.

[28] L. Mauduit, "Vive la sociale!", *Mediapart*, 05/10/2010, www.mediapart.fr/journal/france/051010/le-retour-de-la-sociale

s'autoriser une plus grande liberté en décidant de signer au coup par coup les déclarations de l'intersyndicale. Mais pour que l'intersyndicale existe, il fallait aussi que les organisations syndicales dominantes dans le champ en décident ainsi. La CFDT, après l'épisode traumatique de 2003, avait tout intérêt à éviter le cavalier seul. Mais c'est indéniablement la CGT qui porte avec le plus de volontarisme ce cadre unitaire. Elle l'inscrit en effet dans la perspective stratégique de ce que ses dirigeants appellent le « syndicalisme rassemblé » depuis maintenant la fin des années 1990. C'est le choix d'un cadre unitaire sans exclusive, mais dont l'axe privilégié repose sur la relation avec sa principale rivale, la CFDT. Cette stratégie semble ici porter ses fruits, avec une fragilité intrinsèque liée évidemment au positionnement de la CFDT²⁹ ».

Au début cette unité syndicale encouragea le développement du mouvement. En se basant sur le plus petit dénominateur commun elle évitait néanmoins de donner un programme unificateur à l'ensemble de la classe ouvrière avec des revendications claires sur les retraites comme les 37,5 années de cotisation ou la retraite à 60 ans à taux plein sans même parler du refus d'intégrer une autre série de revendications qui auraient permis l'entrée d'autres secteurs dans la grève comme l'augmentation des salaires, la répartition du temps de travail à salaire égal, la lutte contre toute précarisation, des revendications élémentaires qui auraient permis de souder l'unité ouvrière avec les secteurs les plus paupérisés de notre classe et de poursuivre plus profondément le mouvement. La nécessité d'un programme plus large qui prend en compte toutes les offensives et attaques dont souffre notre classe et la jeunesse populaire par est ce qui s'est manifesté ouvertement avec l'entrée explosive des lycéens dans le mouvement qui a donné à la lutte un caractère éminemment politique.

Bien qu'elle ait été contrainte d'aller plus loin qu'elle ne le voulait dans la mobilisation en organisant des actions de pression in extremis l'Intersyndicale a toujours été opposée à un affrontement ouvert avec le gouvernement de Sarkozy et sa réforme. Personne en son sein ne voulait en finir avec ce gouvernement de droite et moins encore avec son régime pourri de la V République duquel les directions syndicales dépendent. C'est ce qu'exprimait clairement la CFDT dès la fin octobre dans l'éventualité finale d'une promulgation de la loi : avec « cette promulgation, l'intersyndicale devra reconnaître que nous sommes dans une autre configuration, nous ne voulons pas aller à un questionnement de la légitimité parlementaire ni à un affrontement avec la Présidence de la République³⁰ ».

Ce n'est pas un hasard si ces directions dans leur majorité n'ont pas demandé le retrait de la réforme. Le caractère que les directions officielles ont imprimé au mouvement n'a pas échappé aux journaux bourgeois qui dépeignaient

clairement leur action. Un éditorial de *Libération* soulignait ainsi combien « il y a décidément quelque chose de changé dans le monde syndical. Officiellement, nous sommes dans un bras de fer. Le gouvernement annonce des concessions jugées mineures ; les syndicats appellent à une mobilisation plus forte. Ils prévoient une nouvelle manifestation nationale, appuyée par une grève d'une journée. Mais, en fait, la négociation continue. Etrange négociation, sans discussions directes ni contacts à ciel ouvert. Mais négociation tout de même. (...) Tout se passe comme si Bernard Thibault et François Chérèque jugeaient impossible une défaite du gouvernement en rase campagne³¹ ».

Mais cette politique de collaboration de classe connaît une inflexion supplémentaire lorsque le mouvement se radicalise et que l'Intersyndicale fait tout de son côté pour démonter le mouvement, en s'alignant clairement dans les faits sur les positions de Chérèque pour qui : « ceux qui veulent radicaliser le mouvement, appeler à la grève générale, souvent veulent rentrer dans une démarche politique, d'opposition globale avec le gouvernement. Or la force de ce mouvement, c'est qu'il n'est pas politique mais social. On a une force tranquille, utilisons cette force³² ». Cette profession de foi du leader de la CFDT se faisait en réalité durant la semaine la plus aigue de l'Automne français, quand les grèves reconductibles s'affirmaient, les blocages se multipliaient et le gouvernement craignait une pénurie de combustible. C'est en ce sens que le communiqué de l'Intersyndicale du 21 octobre est un véritable coup de poignard dans le dos du mouvement. Mais cette orientation, cette véritable trahison qui laissait beaucoup d'amertume, notamment au sein de la CGT, pressée par les secteurs les plus durs, l'Intersyndicale a tenté de la cacher en appelant à de nouvelles journées d'action, toujours plus espacées dans le temps en disant que la lutte continuait alors que, de fait, l'Intersyndicale faisait tout pour calmer les esprits des grévistes en reconductible et faire cesser les débrayages.

De façon assez incroyable les organisations syndicales dites combattives comme SUD-Solidaires et qui au cours des premières réunions ne signaient pas les communiqués qui ne se prononçaient pas pour le retrait de la loi et pour la grève générale, qui refusèrent de signer le communiqué scandaleux du 21 octobre n'ont pas rompu avec cette unité syndicale qui se transformait pourtant ouvertement en une force anti-grève. C'est ainsi que Sud-Solidaires adopta une position plus suiviste, couvrant la CGT sur sa gauche et finissant la signature des communiqués scandaleux du 4 et 8 novembre qui mettaient un point final au mouvement.

A ces syndicalistes combattifs il est bon de leur rappeler les leçons du Comité anglo-russe, c'est-à-dire, la grève

[29] S. Beroud et K. Yon, *art. cit.*

[30] Information rapide n°51, bulletin interne de la CFDT, 22/10/2010.

[31] L. Joffrin, « Concessions », *Libération*, 09/09/2010, www.liberation.fr/economie/01012289098-concessions

[32] F. Chérèque, Communiqué AFP publié dans *Le Figaro*, 23/09/2010, <http://ici.tf1.fr/economie/social/2010-09/mobilisation-les-syndicats-affichent-leur-optimisme-6076037.html>

générale anglaise de 1926 trahie par les réformistes couverts par la bureaucratie du Kremlin. C'est l'application opportuniste du front unique ou du maintien de l'unité syndicale à tout prix qui est à l'origine de cette défaite. Trotsky, expliquant le processus, disait que « dans les premiers stades du mouvement des masses, les réformistes évoluent à gauche dans l'espoir de conserver la direction. Puis, lorsque ce mouvement dépassant la limite des réformes, la masse ouvrière réclame la rupture ouverte de ses chefs avec la bourgeoisie, la majorité des réformistes changent brusquement de ton et de suiveurs apeurés qu'ils étaient, deviennent franchement briseurs de grève et traîtres. Toutefois une fraction d'entre eux — et souvent non des meilleurs — passent dans le camp de la révolution. Un accord momentané avec les réformistes, dans la phase précise où, sous la pression des événements ils se sentent contraints de faire un demi-pas en avant, peut devenir nécessaire. Mais cet accord doit prévoir implicitement la rupture nette et inévitable dès qu'ils font brusquement machine arrière. Les réformistes ne sont pas traîtres en ce sens qu'à tout moment et dans tous leurs actes ils exécutent les ordres formels de la bourgeoisie. S'il en était ainsi les réformistes n'auraient pas la moindre influence sur les ouvriers et dès lors la bourgeoisie n'aurait pas besoin d'eux³³ ».

Et en quoi consistait cette capitulation ? « L'erreur ne résidait pas tant dans un accord passager avec le conseil général qui, à l'époque, en 1926, adoptait des positions de gauche sous la pression des masses. L'erreur initiale a été d'avoir conclu ce bloc non sur la base de tâches déterminées et pratiques, accessibles à la compréhension de la masse ouvrière, mais sur la base de phrases pacifistes d'ordre général et de formules mensongèrement diplomatiques. La principale erreur, qui aboutit à la trahison de la grève de 1926, est de n'avoir pas su rompre immédiatement et franchement lorsque, retournant ses armes, le conseil général se transformait d'allié incertain en ennemi déclaré de la grève générale³⁴ ».

De cette manière les dirigeants de SUD renouent dans le meilleur des cas avec les mêmes limitations que Monatte, non pas le Monatte dirigeant du syndicalisme révolutionnaire d'avant la Première Guerre qui montrait son caractère révolutionnaire³⁵ mais celui qui, au milieu des

années 1920, alors que commençait la bureaucratisation du PCUS, revient à ses vieux démons, fait table rase du passé et de la Révolution d'Octobre et renoue avec son hostilité envers le parti révolutionnaire, confirmant ainsi ses préjugés anarcho-syndicalistes.

Si l'un de ces grands préjugés est l'autonomie syndicale, l'autre est l'unité syndicale. A ce sujet Trotsky soulignait que « non moins vide est l'autre principe sacré : l'unité. Au nom de celle-ci, Monatte s'est même élevé contre la dissolution du comité anglo-russe, bien que le conseil général des trade-unions britannique, eût brisé la grève générale. Le fait que Staline, Boukharine, Cachin, Monmousseau et autres aient soutenu le bloc avec les briseurs de grève jusqu'au moment où ces derniers les rejetèrent à coups de pied ne diminue certainement en rien la faute de Monatte. (...) Quand des grévistes se heurtent sur leur chemin à un groupe de briseurs de grève, ils les rejettent de leur sein sans leur épargner les horions. Si les briseurs de grève sont syndiqués, on les jette dehors immédiatement, sans se préoccuper du principe sacré de l'unité syndicale. A cela Monatte n'a certainement pas d'objections ? Mais l'affaire est tout autre quand il s'agit de la bureaucratie syndicale et de son sommet. Le conseil général n'est pas composé de briseurs de grève arriérés et affamés, non, ce sont des traîtres tout à fait expérimentés et repus, qui se sont trouvés à un moment donné dans la nécessité de se mettre à la tête de la grève générale pour la décapiter d'autant plus rapidement et sûrement. Ils agissaient la main dans la main avec le gouvernement, le patronat et l'Eglise. Il semblait que les chefs des syndicats russes, qui faisaient partie d'un bloc politique avec le conseil général, auraient dû immédiatement, ouvertement, implacablement rompre avec lui dès ce moment, à la face des masses trompées, trahies par lui. Mais Monatte se cabre farouchement : défense de troubler l'unité syndicale³⁶ ».

Dépasser les limites du syndicalisme, même dans ses variantes les plus à gauche, constitue un enjeu central pour construire un regroupement révolutionnaire de l'avant-garde qui soit à la hauteur des prochains affrontements de classe, certainement encore plus décisif.

COMMENT DÉPASSER LA DIVISION SYNDICALE À LA BASE ET IMPOSER UNE VÉRITABLE UNITÉ DE CEUX QUI LUTTENT ?

C'est ici que se fait sentir la centralité du comité d'usine au sens de comité constitué sur le lieu de travail par les travailleurs en lutte.

Face à l'unité très modérée constituée par en haut, à la division réelle à la base entre les différents syndicats et au fait qu'une majorité de travailleurs sont non-syndiqués l'unité de ceux qui luttent est un problème stratégique de la lutte révolutionnaire en France. Comment y

[33] L. Trotsky, « La «troisième période» d'erreurs de l'Internationale Communiste », 08/01/1930, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/01/300108_5.htm

[34] *Id.*

[35] « Monatte était anarcho-syndicaliste ; malgré cela, il m'était incomparablement plus proche que les guesdistes français qui jouaient un rôle lamentablement honteux. Les Cachin exploraient à cette époque les entrées de service des ministères de la III^e République et des ambassades alliées. En 1915, Monatte est sorti en claquant la porte de la commission administrative de la C. G. T. Son départ du centre syndical n'était au fond qu'une scission. Mais, à cette époque-là, Monatte croyait avec raison que les tâches historiques fondamentales du prolétariat sont à placer au-dessus de l'unité avec les chauvins et les laquais de l'impérialisme. C'est en cela précisément que Monatte fut fidèle aux meilleures traditions du syndicalisme révolutionnaire ». Voir L. Trotsky, « Les fautes fondamentales du syndicalisme », 21/10/1929, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1929/10/lt19291021.htm

htm
[36] *Id.*

parvenir ? Il n'y a pas d'autre solution dans le programme révolutionnaire que le comité d'usine (ou d'entreprise, etc.) auquel tous les syndicats doivent se subordonner, notamment aux décisions qui sont prises majoritairement sur le lieu de travail. Il faut créer la conscience que le syndicat qui divise les résolutions prise par la base est un traître et que l'alternative à la bureaucratie vient du (sans pour autant nier l'importance des autres tactiques dont nous avons parlé afin d'accélérer l'expérience en direction d'une véritable grève générale et de l'auto-organisation).

La formation de comités élus sur les lieux de travail et responsables devant les travailleurs, mandatés par eux, leur coordination inter-entreprises avec le reste des secteurs mobilisés, à niveau interprofessionnel ou non, pas), voilà la seule façon d'avancer en direction d'un double pouvoir, alternatif à celui de la bureaucratie syndicale. Formellement cette coordination existe quand il y a un front unique des syndicats même s'il ne met généralement en pratique que les résolutions des intersyndicales bureaucratiques. Pour aller au-delà des luttes de pression, c'est seulement une nouvelle politique et un nouvel état d'esprit chez les travailleurs qui permettent d'exiger que les syndicats se subordonnent aux décisions de la base. C'est uniquement à cette seule condition que l'on peut commencer à créer (en termes de bilan et de perspectives pour ce qui est de la période actuelle) un nouveau pouvoir alternatif qui discute la politique, les consignes, la stratégie et la tactique, c'est-à-dire de l'ensemble des aspects de la bagarre à mener.

Nous avons déjà mentionné comment au cours du dernier mouvement l'Interpro du Havre a été la plus avancée. Elle reflétait le moment de la montée en puissance de milliers de travailleurs en grève, y compris du secteur privé, avec ses bulletins et ses décisions largement suivies sur la ville. C'est ce qui a contraint y compris la CFDT à prendre part à l'Assemblée. Mais pour ne pas rompre avec la sacro-sainte unité syndicale l'Interpro havraise, la plus en pointe sur la lutte, n'a pas pu mener à bien son appel à une rencontre nationale des Interpro au moment le plus profond du mouvement de cet automne car la CFDT s'y opposait.

Le développement des Interpro a néanmoins été une des grandes nouveautés de ce mouvement. Elles ont exprimé une rupture avec le cadre corporatiste et l'isolement des luttes de ces dernières années. Leur faiblesse ont néanmoins été, dans bien des cas, leur cantonnement à une minorité active de travailleurs en grève ou à des secteurs significatifs en grève reconductible. La faible participation aux AG en comparaison avec d'autres mouvements a également été un obstacle au développement des comités de grève. Le ressort fondamental de cette situation est à chercher du côté de la politique des directions syndicales de ne pas s'affronter ouvertement avec la pression de la base ni avec les actions des secteurs les plus radicalisés, ce qui n'a pas paradoxalement poussé par réaction au développement d'organismes d'auto-organisation.

Mais le problème de la formation de véritables organismes

d'auto-organisation, plus aigu en France au vu de la division syndicale qui rend plus difficile son développement, n'est pas seulement un problème national mais celui du mouvement ouvrier mondial. Cette question ressurgit à chaque étape avancée de la lutte des classes. Nous nous souvenons de ce que Trotsky suggérait en 1935 à propos des Comités d'action du Front Populaire comme moyen de dépasser et de liquider le Front Populaire lui-même par l'action prolétarienne unifiée et indépendante. Comment concevait-il ces comités d'action ? « Il ne s'agit pas, selon Trotsky, d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte³⁷ ». Il soulignait en même temps que : « l'énorme danger en France actuellement consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée par à coups successifs dans des explosions isolées, comme à Toulon, à Brest, à Limoges, finisse par faire place à l'apathie », ajoutant que « Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir³⁸ ». En parlant des partis réformistes, comme la SFIO ou le PCF, qui à ce moment-là avaient beaucoup de forces dans le mouvement ouvrier, Trotsky soutenait qu'au cours des « élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens. Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité, avec entière liberté pour les partis et les fractions de s'y grouper. Les comités d'action, par rapport aux partis, peuvent être considérés comme des parlements révolutionnaires : les partis ne sont pas exclus, bien au contraire puisqu'ils sont supposés nécessaires ; mais en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris³⁹ ».

Ce raisonnement aujourd'hui nous pouvons non seulement l'étendre aux petites organisations réformistes qui existent dans la France comme le PCF ou le PG mais aussi aux organisations d'extrême-gauche et aux syndicats qui sont, de fait, les principales organisations réformistes dans le mouvement ouvrier.

En conclusion les Comités d'usine, par lieu de travail, qui comme le souligne le Programme de Transition ne regroupent seulement qu'une minorité de travailleurs pendant les périodes normales (voire n'existent pas du tout étant donnée la concurrence entre les différents syndicats), se transforment en la seule structure, au cours des moments les plus conflictuels de la lutte de classes,

[37] L. Trotsky, « Front Populaire et Comités d'action », 26/11/1936, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1935/11/l19351126.htm

[38] *Id.*

[39] *Id.*

capable d'offrir un cadre à l'ensemble des travailleurs, à établir des connexions avec les quartiers et les villes, à s'appuyer sur la base afin de favoriser le surgissement de conseils ouvriers. Sans ces différentes structures il est impossible d'avancer vers une véritable grève générale et encore pour de construire une alternative révolutionnaire. « Des tâches telles que la préparation de la grève générale, resteront sur le papier si la masse ne s'attelle pas elle-même à la lutte, par des organes responsables. Seuls ces comités d'action nés de la lutte peuvent réaliser la véritable milice, comptant non des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Seuls les comités d'action couvrant les principaux centres du pays pourront choisir le moment de passer à des méthodes de lutte plus décidées, dont la direction leur appartiendra de droit⁴⁰ ».

L'ADAPTATION AU LÉGALISME ET LE PACIFISME APRÈS DES ANNÉES DE DÉMOCRATIE BOURGEOISE

L'exacerbation de la lutte des classes signifie aussi l'exacerbation des méthodes de résistance de la part du capital. Ainsi la récente grève des camionneurs en Grèce a été arrêtée par le gouvernement par l'envoi de l'armée et afin d'assurer le ravitaillement en carburants des aéroports, des centrales électriques et autres installations. On a pu voire les mêmes tendances avec les réquisitions en France des raffineurs ou des éboueurs durant l'Automne ou dernièrement encore avec la déclaration de l'état d'urgence face à la grève sauvage des contrôleurs aériens dans l'Etat espagnol, avec des colonels prenant le commandement des tours de contrôle des aéroports civils et les travailleurs risquant le délit de désobéissance s'ils refusaient de travailler. Et tout cela sous la couverture de la démocratie bourgeoise !

Face à ce bond en avant de la répression qui n'écarte pas l'utilisation de groupes d'extrême-droite ou identitaires si les actions ouvrières se radicalisent, la classe ouvrière ne peut rester prise une nouvelle fois au dépourvu. Il est fondamental de rompre avec les vieilles idées légalistes héritées des temps routiniers de la lutte des classes qui se sont développées depuis la déviation du processus révolutionnaire ouvert en 1968 et se sont affirmées plus encore au cours de l'offensive néolibérale, l'époque de la « restauration bourgeoise ».

Ce légalisme est inhérent aux directions syndicales comme l'exprime le communiqué du 21 octobre, demandant de veiller sur le « respect des biens et des personnes » alors que l'Etat envoyait des CRS ouvrir les dépôts et les raffineries en grève. Comme le souligne François Chesnais « c'est cette orientation que le dirigeant CGT dans le groupe Total, Charles Foulard a appliquée lors du début de grève à la raffinerie la plus proche de Paris à Grandpuits en Seine-et-Marne. En attendant que son intervention soit analysée soigneusement, on retiendra que lors de l'ordre de réquisition avec le Préfet, **il a cherché à garder le face-**

à-face sur le terrain purement juridique. Lorsque les CRS ont forcé l'entrée, les journalistes ont noté qu'il a tout fait pour que la résistance des piquets ne soit pas trop forte. A Grandpuits, où la direction CGT a gardé un degré de contrôle qu'elle a perdu au moins un moment ailleurs, il y a un degré d'affrontement très différent de celui à autres sites, notamment celui de Donges où les heurts ont été violents et une forme de guérilla autour de la raffinerie et des dépôts s'est étendue sur plusieurs jours. C'est le Charles Foulard qui déclarait le 29 octobre 2009, au moment où Total annonçait qu'aucun jour de grève ne serait payé dans un site quelconque, que les syndicats avaient « gagné la bataille des idées, les argumentations des syndicats sur la possibilité d'avoir une autre réforme, notamment sur le financement, ayant été entendues (souligné par nous) »⁴¹.

Contre ce légalisme qui peut être mortel pour les nouveaux combats qui s'annoncent nous devrions rappeler la nécessité de la violence face à toute la mascarade légaliste de la bourgeoisie contre les grévistes et les travailleurs en lutte sans même parler des idées ridicules véhiculées par un Philippe Corcuff lorsqu'il affirme que la « guérilla sociale et citoyenne » doit être pacifique⁴². Comme le disait Trotsky à propos de la Troisième République, surgie de l'écrasement de la Commune, « toute l'histoire de la (...) République, au lendemain de la Commune, montre que cette Commune fut non seulement le désarmement physique du prolétariat, mais son désarmement moral. L'atmosphère même, l'opinion publique bourgeoise ont pour tâche d'infecter la mentalité de la classe prolétarienne par l'hypnose de la légalité. La légalité, c'est la couverture de la violence brutale de la bourgeoisie⁴³ ». Nous pourrions répéter la même chose à propos de la V République qui s'est consolidée après l'échec du processus ouvert par Mai 1968.

Face aux mesures ouvertement répressives que la bourgeoisie n'hésitera pas à mettre en place le moment venu face aux nouveaux mouvements de lutte et de grève nous devons suivre au pied de la lettre les conseils du *Programme de Transition*. « **Les piquets de grève sont les**

[41] F. Chesnais, « Après la journée d'action du 28 octobre », www.labreche.ch, 01/11/2010, <http://alencontre.org/?p=677>

[42] Même s'il déclare : « La constitution d'un mouvement pacifique préservant l'intégrité des personnes n'implique pas de se priver d'actions symboliques contre des biens (du type démontages de McDonald's ou pourquoi pas de banques, fauchages d'OGM, etc.) » (*double sic*) « Une telle orientation pacifique d'une guérilla sociale et citoyenne durable exprimerait alors stratégiquement et tactiquement trois dimensions au moins: 1) le sécuritaire constituant encore un point fort de légitimité du pouvoir sarkozyste, il faut s'efforcer de lui ôter de la légitimité et pas de lui en donner en plus; 2) la violence, en l'état, constitue un facteur diviseur dans le mouvement, susceptible d'éloigner certains secteurs plutôt que d'élargir son assise; et 3) contrairement à la marchandisation capitaliste des humains, il faut montrer dans nos actions mêmes que nous établissons une distinction impérative entre les objets et les personnes. » Sans commentaires. P. Corcuff, « Pour une guérilla sociale durable et pacifique », <http://www.npa2009.org/content/pour-une-guerilla-sociale-durable-et-pacifique-par-philippe-corcuff>, 14/10/2010.

[43] L. Trotsky, « Discours prononcé lors de la session du 2 mars 1922 de l'Exécutif de l'Internationale Communiste », <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1922/03/lt19220302.htm>

[40] *Id.*

cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. Il faut former pratiquement des détachements d'autodéfense partout où c'est possible, à commencer par les organisations de jeunes, et les entraîner au maniement des armes. La nouvelle vague du mouvement des masses doit servir, non seulement à accroître le nombre de ces détachements, mais encore à les unifier, par quartiers, par villes, par régions. Il faut donner une expression organisée à la haine légitime des ouvriers pour les jaunes et les bandes de gangsters et de fascistes. Il faut lancer le mot d'ordre de la milice ouvrière, comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrières. **C'est seulement grâce à un travail systématique, constant, inlassable, courageux, dans l'agitation et la propagande, toujours en relation avec l'expérience des masses elles-mêmes, qu'on peut extirper de leur conscience les traditions de docilité et de passivité** ; éduquer des détachements de combattants héroïques, capables de donner l'exemple à tous les travailleurs; infliger une série de défaites tactiques aux bandes de la contre-révolution; accroître la confiance en eux-mêmes des exploités et des opprimés; discréditer le fascisme aux yeux de la petite-bourgeoisie et frayer la voie à la conquête du pouvoir par le prolétariat. (souligné par nous)⁴⁴ ».

Remarquons aussi que la « milice en tant qu'organe solide de l'avant-garde c'est le moyen le plus sûr contre les aventures, contre le terrorisme individuel, contre les explosions sanglantes spontanées ». Tout cela est fondamental pour canaliser de façon révolutionnaire la colère accumulée des lycéens et des jeunes de banlieues qui ont été une composante de la mobilisation au cours du dernier mouvement et dont la haine envers l'ensemble des institutions de l'Etat tend à donner lieu à des émeutes urbaines, comme nous l'avons déjà vu en 2005, isolées du reste des secteurs de la société.

LA RÉOUVERTURE DE LA DISCUSSION SUR LA QUESTION DU POUVOIR À LA FAVEUR DU MOUVEMENT DE CET AUTOMNE

La lutte de l'automne dernier a rouvert, par son ampleur, le débat stratégique au sein du NPA sur le rôle de la grève générale et la question du pouvoir qui sont absents de ses principes fondateurs. Le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (Plateforme 4) est la seule plateforme dans le NPA qui critique cet aspect fondamental en exigeant que le prochain congrès définisse cette question centrale sans laquelle la « transformation révolutionnaire de la société » n'est qu'une jolie phrase sans contenu.

Ainsi, Samy Joshua, contre « l'hypothèse de la grève générale », estime que « c'est vrai que beaucoup de camarades penchent pour cette option, et la prennent comme une seule question d'application : sachant que la grève générale est notre hypothèse stratégique - non pas pour gagner des luttes, là tout le monde peut en convenir, sous la forme du mouvement d'ensemble pour le moins - mais pour la prise du pouvoir, comment la faire advenir ? Or il n'existe pas un seul exemple de révolution réussie (pas un seul, c'est pas un seul) qui ait ce modèle. Pas la Commune et pas plus la Révolution d'Octobre ni les mouvements de collectivisation en Catalogne des années 30. Et je ne parle que de l'Europe... Quand la grève générale est convoquée, c'est toujours comme élément d'un ensemble, et pas toujours le principal (aucun appel à la grève générale en Octobre 17) ». Pour lui c'est-là une faiblesse de cette hypothèse stratégique. Il ajoute également que « la réponse la plus connue à ce problème est l'existence non seulement de luttes auto-organisées, mais d'un double pouvoir, comme les soviets en 17, qui peut alors postuler à être 'le répondant' (ou du moins que des partis peuvent défendre comme tels). Mais c'est rare, et en plus en France les expériences d'auto-organisation durables sont exceptionnelles dans le dernier siècle⁴⁵ ».

Dans ces quelques phrases se concentre toute la désorientation stratégique de l'actuelle majorité du NPA. Qu'est-ce qu'une grève générale, non dans le sens d'une manifestation de protestation, mais une grève politique révolutionnaire au sens plein du terme ? Dans *Où va la France* ? Trtsky disait que « l'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat. Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ? Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie: les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela

[44] Trotsky, Léon, *Le Programme de Transition et la fondation de la IV Internationale*, <http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran10.html>

[45] S. JOSHUA, « Que le débat commence! », www.npa13.org, 05/11/2010.

même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme⁴⁶ ».

Comme nous le voyons, l'importance de la grève générale c'est qu'elle pose la question du pouvoir mais cela ne veut pas dire qu'elle la résout. Et alors, dirait, Joshua, face à la prise du pouvoir, comment la concrétiser ? Le problème du pouvoir ne peut être résolu que par la préparation de l'insurrection. C'est pour cela que Trotsky dans d'autres écrits définit la grève générale comme le prélude de l'insurrection armée. « Une (...) grève de protestation, souligne-t-il, ne constitue pas encore une véritable politique révolutionnaire et ne peut lui être utile que comme une sorte de répétition. Quant à la grève politique révolutionnaire proprement dite, elle doit constituer, somme toute, l'avant-dernier acte de la lutte pour la conquête du pouvoir. Paralyant tous les rouages de l'État capitaliste, la grève générale pose en fait et brutalement : « Qui est maître ici ? » Et le problème ainsi posé ne peut désormais se résoudre que par la force armée. De sorte qu'une grève révolutionnaire qui ne mène pas à un soulèvement armé se termine coûte que coûte par la défaite du prolétariat. Voilà pourquoi les paroles de Molotov concernant la grève générale politique et révolutionnaire et les « formes supérieures de combat » ne peuvent signifier — si elles signifient quelque chose — que ceci : simultanément et dans le monde entier, la situation révolutionnaire est à tel point mûre qu'elle place tous les partis communistes, au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, **devant la tâche d'une grève générale en tant que prologue d'un soulèvement armé également général** (sous-ligné par nous)⁴⁷ ».

En d'autres termes jamais la grève générale ne résout la question du pouvoir. Si celle-ci ne débouche pas sur l'insurrection armée, alors elle débouche sur une défaite. Samy Joshua semble, d'une certaine façon revenir honnêtement sur l'objection que Trotsky faisait au vieux et renégat Karl Kautsky, ce dernier comme Joshua étant prisonnier d'une conception anarcho-réformiste de la grève générale. Polémiquant durement contre Kautsky Trotsky disait qu'il « a fallu, on le voit, la guerre et toute une série de révolutions, pour qu'on puisse jeter un coup d'œil sous la boîte crânienne de certains théoriciens et savoir ce qui s'y passait. Nous le savons désormais : Kautsky ne pensait pas que l'on pût écarter les Romanov ou les Hohenzollern du pouvoir par la persuasion; mais il s'imaginait tout à fait sérieusement qu'une monarchie militaire pouvait être renversée par une grève générale - c'est-à-dire par la manifestation pacifique des bras croisés. En dépit de l'expérience russe de 1905 et de la discussion mondiale qui s'ensuivit, Kautsky a donc, on le voit, conservé sur la grève générale son point de vue anarcho-réformiste. Nous pourrions lui rappeler que son propre journal, la *Neue Zeit*, démontrait, voici une douzaine d'années, que la grève générale n'est

qu'une mobilisation du prolétariat opposée aux forces ennemies du pouvoir d'État, et qu'elle ne peut par elle-même résoudre la question, car elle épuise les forces du prolétariat plus vite que celles de son adversaire, ce qui contraint tôt ou tard les ouvriers à reprendre le travail. La grève générale ne peut avoir d'influence décisive que si elle est le prélude d'un conflit entre le prolétariat et la force armée de l'ennemi, c'est-à-dire d'une insurrection. Le prolétariat ne peut trancher le problème du pouvoir, problème fondamental de toute révolution, qu'en brisant la volonté de l'armée qu'on lui oppose. La grève générale entraîne des deux côtés la mobilisation et permet une première appréciation sérieuse des forces de résistance de la contre-révolution, mais seuls les développements ultérieurs de la lutte, après le passage à l'insurrection armée, déterminent le prix de sang que doit coûter au prolétariat la conquête du pouvoir. Mais qu'il faille payer avec du sang, que dans sa lutte pour conquérir le pouvoir et le conserver, le prolétariat doive savoir mourir et savoir tuer, de cela nul révolutionnaire véritable n'a jamais douté. Déclarer que le fait de la plus âpre lutte du prolétariat et de la bourgeoisie, une lutte à mort, « prend toute l'évolution à rebours », c'est tout simplement montrer que les têtes de certains idéologues respectés ne sont que des chambres obscures - *camera obscura* - dans lesquelles les choses apparaissent à l'envers⁴⁸ ».

Mais pour justifier son manque de stratégie pour résoudre la question du pouvoir de façon révolutionnaire Joshua enfonce le clou en affirmant que les expériences d'auto-organisation ont été exceptionnelles au siècle dernier. Par conséquent la possibilité pour que surgisse un contre-pouvoir, c'est-à-dire un organe de l'insurrection et du futur pouvoir qui soit l'aboutissement de la grève générale est presque nulle. Commençons par dire que, à la différence de Joshua, Lénine voyait une relation entre les soviets et la grève générale, définissant les premiers comme « *des organes de la lutte directe des masses. Ils ont été créés comme des organes de lutte par la grève. Sous la pression de la nécessité, ils sont rapidement devenus des organes de lutte révolutionnaire générale contre le gouvernement. Ils se sont trouvés irrésistiblement transformés, par la suite des événements - la grève devenant un soulèvement - en organes insurrectionnels.* (sous ligné par nous) »⁴⁹. Mais en même temps disons qu'à la différence de Joshua qui voit si difficile et si exceptionnel le surgissement des organes d'auto-organisation Trotsky — sans faire aucun fétichisme des formes soviétiques — voyait cela comme une tendance de toute lutte révolutionnaire. Ainsi, à la lumière de ce qui s'était passé en Allemagne en 1923 Trotsky considérait que, malgré l'existence d'une situation propice les soviets n'avaient pas surgi à cause de la faillite des directions du mouvement ouvrier mais « grâce à la pression de la base, **les comités de base ont occupé en soi dans le mouvement ouvrier allemand, durant l'automne 1923, la place des soviets** (sous-ligné

[46] L. TROTSKY *Encore une fois, où va la France ?*, mars 1935 (<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf33.htm>).

[47] L. TROTSKY, « La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste », 8 janvier 1930.

[48] L. TROTSKY, *Terrorisme et communisme*, 1920 (http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/t_c/t_c_4.htm).

[49] V. Lenin, « La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat », mi-juillet 1906.

par nous) »⁵⁰. Il envisageait même qu'en Angleterre « les syndicats anglais [puissent] être un puissant levier de la révolution prolétarienne ; dans certaines conditions et pour une certaine période, [puissent] même remplacer les soviets ouvriers (sous-ligné par nous) »⁵¹. Cela ne s'est pas produit dans en Grande-Bretagne mais ça a été le cas en Bolivie en 1952 ou en Pologne 1981. Plus haut nous avons mentionné comment il suggérait aussi que ces formes d'auto-organisation puissent surgir y compris des comités d'action du Front Populaire... en France même ! Comme nous le voyons, pour Trotsky les voies que peut prendre l'auto-organisation avaient « plusieurs » formes.

Mais alors pourquoi les formes d'auto-organisation ont-elles été exceptionnelles au siècle dernier comme l'affirme Joshua ? Joshua ne prend pas le soin de répondre à cette question. C'est un fait, une preuve de plus que la lutte pour la dictature du prolétariat ne l'intéresse vraiment pas. Au contraire, cette soi-disant « exceptionnalité » n'est pas le résultat de la lutte de classes. D'ailleurs, dans la lutte de classes le surgissement d'organisations larges de combat des masses est une tendance naturelle de tout processus révolutionnaire comme l'ont démontré des dizaines de révolutions ouvrières héroïques défaites, déviées ou qui ont tout au plus donné lieu à des Etats ouvriers affreusement déformés. On doit imputer cette « exceptionnalité » à l'opposition acharnée des directions contre-révolutionnaires, fondamentalement le stalinisme et la social-démocratie, face à toute tendance à l'auto-organisation des masses. C'est que la bourgeoisie et ses agents au sein du mouvement ouvrier ont tiré leurs leçons contre-révolutionnaires de la Révolution Russe et ont liquidé les révolutions du premier Après-guerre (où les conseils ouvriers ont surgit partout) en isolant l'URSS de cette façon. La contre-révolution au sein du mouvement ouvrier a parfois directement comme cinquième colonne. Ça a été le cas du stalinisme lors du Mai catalan de 1937 qui a désarmé les milices et a liquidé le meilleur de l'avant-garde espagnole. Après la Seconde Guerre Mondiale de laquelle le stalinisme est sorti renforcé en se transformant en co-garant de l'ordre mondial de Yalta, Moscou a reproduit à grande échelle « l'expérience espagnole », en devenant le plus grand ennemi de toute tendance à l'auto-organisation. Pour voir que cette soi-disant exception est le résultat du rôle contre-révolutionnaire joué par les grands appareils du mouvement ouvrier et que c'est précisément cela qui a constitué une véritable « norme » et non l'absence de tendances à l'auto-organisation, il suffit de se rappeler, pour ne parler que de quelques cas, les processus où sont apparus des embryons d'organes de type soviétiste dans les Etats ouvriers, écrasés par le stalinisme : l'Allemagne en 1953, la Hongrie en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968, la Pologne dans les années 1980-82. On pourrait également songer au rôle du PC chilien boycottant les Cordons Industriels en 1973.

Que dire donc de cette absence d'imagination sur les formes que pourrait prendre l'auto-organisation de Joshua dans une étape historique dans laquelle l'appareil stalinien mondial a disparu et la social-démocratie, dans son évolution vers le social-libéralisme, s'est affaiblie qualitativement en tant que médiation face au mouvement ouvrier ? N'est-il pas presque certain que si un processus révolutionnaire profond venait à éclater en France la bourgeoisie n'aurait probablement pas des représentants suffisamment importants pour dévier et démoraliser les masses de l'intérieur comme cela a été le cas pendant le XX siècle lors des convulsions révolutionnaires de 1936, 1945 ou de Mai 1968 ? Comme disait Trotsky une des grandes différences entre la Révolution russe et la Révolution française de 1936 a été la force plus grande des Kerensky français en plus de l'absence d'un parti révolutionnaire comme le Parti Bolchévique. Mais Joshua (et l'actuelle majorité du NPA) « oublie » cela car sa vraie « hypothèse stratégique » se trouve ailleurs. Comme le soulignait Claudia Cinatti dans « Quel parti pour quelle stratégie ? Eléments de critique des « fronts antilibéraux » et des « partis larges anticapitalistes », « dans le débat stratégique ouvert aujourd'hui au sein de la LCR, l'ensemble des tendances et des courants partagent un élément en commun : selon ces courants internes, la validité historique de l'hypothèse de la « grève générale insurrectionnelle » est remise en question par la clôture de l'ère ouverte par la Révolution d'octobre, la « guerre populaire prolongée » incarnée quant à elle par des organisations gauchistes telles que la Fraction Armée Rouge (RAF) allemande ou les Brigades Rouges (BR) italiennes ayant également démontré son impuissance dans les pays capitalistes avancés. Si auparavant la LCR oscillait entre deux hypothèses de révolution armée –de matrice insurrectionnelle ou guérillériste-, la Ligue résout aujourd'hui à sa manière ce dilemme en considérant ces deux hypothèses comme périmées et en glissant vers une stratégie électoraliste et parlementaire pour laquelle catastrophe économique et sociale et, subsidiairement, irruption violente sur la scène sociale et politique du prolétariat et des classes subalternes, ont disparu. C'est uniquement de la sorte qu'il est possible d'expliquer « l'illusion » de la LCR dans la démocratie bourgeoise alors que l'organisation ne peut pas même compter sur une représentation institutionnelle consistante et encore moins parlementaire à la différence de la vieille social-démocratie allemande qui éléction après éléction renforçait son poids au Parlement. Si la direction de la LCR considère que les formes d'émergence du double pouvoir et ses caractéristiques sont hautement imprévisibles (l'hypothèse stratégique), il semble qu'elle considère que la seule concrétude possible réside dans le fait que les institutions du régime démocratique bourgeois sont appelées à jouer un rôle central dans l'émergence de ce double pouvoir⁵² ».

[50] L. Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, 1928, www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ical/ical0.html.

[51] *Ibid.*

[52] CINATTI Claudia, « Quel parti pour quelle stratégie ? Eléments de critique des « fronts antilibéraux » et des « partis larges anticapitalistes », in *Stratégie Internationale* n° 7, mai 2010, p. 53 (http://www.ft-ci.org/IMG/pdf/Strategie_Internationale_7_-2010.pdf).

La théorie de la lutte pour la « démocratie jusqu'au bout », un « double pouvoir » citoyen surgi des institutions de la démocratie bourgeoise, ne peut créer qu'un parti destiné à occuper un espace électoral réformiste de gauche et pour qui il n'y a pas de place pour la lutte de classes dans les calculs politiques. Ce n'est donc pas un hasard si le NPA est arrivé aussi mal préparé au dernier mouvement.

IL FAUT QUE LA NOUVELLE GÉNÉRATION D'OUVRIERS ET DE JEUNES COMBATIFS S'ORGANISE AU SEIN D'UN PARTI PROLÉTARIEN RÉVOLUTIONNAIRE

Une fois de plus la classe ouvrière en France a fait preuve de sa détermination, de sa créativité et de sa volonté à lutter. Ce n'est pas cela ce qui a manqué pour gagner. Le principal responsable de la défaite revendicative a été le rôle de la bureaucratie syndicale liée au régime. Malheureusement les partis d'extrême gauche sont arrivés mal préparés au rendez-vous. L'absence d'un vrai parti prolétarien et révolutionnaire est le grand avantage de la bourgeoisie dans la période qui s'ouvre : un nouveau cycle de lutte de classes, prolégomène d'une situation prérévolutionnaire (ou d'une situation de transition vers celle-ci), où ceux d'en haut, forcés par l'ampleur de la crise, ne peuvent plus continuer à gouverner comme avant et ceux d'en bas, face à l'attaque sur toute la ligne contre leurs acquis, commencent à dire « assez ! », timidement, à tâtons, sans avoir conscience d'où aller, mais « assez ! » en définitive. Tirer les enseignements de ce qui s'est passé est la condition sine qua non pour faire les premiers pas pour construire ce parti.



Malheureusement les directions d'extrême gauche n'ont pas profité de l'école de guerre de la période antérieure pour la formation de cadres révolutionnaires. Durant le dernier cycle de luttes qui est allé de 1995 au début de la crise économique les directions d'extrême gauche n'ont non seulement pas été à la hauteur des luttes des travailleurs et des autres secteurs populaires mais n'ont pas non plus contribué à combler la brèche existante entre la combativité persistante des fractions les plus avancées de la classe ouvrière et le manque de confiance stratégique dans ses objectifs de lutte et plus encore ses objectifs historiques. Cette incapacité à faire murir

une couche d'ouvriers et étudiants révolutionnaires se préparant pour jouer un rôle central dans les combats à venir, loin de conduire les organisations d'extrême gauche à une critique révolutionnaire de leur attitude, les a poussés à une révision des objectifs ou des « hypothèses stratégiques » à la baisse. Cela a approfondi non seulement leur déclin théorique, politique et programmatique et la « misère stratégique » dont ils sont porteurs. Cela a également favorisé leur adaptation à une pratique d'occupation d'espaces syndicaux et électoraux au sein du régime démocratique bourgeois. Pire encore, dans certains cas, le travail au sein de la classe ouvrière a été abandonné car on le considère comme un des secteurs parmi tant d'autres capable de mener à « une transformation révolutionnaire de la société ». Voilà quelle a été l'involution du NPA et que « le retour de la classe ouvrière » n'a fait que mettre à la lumière du jour. C'est un fait qu'aujourd'hui toutes les plateformes doivent reconnaître^[53]. Il est fondamental de réviser le programme, la stratégie et le type de parti à construire. Les leçons que nous tirons dans ces pages montrent dans quel sens nous le faisons comme partie prenante de la Plateforme 4 pour le prochain congrès du NPA.

Certains courants du NPA, les plus droitiers, à l'image de la Plateforme 3, considèrent que c'est déjà trop tard, que face au développement des événements nous sommes trop petits et que par conséquent non seulement nous devons construire un parti anticapitaliste large mais faire un pas supplémentaire et nous fusionner avec les nouveaux réformistes du PG. Ce désespoir opportuniste est rarement de bon conseil. Voyons ce que Trotsky écrivait, dans une situation encore plus grave et dramatique, comme celle de France à la fin de 1935, après la défaite historique du prolétariat le plus puissant d'Europe avec la victoire d'Hitler en 1933 en Allemagne : « on répète qu'entre le fascisme et nous, c'est une course de vitesse. Mais il faut bien analyser le contenu de cette formule du point de vue du parti révolutionnaire. Saurions-nous donner aux masses une armature révolutionnaire avant que le fascisme ne les écrase ? Ce serait absurde de croire que nous aurons suffisamment de temps pour créer un parti omnipotent qui pourrait éliminer toutes les autres organisations avant les conflits décisifs avec le fascisme ou avant le déclenchement de la guerre ; mais il est tout à fait possible, dans un bref délai les événements aidant de gagner les larges masses non à notre programme, non à la IV^e Internationale, mais à ces comités d'action. Et, une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire. Dans un comité d'action, Pivert^[54] par exemple, serait forcé à tenir un langage totalement différent aux balbutiements de la Gauche Révolutionnaire. L'autorité et l'influence d'éléments courageux, décidés et lucides seraient

[53] Comme l'affirme Samy Joshua lui-même : « ...en ce qui concerne le NPA, il faudrait déjà s'interroger sur les raisons qui ont conduit au départ du parti de militants d'entreprises industrielles ». « Que le débat commence ! », www.npa13.org, 05/11/2010.

[54] Le Mélenchon de l'époque ? Toutes les comparaisons sont mauvaises, certaines analogies peuvent offrir quelques pistes de réflexion.

décuplés tout de toute. Il ne s'agit pas ici d'une question banale. Il s'agit d'une question de vie ou de mort⁵⁵ ».

Nous répétons contre les Samy Joshua ou les opportunistes déclarés de la Plateforme 3 : c'est dans la construction de ces organismes représentatifs des masses que réside, pour Trotsky dans les années 1930 comme pour nous dans les luttes à venir, la clé de la situation et la possibilité de faire un pas décisif pour gagner les masses. Mais pour cela il faut suivre un chemin inverse à celui que propose la Plateforme 3, abandonner tout raccourci opportuniste et avancer réellement vers un parti prolétarien révolutionnaire qui ait pour objectif la prise du pouvoir à travers l'insurrection des masses auto-organisées dirigées par une « Etat-major » révolutionnaire.

Mais la construction de ce parti n'est pas seulement une tâche dévolue aux meilleurs éléments regroupés dans les organisations d'extrême gauche. C'est également une tâche qui incombe aux meilleurs activistes qui aujourd'hui militent dans les différentes variantes du syndicalisme combatif. Ceux-ci préfèrent généralement l'activité syndicale face aux traits opportunistes qu'ils voient dans les organisations d'extrême gauche. C'est ainsi que se répètent, mais comme dans une farce, les rapports entre les dirigeants opportunistes du PCF et les syndicalistes révolutionnaires en dehors du parti. Rappelons cette anecdote que racontait Trotsky sur les préjugés « antiparti » des syndicalistes révolutionnaires : « Quand le parti socialiste français devint le parti communiste, il m'arriva maintes fois de m'entretenir avec Lénine du lourd héritage que l'Internationale avait reçu en la personne de chefs du genre Cachin, Frossard et autres héros de la Ligue des droits de l'homme, de francs-maçons, de parlementaires, de carriéristes et de bavards. Voici une de ces conversations que j'ai déjà reproduite dans la presse, si je ne me trompe – 'Il serait bon, me disait Lénine, de chasser toutes ces girouettes et d'attirer dans le parti les syndicalistes révolutionnaires, les ouvriers combattifs, des gens qui soient vraiment dévoués à la cause de la classe ouvrière. Et Monatte ? - Monatte serait naturellement dix fois mieux que Cachin et ses semblables, lui ai je répondu. Seulement, Monatte non seulement continue de nier l'action parlementaire, mais encore n'a pas compris jusqu'à présent la signification du parti'. Lénine fut consterné : 'Pas possible ! Il n'a pas compris la signification du parti, après la révolution d'Octobre ? C'est un symptôme très inquiétant'⁵⁶ ».

Les syndicalistes combattifs d'aujourd'hui, adaptés à des années de démocratie bourgeoise, n'ont pas encore donné des dirigeants de la taille de Monatte ou Rosmer mais reproduisent beaucoup de leurs préjugés par rapport à la nécessité de construire un vrai parti révolutionnaire. Il est bon de se rappeler de ce point de vue de l'insuffisance

des moyens syndicaux pour vaincre la domination de la bourgeoisie. Comme disait Trotsky : « La bourgeoisie, représentée par son Etat, s'appuie sur l'Armée. Seule l'insurrection armée, mettant le prolétariat face à face avec l'Armée, donne aux éléments contre-révolutionnaires des coups mortels et permet de gagner la meilleure partie de l'Armée : seule l'insurrection armée du prolétariat est capable de le rendre maître de la situation du pays. Mais pour le succès de l'insurrection il faut une préparation énergique et acharnée : préparation dans l'organisation et préparation technique. Il faut dénoncer à tout moment les crimes de la bourgeoisie dans tous les domaines de la vie sociale : politique internationale, atrocités coloniales, despotisme interne de l'oligarchie capitaliste, bassesses de la presse bourgeoise, voilà les matériaux d'un réquisitoire réellement révolutionnaire duquel il faut tirer toutes les conséquences révolutionnaires. Ceci étant dit ces thèmes dépassent le cadre des organisations syndicales et leur rôle. Parallèlement à cette préparation, il faudra procéder à la création de points d'appui organisationnels pour l'insurrection du prolétariat. Dans chaque syndicat local, dans chaque usine, dans chaque atelier il doit y avoir un groupe d'ouvriers liés par une idée commune et capables dans les moments décisifs, par leur décision unanime, d'entraîner les masses avec eux, de leur montrer le chemin correct, de les préserver des erreurs et les assurer de la victoire »⁵⁷.

Le mouvement de l'automne en France est un signal d'alarme face au conservatisme de l'extrême gauche et à l'activisme sans stratégie du syndicalisme combatif, des caractéristiques largement partagés par les militants et militantes en France. Nombreux sont ceux et celles qui agissent sur ces deux terrains mais dissocient leur pratique militante, comme s'il s'agissait de deux secteurs parfaitement distincts. C'est en ce sens que nous nous devons de défendre la perspective d'un programme, d'une stratégie et d'un parti qui soit à la hauteur de la guerre que nous a déclaré le capital.

[55] Lettre de Trotsky à Jean Rous, novembre 1935, citée par N. Braun (E. Wolf) dans la brochure de 1936 *L'organe de masse*, p.44.

[56] TROTSKY Léon, « Les fautes fondamentales du syndicalisme », 21 octobre 1929 (<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1929/10/lt19291021.htm>).

[57] L. Trotsky, « Pour un parti communiste. Lettre de Léon Trotsky à un syndicaliste français » [lettre dirigée à Pierre Monatte, emprisonné à l'époque à La Santé], publié dans *Bulletin Communiste* n°46, 02/12/1920, www.bibnumcermtri.fr/IMG/pdf/1er_annee_no46_2_decembre_1920.pdf.

UN NOUVEAU "PRINTEMPS DES PEUPLES"

Claudia Cinatti, 27 février 2011

2011 a commencé avec une vague de soulèvements et de mobilisations ouvrières et populaires. Même si l'épicentre du mouvement de masses se trouve dans le monde arabe et musulman, où sont en cours plusieurs processus révolutionnaires, il commence à avoir des répercussions dans d'autres régions de la planète, bien que pour l'instant cela s'exprime par des actions moins profondes et radicales. Avec le précédent de la grève générale en Guadeloupe en 2009, les mobilisations et les grèves en Grèce en 2010 et la résistance des travailleurs et des lycéens en France contre la réforme des retraites de Sarkozy, cette vague de luttes semble annoncer le début d'un nouveau cycle ascendant de la lutte de classes sur un fond de crise économique internationale qui dure depuis trois ans déjà.

Le tourbillon de la mobilisation des masses dans le monde arabe et musulman

Un rappel des principaux événements montre le rythme vertigineux qu'a pris l'irruption des masses arabes.

Tunisie, 17 décembre 2010. Un jeune diplômé qui gagnait sa vie en vendant des fruits dans la rue, décide de s'immoler par le feu pour protester contre la situation de misère à laquelle le gouvernement de Ben Ali le condamnait, lui comme la plupart des jeunes, des travailleurs et des chômeurs. Ce fait tragique a déclenché un mouvement ouvrier et populaire qui, le 14 janvier 2011 a fait tomber Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans, avec le soutien de la France, ancienne puissance coloniale et principal partenaire commercial, et celui des USA qui appréciaient ses services dans « la guerre contre le terrorisme ». La chute de Ben Ali n'a pas suffi à calmer la situation : dimanche 20 février des milliers de tunisiens se sont mobilisés à nouveau pour exiger la chute du « gouvernement de transition », dirigé par Mohammed Ganouchi, et la convocation d'une Assemblée Constituante.

Le processus tunisien a déclenché une vague révolutionnaire qui s'est étendue au reste du Nord de l'Afrique, à la péninsule arabe et au monde musulman. Les rues du Yémen, de la Jordanie, du Bahreïn, du Maroc, de l'Algérie, se remplissent de jeunes, de travailleurs, de femmes, de pauvres des villes, de chômeurs qui demandent la fin des régimes despotiques –dictatures ou monarchies... Ces régimes qui, pendant des décennies, ont maintenu d'une main de fer des conditions d'oppression des plus brutales, qui ont permis d'imposer des privatisations, des ajustements structurels et la précarité au travail, pour le bénéfice des élites locales et des grandes entreprises multinationales impérialistes.

Egypte, 25 janvier 2011. Des millions de personnes, pour la plupart des jeunes, sans emploi ou aux salaires de misère, descendent dans les rues du Caire, d'Alexandrie et d'autres villes du pays pour exiger la démission d'Hosni Moubarak, l'un des principaux alliés des USA et d'Israël, au pouvoir depuis 1981. Le dictateur résiste. Les manifestants restent sur la Place Tahrir. L'Armée réussit à préserver son prestige en ne réprimant pas les manifestants, et au même moment négocie avec Moubarak et le gouvernement d'Obama une issue à la dictature qui ne concède pas une victoire aux masses. Alors que les mobilisations continuent et que l'Armée se tient à la marge sans réprimer, Moubarak essaye de se maintenir au pouvoir face à la pression des masses. C'est alors qu'une imposante vague de grèves paralyse les principaux secteurs de l'économie, accélérant la chute de Moubarak qui tombe le 11 février. L'Armée, qui était un élément central du régime resté intact comme principal soutien de l'Etat, prend le pouvoir. Des secteurs importants des classes moyennes semblent se satisfaire des promesses de libertés démocratiques faites par la junte militaire, mais les travailleurs, motivés par la victoire obtenue, prolongent les grèves, défiant l'interdiction des grèves et des réunions syndicales que le gouvernement militaire essayait d'imposer. Etant parvenus à faire fuir le dictateur, ils réclament maintenant des meilleurs salaires et conditions de vie, la liberté syndicale, et exigent que les directeurs d'entreprises désignés par Moubarak s'en aillent à leur tour. Le processus reste encore ouvert : il existe la possibilité que l'Armée, en s'appuyant sur l'impérialisme, la bourgeoisie locale et ses variantes politiques, réussisse la « transition » et impose une « réaction démocratique » ; mais il est aussi possible que la dynamique de l'affrontement avec la classe ouvrière propulse à nouveau de larges secteurs des masses dans la lutte. Il se peut également que la junte militaire, qui s'est attelée à la rédaction d'une nouvelle constitution sans aucune participation des masses, cède finalement très peu et que cela pousse à nouveau les masses dans les rues.

Yémen, 28 janvier. A Sanaa, la capitale du pays, et dans d'autres grandes villes, des dizaines de milliers de personnes exigent la démission d'Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 33 ans. Cette mobilisation est la première d'une longue série : malgré la répression du régime, les mobilisations se multiplient. Les raisons de la lutte contre la dictature yéménite sont profondes. En 1978, Saleh a pris le pouvoir de ce qui était à l'époque le Yémen du Nord et, en 1990 après la réunification capitaliste du pays, il est resté le président de la République du Yémen. Cet allié des USA et de la monarchie saoudienne mène depuis des années une guerre sale contre la population chiite du nord et contre un mouvement séparatiste dans le sud. Il

dirige le pays le plus pauvre du monde arabe où presque la moitié de la population vit dans la misère et où le chômage atteint 35% de la population. Cependant, ce petit pays a une importance stratégique pour les USA qui mènent des actions militaires dissimulées sur son territoire, en pourchassant soi-disant des combattants d'Al Qaeda, et essayent d'organiser un changement de gouvernement pour y voir figurer des leaders oppositionnels proches de leurs intérêts.

Lybie, 15 février. La répression contre une manifestation anti-gouvernementale dans la ville de Benghazi, à l'est du pays, a déclenché un soulèvement insurrectionnel local contre le régime de Kadhafi. Les forces de sécurité sont passées du côté des manifestants qui n'ont pas seulement pris les armes mais se sont emparés de la ville. Mais quand les mobilisations sont arrivées à Tripoli, capitale et centre du pouvoir de Kadhafi, la répression a été brutale. Des avions ont bombardé des quartiers entiers et tiré sur des manifestants. En seulement quelques jours la répression a provoqué des centaines, voire des milliers de morts et de personnes disparues. Kadhafi, un colonel prétendument « tiers-mondiste » devenu néolibéral, ami de Bush, Blair et Berlusconi, qui se maintient au pouvoir depuis 1969, tirant profit pour lui et son clan familial d'une grande partie de l'importante rente pétrolière, a décidé de résister par la force des balles. Sans aucun doute, par le degré de violence de la répression du régime et par la radicalité du soulèvement, il s'agit du processus le plus aigu, présentant d'importants éléments de décomposition de l'Etat, ce qui ouvre la perspective d'une guerre civile au résultat incertain ou même d'une situation de chaos avec des affrontements intertribaux, dans un pays qui est le douzième exportateur mondial de pétrole. Les puissances impérialistes, qui dans les dernières décennies ont fait de bonnes affaires avec Kadhafi, se sont rangées du côté de l'opposition au dictateur – sauf l'Italie qui a d'importants intérêts communs avec son ancienne colonie – espérant ainsi que sa chute ouvre d'autres opportunités pour leurs intérêts, à condition que l'on évite le scénario de désintégration et de chaos. On ne peut pas non plus écarter la possibilité que l'on utilise cette dernière perspective pour déployer une force liée à l'OTAN.

De leur côté, les militaires égyptiens, qui doivent gérer leur propre « transition », s'inquiètent de la situation incontrôlable que la division de l'Armée libyenne a engendré dans le Nord de l'Afrique. C'est pour cela qu'ils continueront à soutenir Kadhafi.

Le soulèvement de la Libye a mis à nu les gouvernements « bolivariens » qui se sont alignés à la défense du dictateur, comme l'a fait Daniel Ortega, ou se sont tus face au massacre, comme c'est le cas de Chavez. Fidel Castro a même justifié l'attitude de Kadhafi au nom d'une supposée « résistance à l'impérialisme ».

Bahreïn, 16 février. Les forces de sécurité ouvrent le feu contre une manifestation qui, inspirée de l'exemple de la Tunisie et de l'Egypte, demandait des meilleures conditions de vie, ce qui a coûté la vie à deux manifestants. Ce petit

pays, qui compte 70% de chiites et 30% de sunnites, est gouverné depuis la fin du 18e siècle par une dynastie monarchique sunnite liée à l'Arabie Saoudite. Le moteur de la rébellion est la marginalisation de la majorité chiite – qui représente le gros de la classe ouvrière du pays – des structures du pouvoir politique. Bien que son poids démographique et politique soit inférieur, la crise au Bahreïn peut avoir des conséquences inattendues pour l'impérialisme et la monarchie saoudienne. Bahreïn est le siège du Quartier Général de la cinquième flotte des marins américains, indispensable pour l'opération des forces d'occupation en Irak. En outre, cette crise peut inspirer la population chiite d'Arabie Saoudite qui se concentre dans les provinces pétrolières de l'Est. En à peine quelques semaines cette irruption explosive du mouvement des masses dans le Nord de l'Afrique et dans la péninsule arabique, motorisée par les effets de la crise économique mondiale –notamment la hausse des prix des aliments – et la haine des régimes dictatoriaux et pro-impérialistes, semble avoir stimulé la résistance au-delà des frontières de cette région.

Les mobilisations commencent à s'étendre à d'autres régions de la planète

A Oaxaca, Mexique, est réapparu le spectre de la Commune de 2006. Les instituteurs sont descendus à nouveau dans les rues pour protester contre une mesure du président Calderon qui bénéficie à l'enseignement privé. Le 15 février, unis à d'autres secteurs populaires, ils se sont affrontés pendant 7 heures avec la police, puis le lendemain ont fait une grève et une mobilisation massives pour déplorer la répression et exiger la démission des fonctionnaires publics.

En Bolivie les travailleurs et les secteurs populaires ont participé massivement à la journée de manifestation convoquée par la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) le 18 février, contre les effets de l'inflation de la tentative ratée du « gasolinazo » d'Evo Morales et pour la hausse des salaires. Bien que le rôle de la COB soit de canaliser la population pour éviter une montée de la lutte, il s'agit d'une confirmation du fait que le mécontentement face aux mesures antipopulaires du gouvernement du MAS tend à s'exprimer activement avec la mobilisation des masses.

Même aux USA, où la scène politique était accaparée par la montée de l'extrême droite regroupée autour du Tea Party, l'offensive du gouverneur républicain du Wisconsin, Scott Walker, qui prétend liquider le rôle des syndicats des employés publics dans les négociations collectives, a déclenché une réponse importante de la part des travailleurs du secteur public et des enseignants, qui se sont mobilisés par dizaines de milliers avec des étudiants, engageant des actions de solidarité dans plusieurs Etats le 23 février. Bien que la direction des syndicats et le parti Démocrate jouent un rôle de contention du mouvement, il s'agit d'un symptôme non négligeable qui annonce

peut-être l'éveil de la classe ouvrière américaine, très frappée par la crise économique et qui souffre d'un fort recul depuis les années 1980.

Au moment où sont écrites ces lignes, en Grèce les travailleurs et la jeunesse sont redescendus dans les rues pour lutter contre l'austérité imposée par l'Union Européenne et le FMI, s'affrontant durement avec la police anti-émeute à Athènes.

Ces actions pratiquement simultanées de la lutte de classes pas vu le jour depuis longtemps. Ces événements ont déjà commencé à se répercuter sur l'économie. En effet, le processus dans le monde arabe et musulman provoque la hausse du prix du pétrole et d'autres matières premières comme le blé. Le destin de la Libye, important fournisseur de pétrole pour plusieurs puissances de l'Union Européenne, attise la crainte des marchés internationaux d'une hausse incontrôlable du prix du brut, provoquant de nouvelles conséquences dans la crise économique internationale. En outre, de par l'importance de la région pour les intérêts géopolitiques des USA, la perte d'alliés fondamentaux comme Moubarak pourrait aggraver la crise d'hégémonie des USA.

Au début d'une nouvelle période

Après 30 ans de restauration bourgeoise, nous vivons les premières étapes d'une nouvelle période historique où les masses reviennent sur le devant de la scène, bien qu'avec des contours et portées encore indéfinis.

Les analogies historiques, bien qu'imparfaites par définition, sont d'une grande utilité pour analyser les nouveaux processus. Dans ce sens, nous avons utilisé l'analogie avec la restauration bourbonnienne pour comprendre la signification profonde de la contre-révolution néolibérale. Bien qu'aucun processus historique ne se répète, la vague actuelle peut être comparée avec le dénommé « printemps des peuples ». Historiquement, on a connu sous le nom de « printemps des peuples » la vague révolutionnaire qui a commencé en France en février 1848 et qui rapidement s'est répandue en Prusse et dans de nombreuses régions allemandes, dans l'Empire autrichien, en Hongrie qui était à l'époque sous sa domination, en Pologne, en Italie et dans d'autres peuples d'Europe centrale, dans le cadre de la crise économique qui avait éclaté en 1946. Cette vague inégale, qui avait commencé à être contenue avec la fin de la crise économique en 1850, et s'est achevée avec le processus en cours en Allemagne cette même année et l'auto-coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte en France le 2 décembre 1851.

La limite de cette analogie historique est qu'à la différence des événements du 19e siècle, ce nouveau « printemps des peuples » se déroule à l'époque impérialiste, en période de crise, de guerres et de révolutions. Nous ne sommes pas non plus à l'époque où le prolétariat moderne a fait sa

première grande irruption révolutionnaire (comme l'a été l'insurrection de juin 1848 en France), mais nous sommes dotés d'une classe ouvrière qui a déjà fait l'expérience de la révolution et de la contre-révolution au cours du 20e siècle.

Cependant, nous préférons une analogie avec cette période, qui a signifié la fin de la période de restauration qu'avait ouvert la chute de Napoléon en 1815, plutôt qu'avec celle initiée par 1968 la montée commencée en 1968, car cette dernière a compté avec une plus grande centralité prolétarienne et n'a pas été précédée d'une longue période de recul des masses. Le processus actuel porte le poids de trois décennies de restauration bourgeoise, ce que l'on ne peut pas ne pas prendre en compte pour comprendre que le cycle de lutte de classes ouvert sera sans doute compliqué mais en même temps difficile à contenir puisqu'il a lieu dans le cadre d'une crise économique capitaliste. En 1968, où de même les jeunes ont été les protagonistes, bien qu'avec la présence dans plusieurs pays d'une importante avant-garde radicalisée forgée dans la lutte contre la guerre au Vietnam, bien que le boom économique de l'après-guerre continuait (la crise ne commencera qu'en 1973), et alors qu'aujourd'hui, même si les capitalistes ont réussi à éviter la dépression au prix de l'endettement colossal des Etats, la crise en cours est plus profonde que celle des années 70.

La lutte pour construire une direction révolutionnaire

Les puissances impérialistes ont été au début prises de surprise par les événements qui ont frappé leurs alliés et agents les plus importants comme Ben Ali pour la France ou Moubarak pour les USA. L'hypocrisie impérialiste a été clairement mise à nu, discréditant encore plus le discours sur la défense des « droits de l'Homme ». Pendant plus de 30 ans, les USA, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne parmi d'autres, ont soutenu des régimes dictatoriaux brutaux, de Moubarak à la monarchie saoudienne.

Maintenant que la surprise initiale est passée, la politique d'Obama et des pays impérialistes de l'UE est celle d'essayer de préserver le plus possible les régimes contestés par les masses en même temps qu'ils se présentent, sur le plan du discours, comme étant du côté des manifestants pour essayer d'imposer des « transitions pactées » en cherchant à ce que leurs positions géopolitiques et leurs affaires ne soient pas affectées. En ce qui concerne l'Egypte, cela implique en premier lieu que les accords avec l'Israël et la soumission politique aux besoins des américains soient maintenus. A partir de là, on observera dans les semaines et les mois à venir si l'on avance, dans le monde arabo-musulman, vers des processus où les travailleurs et les masses exploités réussiront à imposer leurs demandes et à se libérer de la domination impérialiste et de ses partenaires locaux, ou si ceux-ci réussiront à contenir le mécontentement populaire, auquel cas la chute des régimes dictatoriaux

ne donnera naissance qu'à des régimes plus ou moins démocratiques-bourgeois mais qui ne mettront pas en question l'essentiel de l'ordre impérialiste, comme cela a été le cas en Amérique latine (bien qu'à la différence de cette région, on ne vient pas de défaites historiques comme l'ont été les coups d'Etat contre-révolutionnaires qui ont écrasé la montée ouvrière des années 70). L'élément à l'encontre de cette perspective est le fait que l'on est dans un contexte de crise capitaliste mondiale qui rend difficile de faire des concessions suffisantes pour réussir à désamorcer les mobilisations ouvrières et populaires. En outre, le caractère autocratique de la plupart des régimes limite considérablement les médiations politiques favorables à l'impérialisme. Quant au mouvement ouvrier, sa principale faiblesse est, comme nous l'avons dit, la basse subjectivité révolutionnaire avec laquelle il entre dans ce processus après trois décennies de restauration bourgeoise. Les masses, et notamment leur avant-garde, se lancent dans la lutte mais sans une stratégie claire pour vaincre le pouvoir de la bourgeoisie dans la perspective d'imposer leur propre Etat, ce qui empêche la lutte de parvenir à ses fins. Pour le moment, une claire conscience anti-impérialiste ne semble pas s'être exprimée, même si les régimes et gouvernements contre lesquels les masses se sont soulevées sont ouvertement pro-impérialistes et que les masses leur ont déjà exprimé leur haine dans le passé, pour leur soutien à la guerre en Irak ou leur rôle complice face aux attaques sionistes contre la Palestine. En s'appuyant sur cette faiblesse, l'impérialisme et les classes dominantes locales cherchent à contenir les processus dans leurs premières étapes et les dévier. Tout dépendra

du fait qu'au cours de cette période la nouvelle avant-garde ouvrière et la jeunesse réussissent ou non à mettre sur pied de véritables organisations révolutionnaires qui permettent de conduire au pouvoir les travailleurs, les paysans pauvres et l'ensemble des exploités.

Dans la région qui est aujourd'hui le terrain des soulèvements, même si le mouvement ouvrier et populaire a une importante tradition de lutte et d'anti-impérialisme, les forces marxistes révolutionnaires ont été historiquement faibles, à l'exception de l'Algérie. Cependant, les événements qui s'y déroulent ont et auront sûrement des effets sur les travailleurs, les jeunes et les secteurs populaires du monde entier. Le retour sur le devant de la scène de l'action indépendante des masses favorise la construction de partis ouvriers révolutionnaires, particulièrement dans les pays qui non seulement ont une tradition de lutte de classes, mais où celle-ci s'est maintenue à un niveau élevé tout au long de ces dernières années, avec une forte tradition et présence trotskyste comme en France – où nos camarades animent le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (Plateforme 4) au sein du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) – et en Argentine, où le PTS avance à grands pas dans l'organisation de l'avant-garde ouvrière et de la jeunesse. Les événements que nous vivons actuellement ne font que renforcer nos énergies dans la lutte pour mettre sur pied des partis révolutionnaires ancrés dans la classe ouvrière et pour reconstruire la IVe Internationale, le Parti Mondial de la Révolution Sociale.



**RÉVOLTES DANS
L'ÉTAT ESPAGNOL**

L'IRRUPTION DE LA JEUNESSE PROVOQUE LES PREMIÈRES FISSURES DANS LE RÉGIME ISSU DU FRANQUISME

Santiago Lupe, Clase contra Clase'

[édito de la revue Clase contra Clase n°25, juin 2011]

Pendant les dernières semaines les places des principales villes de l'Etat espagnol ont été au centre de l'attention de tout le monde, notamment des militants ouvriers et de la jeunesse. Tous ont suivi de près le déclenchement, dans l'un des pays d'Europe les plus frappés par la crise économique capitaliste, d'un grand mouvement de la jeunesse contre les perspectives sombres auxquelles les patrons, les banquiers et les politiciens à leur service nous condamnent. Les dizaines de rassemblements et de campements (« acampadas ») dans plusieurs villes du monde en sont une preuve.

Le processus a commencé avec les mobilisations massives qui, au cri de « pour une démocratie réelle tout de suite », se sont développées le 15 Mai (15M). La plus forte répression de la mobilisation, à Madrid, a déclenché une réaction pour la libération des manifestants interpellés qui a pris la forme d'un premier campement. Après une première évacuation, les « acampadas » se sont massifiées et étendues sur tout le territoire. Vers la fin de la semaine, les campements ont coïncidé avec les élections municipales régionales.

Des dizaines de milliers de personnes ont défié l'interdiction de rassemblement émise par la Commission Electorale Centrale en remplissant les places, participant aux assemblées qui réunissaient des milliers de personnes, condamnant le régime politique de la constitution de 1978, ses institutions et les politiques d'ajustement pour faire payer la crise aux travailleurs. Après les élections le mouvement continue à maintenir les principales « acampadas » et s'étend dans les quartiers.

La « génération perdue » du FMI casse la paix sociale de Zapatero

Le principal protagoniste de ce que l'on appelle désormais le « Mai espagnol » est la jeunesse qui fait face à une situation dramatique de manque de perspectives pour le futur, qui subit un chômage de 45%, un processus très agressif d'élitisation de l'éducation, qui touche des salaires de misère... Inspirés par les processus révolutionnaires dans le monde arabe, utilisant des outils comme les réseaux sociaux et certaines méthodes comme l'occupation des espaces publics, des dizaines de milliers de jeunes sont en train de mener une lutte qui peut marquer un point d'inflexion par rapport au faible niveau conflictualité sociale jusqu'à présent, notamment due à la politique criminelle de la bureaucratie syndicale. C'est ainsi que de larges secteurs des classes moyennes

[1] Clase contra Clase est le groupe de l'Etat espagnol de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FT-QI), www.clasecontraclase.org

et des travailleurs sympathisent et même participent aux « acampadas » et aux assemblées, même si pour l'instant les travailleurs le font en qualité de « citoyens », et non à travers leurs propres méthodes de lutte, comme la grève, ni à travers leurs organisations, les syndicats et comités d'usines et d'entreprise. D'ailleurs les directions des CCOO [Commissions Ouvrières, NdT] et de l'UGT [les deux principaux syndicats liés au PS espagnol, NdT] observent les rassemblements de loin, effrayés, faisant de leur mieux pour maintenir les travailleurs isolés des secteurs combattifs de la jeunesse. Ce qui a été le plus intéressant jusqu'à présent ont été certaines actions de secteurs de la jeunesse afin de se solidariser et converger avec les travailleurs en lutte. Ce mouvement surgit au moment où les gouvernements des régions autonomes préparent des attaques brutales contre la santé et l'éducation et les travailleurs de ces secteurs, ce qui peut provoquer des mobilisations importantes comme c'est déjà le cas en Catalogne.

Les premières fissures dans le régime hérité du franquisme

Après les élections, les rassemblements se poursuivent. Même si la victoire électorale de la droite a fait l'effet d'une véritable douche froide pour certains secteurs du mouvement, une avant-garde de milliers de manifestants continue à participer aux mobilisations et aux assemblées. Les manifestants bénéficient d'un important soutien social qui s'est à nouveau élargi, notamment en Catalogne après l'échec de l'évacuation de Plaza de Catalunya par les Mossos [policiers de la région autonome de Catalogne] du 27 mai dernier. Comment continuer, comment étendre le mouvement, voilà les deux questions qui traversent les « acampadas » et que l'on commence à entendre dans les AG de quartier qui se sont constituées. Sans pouvoir établir des rythmes et les formes que le mouvement adoptera on a pu voir dernièrement la manière dont commencent à apparaître les premières fissures qui peuvent entraîner l'effondrement du régime monarchique de Juan Carlos I.

Les revendications du mouvement remettent en cause la fausse démocratie au service du patronat et des banques, exigent la fin des institutions, piliers du régime, comme la Monarchie, la fin du bipartisme et de la corruption. Voilà quelques exigences démocratiques profondes qui sont absentes de la Constitution de 1978. En même temps beaucoup de revendications pour résoudre les problèmes liés au chômage, au logement, aux services publics, etc., remettent en question le système d'exploitation capitaliste, comme le partage des heures de travail sans réduction des salaires, l'expropriation des logements aux mains des spéculateurs, la nationalisation des banques... Et tout cela se produit dans un contexte de crise économique qui ne laisse aucune marge de manœuvre pour faire des concessions –maintenant c'est le temps des attaques- et avec les médiations politiques –notamment le PSOE- et syndicales –la bureaucratie syndicale étant

étroitement liée au PSOE- de plus en plus discréditées. Ces tendances de gauche s'expriment à travers une avant-garde très nourrie, mais il est possible et en même temps nécessaire qu'elles s'étendent à de larges secteurs de travailleurs et des masses populaires.

Construire une alternative révolutionnaire aux partis du régime

Les partis bourgeois essaient de continuer à nous mener en bateau afin de nous enfoncer plus encore dans la misère. En effet, ils veulent nous faire payer leur crise. Le Parti Populaire [la droite espagnole, NdT], encouragé par son succès électoral qui témoigne avant tout de la débâcle du PSOE plus que de sa propre force, essaye de tirer profit des petits malheurs des socialistes afin de cacher son vrai programme. Il fait porter le chapeau de la situation actuelle au PSOE, et non au capitalisme espagnol que tout les deux défendent. Mais le PP arrivait au pouvoir en 2012 ou même avant, s'il y avait élections anticipées, il se prépare pour appliquer un plan brutal contre les travailleurs. Pour ce il essaiera de convaincre les secteurs de la classe moyenne supérieure, de la classe moyenne et même certains secteurs particulièrement touchés de la classe ouvrière, que seule une politique néolibérale à outrance pourrait faire revenir « le bon vieux temps ». Ce n'est pas par hasard si aujourd'hui le patronat espagnol refuse de signer l'accord sur la réforme des cadres de la négociation collective avec les dirigeants de CCOO et UGT après la victoire électorale du PP. Contre l'utopie réactionnaire du PP il faut dire que la crise du capitalisme espagnol est structurelle et que le déclin de l'Etat espagnol est inévitable. Les « trente glorieuses » font partie du passé, elles ont fini avec l'époque de la « Transition ». De son côté le PSOE et son candidat potentiel, l'actuel vice-Premier ministre Rubalcaba essayeront, en utilisant les médias, d'invoquer le péril d'un possible retour de l'orthodoxie afin de sauver le parti. C'est de cette façon que si par hasard ils venaient à gagner les élections en 2012 les socialistes appliqueraient avec une force redoublée la politique actuelle, le programme que reprend de toutes façons le PP. Voilà ce qu'exige l'Union Européenne, le FMI et la chancelière allemande Angela Merkel.

Ces différentes options patronales que les jeunes identifient aux partis et à la politique, ils les rejettent. Mais contre les partis qui défendent les intérêts des banques et du patronat on doit défendre une orientation politique à même de représenter les millions de travailleurs, de jeunes chômeurs et précaires, d'étudiants sans futur, de retraités ruinés, d'immigrés qui sont restés au chômage après la fin du boom du BTP. On a besoin au plus vite d'avancer dans la construction d'un outil propre à la majorité exploitée et opprimée, un parti révolutionnaire des travailleurs, qui lutte contre l'Espagne centraliste, monarchique, cette Espagne qui s'oppose aux autres nationalités et qui se trouve au service d'une poignée de grands capitalistes. Il s'agit de construire un parti qui ne soit pas une autre option pour gérer ce système pourri



mais qui propose d'en finir avec celui-ci et d'établir les bases d'un nouvel ordre social, politique et économique.

Pour une Assemblée Constituante Révolutionnaire, pour une République des travailleurs

Le défi qui nous est posé à terme est d'imposer par la lutte un processus constituant de tout l'État espagnol. Nous ne voulons pas d'une réédition de la « Transition démocratique ». Avec la bourgeoisie, de ses représentants et des directions vendues du mouvement ouvrier, il est impossible d'en finir avec la Monarchie espagnole, avec le déni des droits nationaux des peuples de l'État espagnol, avec la ségrégation des immigrés considérés comme des « citoyens de seconde zone », il est impossible de liquider l'oppression économique, politique et militaire que fait peser l'impérialisme espagnols sur des dizaines de peuples dans le monde... et encore moins d'en finir avec la dictature des Emilio Botin, président de la banque Santander, et des 35 nouveaux « grands patrons d'Espagne » cités par l'IBEX [le CAC40 espagnol, NdT]. Toute notre histoire nous montre que nous ne pouvons avoir confiance qu'en nos propres forces, celles des travailleurs, de la jeunesse et des secteurs populaires.

C'est seulement ainsi que nous pourrons réussir à répondre aux revendications que nous avançons. Nous devons imposer à travers la lutte un processus constituant dans tout l'État espagnol, une Assemblée Constituante Révolutionnaire, formée par des représentants élus à la

proportionnelle, qui permette de discuter des questions démocratiques mais aussi de l'alternative révolutionnaire à mettre en avant pour affronter les conséquences de la crise pour les travailleurs et la jeunesse, cette crise que l'on vit au quotidien à travers le chômage, la précarité croissante, le problème du logement avec des milliers de familles qui ne peuvent pas payer leurs maisons, les attaques contre la santé et l'éducation, etc.. Beaucoup de ces questions ont commencé à être débattues dans les AGs des « acampadas » et ont été reliées à la discussion autour de cette « démocratie pour les riches » qui est la nôtre, de plus en plus dégradée et éloignée des problèmes des travailleurs. Cette issue démocratique radicale, que des milliers de manifestants exigent dans les rues, on ne pourra l'obtenir que par la lutte de tous les travailleurs et des secteurs populaires de l'ensemble de l'État espagnol. Les partis du patronat et de la monarchie vont tout faire pour éviter ce scénario. C'est pour cela qu'il faudra unifier toutes des couches de la classe ouvrière pour imposer un Gouvernement Provisoire formé par les travailleurs et les secteurs en lutte, le seul à même d'ouvrir un véritable processus constituant révolutionnaire qui mette à bas le régime hérité du franquisme. Dans le cadre de ce processus de lutte révolutionnaire les travailleurs, la jeunesse combative et les secteurs populaires et opprimés mettront sur pied leurs propres organisations démocratiques (à l'image de ce qu'ont été les soviets dans la Révolution Russe ou, avec toutes leurs limitations, les comités révolutionnaires pendant la guerre civile espagnole. Ce sera là les bases de l'organisation d'un nouvel État, une République des travailleurs au sein de laquelle toutes les nationalités pourront exercer leur droit à l'auto-détermination.

MAI 68/MAI 2011 : UNE COMPARAISON HISTORIQUE POUR PENSER UNE STRATÉGIE GAGNANTE

Santiago Lupe, 31 mai 2011

De nombreuses comparaisons se font entre le mouvement qui naît dans l'État espagnol et celui de Mai 68 en France. Pour les camarades de Classe contre Classe l'expérience française est un grand exemple de la façon dont les jeunes sont parvenus à transformer leur puissante lutte dans les barricades en la plus grande grève générale d'Europe, convergeant avec la classe ouvrière en mettant le Régime du Général De Gaulle dans l'impasse. Les étudiants ont montré avec leur « nuit des barricades » une alternative de lutte à la politique des manifestations routinières et impuissantes que la bureaucratie syndicale de la CGT, contrôlée par le PCF stalinien, avait l'habitude d'organiser. La lutte combative de la jeunesse et ses expéditions dans les entreprises ont réussi à influencer les travailleurs qui ont rejoint la lutte avec leur meilleure arme, la grève générale indéfinie.

On doit prendre en compte cette expérience pour penser à la façon dont l'irruption de la jeunesse après le 15 mai peut agir en tant que catalyseur pour briser la paix sociale criminelle que les dirigeants du CCOO et de l'UGT (Commissions Ouvrières et Union Générale des Travailleurs, deux principales centrales syndicales) maintiennent dans les lieux de travail. La jeunesse de 2011 est objectivement plus reliée aux travailleurs par la réalité du chômage et de la précarité à laquelle elle est condamnée. Car, même si les Directions Syndicales abandonnent la lutte contre le travail précaire, les millions de jeunes précaires, esclaves des CDD, font partie des travailleurs. Mais, en même temps, les travailleurs n'ont pas fait l'expérience d'une période d'importantes luttes, en raison de la politique de Toxo et Méndez et de la peur que produit un chômage de 20 %. C'est donc une réalité bien différente de celle de Mai 68, qui oblige à lutter plus tenacement pour parvenir à établir une stratégie de classe pour ce mouvement. Dans les encadrements ci-dessous on rend compte de quelques actions réalisées lors de différentes assemblées qui peuvent servir d'exemple – à généraliser – pour essayer de transformer cette rébellion à forte composante de jeunes en un processus révolutionnaire qui mette en échec cette fausse démocratie au service des banquiers et des patrons.

De même, la comparaison entre 68 et le processus actuel nous sert pour comprendre la profondeur de la crise qui commence à s'ouvrir dans le Régime héritier de la Dictature dans notre pays. Elle permet de mieux comprendre les défis que nous, jeunes et travailleurs qui aspirons à détruire ce Régime, nous devons affronter.

Le croissant écart entre la jeunesse et le Régime de 78

En 1968, entrèrent en scène les milliers d'étudiants de « l'université de masse » créée après la Seconde Guerre Mondiale. Des milliers de jeunes dont les aspirations d'ascension sociale ne pouvaient pas être satisfaites par le Régime gaulliste, qui continuait de maintenir une structure très hiérarchisée et conservatrice.

L'université française était la « dictature des doyens », et cette situation s'étendait à presque tous les secteurs professionnels et de la culture. L'entrée en scène des étudiants se lia rapidement à une classe ouvrière fortement exploitée qui avait mené d'importantes luttes et qui n'avait pas encore été frappée par la crise capitaliste mondiale qui apparaîtra avec force au début des années 70. Les travailleurs montraient leur ras-le-bol face au régime d'exploitation manufacturière hérité de la reconstruction de l'après-guerre et face à la politique réformiste de leurs directions du PCF et la CGT.

Pendant le mai 2011 espagnol, le secteur de la jeunesse qui fait son entrée en scène est beaucoup plus large. Il s'agit de l'immense majorité des jeunes; ceux qui font partie de ces 45 % de jeune au chômage, ceux qui n'en font pas partie, mais qui ont des petits boulots temporaires, en tant que boursiers, souvent donc à mi-temps avec des salaires misérables, mais aussi l'ensemble des étudiants qui voient comme perspective immédiate le fait de finir par rejoindre les rangs des chômeurs et des précaires. C'est toute une génération, la « génération perdue » d'après le FMI, qui sent que le Régime actuel et ses partis « ne la représentent pas ». Ce divorce peut commencer à s'étendre facilement parmi les travailleurs et les autres secteurs populaires qui ont vu pendant ces dernières années que ceux qui gouvernent réellement le pays, sont les grandes entreprises et les banques du IBEX35 avec lesquels le Zapatero se réunit à Moncloa. Le large soutien social au 15 mai est une preuve et une expression de ces faits.

On est donc aux débuts d'un processus de lutte plus important, que la « démocratie » de Juan Carlos I devra affronter. Au-delà des formes et rythmes que prendront les mobilisations, le fond de la question est que pour la première fois en 30 ans le Régime se montre incapable de maintenir le « consensus » face aux masses.



Le régime pourra-t-il « satisfaire » les indignés ?

La lutte historique des jeunes et des travailleurs français a été finalement déviée. La politique de trahison du PCF imposa à nouveau l'ordre dans les usines à travers les accords de Grenelle, où la bourgeoisie française offrit une hausse des salaires. Une fois la « Grève Générale » finie, le Régime essaya de se régénérer, en réalisant une réforme politique dans laquelle il « démocratisa » quelques unes de ses structures pour faire place à un secteur important des universitaires « soixante-huitards ». La réforme de l'université et d'autres milieux culturels et professionnels ont permis de faire place à l'ascension sociale de beaucoup des dirigeants de 68, qui aujourd'hui font partie de la direction de beaucoup de partis du Régime – tels que Dani « le rouge », aujourd'hui eurodéputé des Verts -, directeurs de journaux, de l'industrie culturelle... Ce que nous devons nous demander est si le Régime espagnol en 2011 a cette même marge de manœuvre dans le cas où le mouvement de jeunes parviendrait à avoir de l'influence chez les travailleurs et que celle-ci puisse bouleverser la paix sociale imposée par les directions syndicales. La forte crise capitaliste, le poids de la dette et les exigences de resserrement du FMI et de l'Union Européenne font que le capitalisme espagnol n'a rien de plus à offrir que des attaques, des attaques, et encore des attaques. Pour continuer avec l'analogie historique, même des hypothétiques « accords de Grenelle » en 2011, qui limitent et détournent la lutte du 2011 espagnol, serait quelque chose de fort improbable. De

plus, à la différence du Mai 68 français ou de la transition espagnole, le « prestige » des directions traîtresses du mouvement ouvrier (PCF/CGT ou PCE/CCOO) est au plus bas, ce qui peut faire obstacle au rôle de contention et de canalisation qu'elles ont eu auparavant.

D'autre part, la possible « cooptation » du mouvement de la jeunesse est loin d'être une tâche facile. Les attaques qui viendront affectent spécialement la « génération perdue », comme on peut le voir avec la Réforme du Travail, le Pensionazo, ou les coupures budgétaires dans l'éducation. Une réforme politique cosmétique ou superficielle ne peut pas éteindre le malaise qui a des racines structurelles profondes. La réalité est qu'il existe une génération condamnée à vivre moins bien que ses parents. Et pourtant, le Régime et ses partis tentent de diviser une partie de la jeunesse en lutte du reste des jeunes et travailleurs auxquels il n'offrira que la matraque. On voit déjà Izquierda Unida ou des secteurs du PSOE même (comme l'aile de Chacon) parler de réformes du système politique. Pour combattre ces tentatives embryonnaires de cooptation il faut lutter pour un programme qui vise le fondement de cette fausse démocratie pour faire que ce soient les capitalistes qui payent la crise.

Ce processus débute après trois décennies d'offensive néolibérale, pas seulement contre nos conditions de vie, mais aussi contre la capacité de lutte et d'organisation des opprimés. L'idée que la classe ouvrière a cessé d'exister comme sujet central de transformation sociale s'est installée même chez de nombreux militants. Les défaites

subies, l'intégration des dirigeants du mouvement ouvrier au Régime, la liquidation des formes d'organisation et de lutte combattives et « de base » ont renforcé cette idée. Mais l'exemple des luttes en Grèce, l'automne français ou les grèves contre H. Moubarak ou Ben Ali ont commencé à remettre en question ces mensonges en mettant en évidence que la classe qui contrôle tous les ressorts de la production est la seule qui peut mettre en échec les patrons, les banquiers et leur gouvernement. Ces exemples internationaux et les luttes qui commencent à avoir lieu ici doivent servir d'exemple pour reprendre en main une stratégie révolutionnaire et de classe.

Il en va de même avec les idées anti-parti ou anti-gouvernement. Les trahisons des partis communistes stalinien et la transformation des partis socialistes en des véritables partis bourgeois d'une part et l'effondrement du modèle stalinien des États ouvriers dégénérés d'autre part, se manifestent à certains moments dans le refus de prendre le pouvoir politique à la bourgeoisie, ce qui mène à des stratégies de pression sur le pouvoir existant (réformisme) ou à essayer de s'abstenir de la lutte contre ce pouvoir et construire des réalités « alternatives » au marge du système. De la même manière, le rejet des partis du

régime mène à la conclusion que les opprimés ne doivent pas s'organiser politiquement pour mettre en avant la lutte pour nos intérêts et, en dernière instance, enterrer ce régime politique et son système d'exploitation. Mais, au contraire, ce que nous apprennent les expériences du XXe siècle – dans notre pays même – c'est que le besoin d'une direction politique révolutionnaire est crucial pour pouvoir éviter que toute notre énergie dépensée finisse en défaite – comme lors de la Révolution Espagnole – ou en une dérive – comme la Transition « démocratique ».

En définitive, le processus ouvert par le 15 mai montre des potentialités profondes et explosives. Le Régime espagnol a une marge de manœuvre beaucoup plus limitée et les directions traîtres des années 60-70 se trouvent dans une crise profonde. Malgré cela, le pouvoir de contention de la bureaucratie syndicale n'est pas plus faible que celui qu'elle a montré lors des dernières années de paix sociale. En même temps, il y a des défis importants pour les révolutionnaires qui se formeront à la chaleur de ces luttes, comme peuvent l'être par exemple la destruction de l'héritage idéologique des trente dernières années de restauration bourgeoise et la récupération d'une stratégie révolutionnaire pour enterrer le système capitaliste.

Débat sur le « programme minimum consensuel » de Madrid

POUR UN PROGRAMME CONTRE LE RÉGIME DE 1978 ET POUR QUE LES CAPITALISTES PAIENT LEUR CRISE

Sara Povo, 31 mai 2011

Pendant les derniers jours, dans plusieurs rassemblements il y a une idée qui a été discutée, celle de parvenir à un accord programmatique minimum qui regroupe l'ensemble des sensibilités et idéologies qui font partie de ce mouvement large. Le premier rassemblement qui a adopté une déclaration de ce type a été celui de Sol à Madrid. Il y a quatre points minimum qui ont été approuvés : la réforme de la loi électorale et l'élargissement des mécanismes de participation citoyenne, des mesures contre la corruption et pour la transparence, la séparation effective des pouvoirs et des mécanismes de contrôle citoyen sur les politiciens.

De notre point de vue, cette petite plate-forme ne constitue qu'un programme de réforme cosmétique au Régime de 1978, qui pourrait parfaitement être adopté par les différents partis bourgeois ou petit-bourgeois qui se présenteront en 2012. L'aile « Chacon » du PSOE – il faut voir s'ils ne présentent pas un autre candidat aux primaires – parlait déjà d'introduire dans leur programme des « clins d'œil » de réforme du système pour attirer les indignés, pour ne pas parler des tentatives désespérées de l'IU (Gauche Unie) – allié du PSOE dans plusieurs gouvernements – de vouloir apparaître comme le porte-

parole du mouvement 15M.

Il s'agit en plus d'un recul politique par rapport aux mots d'ordre qui étaient adoptés dans les AG avant le 22M. A la Puerta del Sol, on a adopté une table de revendications qui était une bonne base sur laquelle commencer à discuter un programme contre cette fausse démocratie au service des riches et pour que les capitalistes paient leur crise. Pour avancer vers une « démocratie réelle » on proposait quelques revendications très intéressantes contre les principales institutions de ce Régime, comme par exemple la Monarchie, le Sénat ou la chambre des députés. Contre les conséquences de la crise on avait la proposition de la répartition des heures de travail, l'interdiction de sauvetage à la banque, l'augmentation des impôts aux grandes fortunes ou l'augmentation du personnel de l'éducation et la santé. Dans d'autres AG comme celle de Barcelone on a même amélioré ces propositions avec des revendications contre la Loi contre l'Immigration et les CIES, pour l'interdiction des contrats temporaires et les ETTs ou pour la nationalisation de la banque. C'est sur ces points que nous devons discuter la plate-forme revendicative du mouvement.



Nous ne pouvons pas parler de la lutte pour une « démocratie réelle » sans vouloir résoudre les problèmes démocratiques les plus structurels du Régime de 1978. La lutte contre la Monarchie et ses institutions, pour le droit à l'autodétermination des nationalités qui intègrent l'Etat espagnol, contre l'impunité des policiers, juges, politiciens et patrons qui ont fait partie de la Dictature, pour la fin des subventions à l'église et le contrôle que celle-ci exerce sur la moitié de l'éducation, contre la Loi des Partis, la persécution des militants, pour l'expropriation des terres des latifundiaires encore aristocrates... et bien-sûr on ne peut pas concevoir une démocratie avec 5 millions de « citoyens de seconde zone », les immigrants.

La régularisation de tous les sans-papiers, la fin des lois contre l'immigration, les CIEs et la persécution policière quotidienne doivent faire partie de nos revendications fondamentales. Mais il faut aussi prendre en compte qu'un peuple qui opprime un autre peuple ne pourra jamais être libre, et c'est bien à cause de cela que la lutte pour une « démocratie réelle » implique aussi le fait de lutter contre l'impérialisme espagnol et ses multinationales, contre la présence des troupes espagnoles à l'étranger, pour la restitution des enclaves coloniales de Ceuta et Melilla,

pour l'arrêt du soutien aux régimes réactionnaires comme ceux du monde arabe, pour la remise des possessions des multinationales espagnoles aux différents pays où ils opèrent...

De la même façon, l'indignation qui nous a fait sortir dans la rue a ses racines dans les attaques, le chômage et le manque des perspectives pour le futur. C'est ainsi que le mouvement 15M doit donner une réponse à ces problèmes. Il s'agit de les résoudre à partir des bénéficiaires et des intérêts de ceux qui ne vont pas rejoindre le mouvement, les banquiers et les patrons. La répartition des heures de travail sans réduction de salaire, la nationalisation sous contrôle ouvrier de toute usine qui ferme ou licencie, expropriation des logements des spéculateurs, la nationalisation de la banque et l'interdiction d'expulsion des locataires... Ce sont quelques revendications urgentes que nous devons mettre en avant.

Nous devons prendre en compte le fait que la droite profite des effets terribles de la crise sur des secteurs des travailleurs et des classes moyennes en leur donnant une réponse réactionnaire surtout en culpabilisant le travailleur ou jeune immigrant. Cette tendance, qui se reproduit aussi en Europe – tel que l'exprime la montée dans les sondages de Marine Le Pen du Front National français -, ne pourra être arrêtée que par la mobilisation des indignés si elle fait un pas vers la convergence des luttes et des travailleurs tout en ayant un programme qui répond aux problèmes et aux aspirations des millions de personnes qui voient aujourd'hui comment la crise les frappe. Ce qu'on appelle les « mínimos » de consensus sont bien loin de pouvoir jouer ce rôle nécessaire et risquent de faire que le 15M soit assimilé par certains partis du Régime, qui ne vont pas empêcher la montée du populisme de droite – du PP ou d'autres partis – pour diriger le mécontentement des secteurs sociaux.

LA " VAGUE BLEUE " DU 22 MAI, LES TENDANCES VERS LA DROITE SE RENFORCENT AUSSI

Guillermo Ferrari, 31 mai 2011

L'indignation exprime en premier lieu la séparation croissante entre le PSOE – le côté gauche du Régime du bipartisme espagnol – et un secteur important de son électorat. Une partie d'entre eux a voté nul ou blanc – qui a gagné 280.000 voix, le plus fort score sous la démocratie-, l'abstention ou le vote aux options considérées plus à gauche, comme par exemple IU qui a gagné 200.000 voix et d'autres partis extra-parlementaires qui ont réussi à gagner, dans son ensemble, 300.000 voix de plus qu'en 2007. Il faut souligner le résultat historique qu'a obtenu la coalition de la gauche abertzale Bildu (313.000 voix, le 25% dans le Pays Basque, juste derrière le PNV), et aussi le bon résultat des CUP dans Catalunya (62.000 voix).

Mais le plus préoccupant est la soi-disant "vague bleue". La droite, avec le PP en tête, a obtenu une différence historique de 10 points par rapport au PSOE, même s'il n'a gagné que 550.000. D'autres options « gagnantes » sont le populisme de droite espagnol UpyD (avec 460.000 voix, 208.000 dans la capitale) et le xénophobe PxC, qui a gagné du poids dans certaines mairies de la zone industrielle de Barcelone, avec 65.000 voix. Il y a donc des tendances de lutte vers la gauche comme le réveil de la jeunesse, en même temps que la droite espagnole – avec beaucoup de tradition et une base sociale encore assez large, et prête à militer si nécessaire – avance aussi.

Peu à peu la fin du pacte social devient une polarisation sociale qui annonce l'épreuve difficile qui devra passer le Régime de 1978 dans la prochaine période.

DEUX STRATÉGIES POUR LE MOUVEMENT

Santiago Lupe, CcC, 26 mai 2011

Dans les AGs massives qui continuent à avoir lieu l'inquiétude de beaucoup de jeunes sur la suite du mouvement gagne du terrain. Le poids de certains courants anarchistes et autonomes empêche que cette discussion puisse être menée de façon claire et constructive. En s'appuyant sur le sentiment de rejet des partis intégrés au régime et de la bureaucratie syndicale, ils contribuent à ce que ce sentiment devienne un rejet de toute expression organisée des travailleurs et de tout groupe politique. C'est comme cela qu'ils justifient le refus du droit des tendances au sein desquelles de nombreux militants du mouvement sont organisés à exprimer les différentes stratégies qu'ils défendent et à les soumettre au débat de toutes celles et tous ceux qui participent au mouvement. Ceci concerne également beaucoup de militants non-organisés qui ne peuvent pas non plus se regrouper avec ceux avec qui ils partagent une certaine orientation pour la défendre. Il s'agit d'une méthode qui, en plus de ne pas respecter un droit démocratique des organisations qui soutiennent le mouvement à s'exprimer, constitue un obstacle à ce que l'ensemble du mouvement puisse avancer.

Il y a fondamentalement deux stratégies distinctes. D'une part il y a les secteurs qui se battent contre la liberté de tendances et tentent de transformer les sit-in permanents et les campements en une fin en tant que telle. Là où ils s'impliquent au maximum c'est pour développer les campements, construire « ici et maintenant » un « espace autonome », dans lequel les participants puissent résoudre par leurs propres moyens – quoique de façon très partielle et précaire – une partie des problèmes de leur vie quotidienne. Ils essayent de construire « une ville au sein

de la ville », un monde « parallèle » au monde existant. Tout ceci entraîne un mépris à l'égard de la lutte contre le gouvernement, le régime et le patronat, en allant à l'encontre d'un sentiment majoritaire qui pousse à élaborer des revendications concrètes. De plus, on impose un obstacle à ce que le mouvement puisse se lier à d'autres secteurs en lutte, qui sont en général hostiles à ce genre de « solutions » individualistes et utopiques, ce qui de façon contradictoire ne favorise pas non plus le maintien de leur « société parallèle » puisque l'isolement ne peut bénéficier qu'au gouvernement dans le sens de se débarrasser de cette « distorsion de l'espace public ».

Contre cette orientation mise en avant par les secteurs autonomes et anarchistes d'autres secteurs parmi lesquels nous nous retrouvons comprennent que le mouvement doit s'attaquer au régime et au gouvernement, en luttant pour empêcher dans un premier moment toutes les attaques en cours, pour aller sur la voie d'en finir avec des institutions aussi réactionnaires que la monarchie. On aspire à changer le monde plutôt que d'en construire un autre, précairement « alternatif ». Il s'agit de « sortir de la place » – comme le soulignent de nombreux camarades dans leurs interventions – c'est-à-dire transformer les campements en centres d'organisation et de coordination pour établir des liens et confluer avec d'autres secteurs en lutte, faute de quoi on risque de devenir une protestation symbolique et isolée, qui ne représente aucun danger. Pour les camarades de Clase contra Clase ce qu'il y a de plus stratégique c'est de chercher à confluer de façon privilégiée avec la classe ouvrière pour que celle-ci rejoigne le mouvement à partir de leurs entreprises et avec leurs propres méthodes de lutte pour passer du stade de l'occupation de la rue à celui de l'arrêt complet du pays.

ACTIONS DE SOLIDARITÉ ENTRE LES JEUNES "INDIGNÉS" ET LA CLASSE OUVRIÈRE

SARAGOSSE :

Soutien aux chauffeurs de bus en grève et ralliement des ouvriers de CAF (constructeur ferroviaire) au campement. « Cacerolada » contre la bureaucratie syndicale

Asier Ubico, Délégué syndical de Telepizza et militant de Clase contra Clase à Saragosse, 31/05/11.

Le mouvement a démarré le 15 mai à Saragosse avec une manifestation massive de 5000 personnes. Les camarades de CcC, associés au SEI [Syndicat des Étudiants de Gauche], à des sections syndicales de la CGT (dont celle de Telepizza) et à d'autres jeunes travailleurs, ont participé à la convocation de cette journée de mobilisation dans les facs, lycées et entreprises. C'était une des résolutions

de la Rencontre des Étudiants et Jeunes Travailleurs que nous avons organisé le 7 mai et qui a permis d'organiser un cortège lutte de classe au sein de la manif, ainsi que de renforcer l'organisation de la jeunesse, d'apporter notre soutien aux secteurs en lutte et de rejoindre le combat contre le gouvernement et la bureaucratie conciliatrice. Depuis le premier jour de la mobilisation, nous nous battons pour qu'il y ait convergence entre les « indignés » et les secteurs de travailleurs en lutte. La première assemblée générale, le 17 mai, a réuni 200 personnes et a notamment été marquée par l'intervention de

Javier Anadón, président de la section syndicale de TUZSA (entreprise de transports urbains). Il a été voté à l'unanimité que la manifestation de soutien pour la grève de TUZSA ayant eu lieu le 18 mai, s'achève sur la place de l'AG afin de doubler les effectifs avec la présence de nombreux travailleurs.

Nous participons – en tant que militants du CcC – à la commission étudiante ainsi qu'à celle visant à étendre le mouvement aux ouvriers, et nous avons rejoint par solidarité le piquet de grève des chauffeurs de bus dimanche dernier. La commission étudiante, qui compte la participation de nombreux lycéens et étudiants, a organisé une première réunion à la fac avec la présence de 90 étudiants, qui ont décidé d'organiser une AG sur tout le campus jeudi 2 juin. Dans la commission d'extension au mouvement ouvrier, participent des jeunes précaires

comme ceux de Telepizza, des entreprises sous-traitantes de la Mairie, des enseignants et des ouvriers industriels de différents syndicats, mais aussi des non-syndiqués.

Il est pour les prochains jours prévu une « expédition » à l'usine Opel (la principale usine d'Aragon, avec 8000 travailleurs) et une manifestation sonore avec casseroles et sifflets (cacerolada) devant les sièges de Commissions Ouvrières et de l'UGT [les deux principaux syndicats espagnols], afin d'exiger une grève générale et de dénoncer la trahison des directions. Avec tracts et banderoles nous sommes également rendus à l'INEM (le Pôle Emploi espagnol), où se négocie la répartition des heures de travail sans réduction salariale, pour en finir avec le chômage. Ces derniers jours, les travailleurs de CAF (fabrication de trains) ont rejoint le mouvement en ajoutant leur propre tente au campement.

BARCELONE :

« Expéditions » de la jeunesse à Alstom, Derbi, Seat et aux hôpitaux en lutte

*Salvador Lou,
militant de Clase contra Clase à Barcelone, 31/05/11.*

De nombreuses commissions sont en train de se mettre en place à Barcelone, avec pour but d'aller en « expédition » vers les grandes entreprises auxquelles nous participons et faisons partie depuis le début.

Le mardi 24 mai avec plus de 50 personnes, nous intégrons la première « expédition » de la commission Action en direction de Santa Perpetua de la Moguda (à 25 km de Barcelone) en soutien aux travailleurs d'Alstom. Cette multinationale française attelée à la fabrication de chemins de fer a l'intention de mettre à la rue 40% de son usine, soit 400 salariés. Avec pour pancarte « Vive la lutte ouvrière, allez Alstom », nous avons distribué des tracts de solidarité aux équipes du matin et de l'après-midi, entre divers applaudissements, cris de soutien et appels à l'unité de la classe ouvrière et de la jeunesse.

De cette expérience réussie ont été inspirées des actions similaires. Ainsi mardi 31 mai nous sommes-nous rendus à l'usine italienne de vélomoteurs Derbi, que le patronat veut fermer en laissant sur le pavé près de 300 salariés. L'expédition a de nouveau réussi à apporter de la ferveur aux travailleurs, en leur faisant comprendre qu'ils ne sont pas seuls et que face à la cessation d'activité, ils n'ont pas à se résigner. Afin que nous puissions assister à leur assemblée générale prévue le même jour, les travailleurs sont sortis de l'usine pour organiser leurs mobilisations suivantes.

D'autres actions sont prévues tout au long de la semaine, comme la participation, après la visite de l'Hôpital Clinic la semaine passée, à l'opération de blocage des voies



d'autoroute le 1er juin par les travailleurs de l'Hôpital del Belvitge, ou encore à la rencontre le 3 juin des ouvriers de l'usine Seat, plus grosse usine automobile de tout le pays avec plus de 12 000 salariés. A cette fin nous avons obtenu l'aide des travailleurs de TMB [entreprise de transports métropolitains de Barcelone], qui nous prête bus et chauffeur afin de nous rendre en zone industrielle. Inspirés par l'expérience de Mai 68, nous tentons de multiplier ce genre d'« expéditions » aux entreprises comme un façon de « subvertir l'ordre » des lieux de travail, où les dirigeants syndicaux maintiennent les travailleurs dans la passivité et l'isolement le plus total. Un autre fait important est la venue d'une délégation de quelques 150 employés de Telefónica, afin de réaliser sur les lieux un mouvement de protestation contre l'annonce du licenciement de 25% des effectifs de l'usine, soit plus de 8 000 travailleurs, ou encore la présence d'autres collectifs ouvriers comme les gaziers, les agents d'entretien et le personnel de santé.

TERRASSA : IMPORTANTE PARTICIPATION ÉTUDIANTE ET OUVRIÈRE

*Faouzi Hilba,
Correspondant du journal
Contracorriente, 31/05/11.*

La ville de Terrassa est l'une de ces nombreuses villes de l'État espagnol et de Catalogne qui a rejoint les campements contre le système politique, économique et social. Par l'intermédiaire des réseaux sociaux, un rendez-vous de solidarité avec les autres campements a été organisé le 18 mai. L'appel a rencontré un grand succès avec plus de 500 participants. Parmi eux, des étudiants et des travailleurs en lutte, comme ceux de

la santé, ainsi que des immigrés et chômeurs. Tous se sont ensuite réunis en assemblée générale, où il a été décidé de dresser le campement le jour suivant. Les jours qui ont suivi ont vu venir l'organisation du mouvement en commissions et sous-commissions (communication, activités, infrastructures, organisation, coordination, etc).

De nombreux débats ont aussi été organisés sur des thèmes aussi variés que les questions environnementales et de santé, l'éducation, l'immigration ou encore de l'asphyxie du système bancaire.

Le lieu du campement est un lieu symbolique (Raval de Montserrat) face à la mairie, qui s'appelle désormais la Place du Peuple. La participation a dépassé en fin de semaine les 2000 personnes. Mais le plus important peut-être est la manifestation des lycéens du 25 mai, quand ont débarqué sur la place plus de 1000 lycéens qui se sont ensuite dirigés vers l'hôpital La Mutua pour venir en soutien au rassemblement des travailleurs de la santé. Dimanche prochain aura lieu l'assemblée générale pour décider de l'avenir du campement.

HECTOR, PARTICIPANT AUX « EXPÉDITIONS » VERS LES ENTREPRISES AVEC LE CAMPEMENT DE BARCELONE

INTERVIEW

D'où vient l'idée de créer des solidarités avec les travailleurs ?

Au sein de la commission Action et Activités, il y a un projet qui consiste à aller vers les boîtes à la rencontre de ces travailleurs qui subissent les licenciements, les fermetures d'entreprises et toutes les mesures comme la baisse des pensions de retraite ou la réforme du code du travail, cela afin de les soutenir dans leurs luttes et leur dire que nous voulons nous unir et nous battre tous ensemble.

Pourquoi tu penses que c'est si important de réussir à intégrer les travailleurs à la lutte des « indignés » ?

Je pense que c'est important que l'on s'unisse aux travailleurs, parce que ce sont eux qui sont réellement capables d'immobiliser le pays, et donc de mener des mobilisations plus convaincantes, plus à même de changer les choses.

Quelles « expéditions » est-ce que vous avez organisées jusqu'à maintenant ?

Et quelles sont celles que vous avez prévues ?

Pour le moment on est allés à Alstom, qui est l'usine qui fabrique des trains et des métros, et où ils veulent renvoyer 4000 salariés. On a aussi été à la rencontre des hôpitaux, mercredi dernier à celui de Clinic, puisque le secteur de la santé est particulièrement touché par les restrictions de postes et de budget. Ce matin on a été à Derbi, mercredi on va à l'Hôpital de Belvitge, et vendredi à Seat ainsi qu'aux secteurs secondaires comme celui de la métallurgie ou du bâtiment.

FERNANDO, DÉLÉGUÉ SYNDICAL DE LA CCOO À DERBI

INTERVIEW

Quelle est la situation de l'usine et de votre lutte ?

On lutte actuellement pour la défense des emplois à Derbi. Il s'agit d'une entreprise emblématique ici et depuis toujours, avec 90 ans d'histoire pendant lesquels se sont succédées de nombreuses générations, et nous voulons que se succèdent encore de nombreuses générations : nos enfants, nos petits-enfants, et leurs descendants. On pense aussi que l'industrie de la moto a un grand avenir, notamment avec la moto électrique et les énergies propres.

Qu'as-tu pensé de l'« expédition » des jeunes du campement de Barcelone pour vous montrer leur solidarité ?

Ce que je peux te dire, c'est que ça m'a foutu une claque, vraiment, je m'y attendais pas. C'est vraiment touchant de voir qu'il y a des gens qui sont en train de se bouger, déjà non seulement parce qu'ils sont indignés, mais aussi parce qu'ils sont solidaires envers les travailleurs.

Est-ce que tu penses participer aux assemblées de la Place Catalogne à Barcelone ?

Bien sûr, et je m'engage à assister à l'assemblée générale de demain, pour pouvoir rendre le soutien qu'on a reçu aujourd'hui. J'étais là la semaine dernière, ma fille est une de ces jeunes indignées qui est avec vous.

www.ft-ci.org

- **LES LIMITES DE LA « RESTAURATION BOURGEOISE »**
- **LEÇONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES DE L'AUTOMNE FRANÇAIS**
- **UN NOUVEAU "PRINTEMPS DES PEUPLES"**
- **DOSSIER :
RÉVOLTES DANS L'ÉTAT ESPAGNOL**